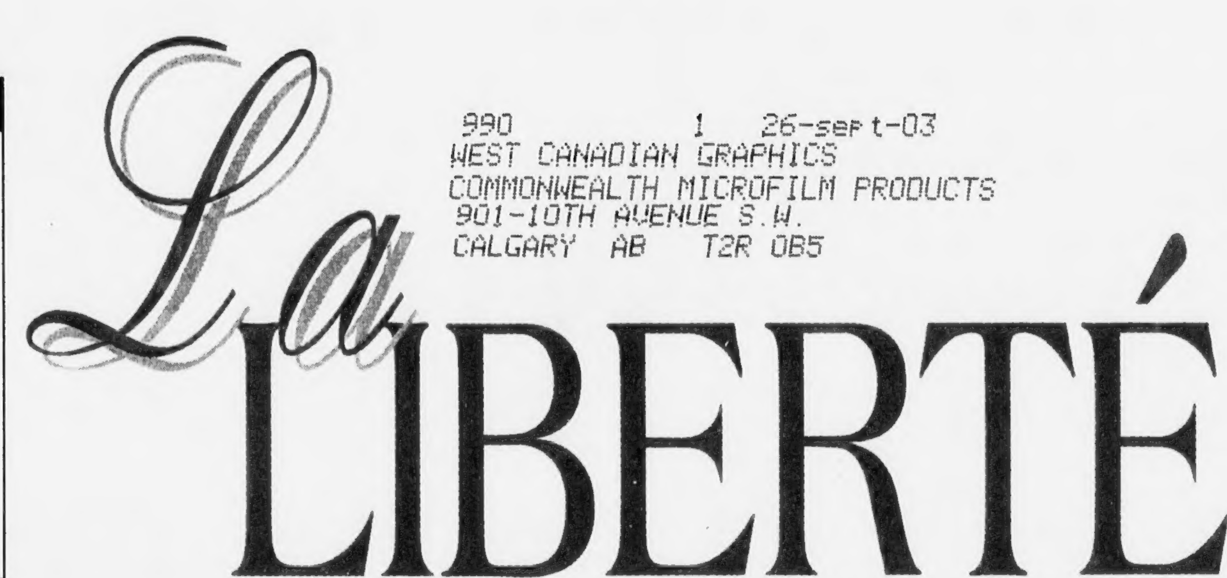


Vol. 88 n°37 • du 11 au 17 janvier 2002 • SAINT-BONIFACE 88 ¢ + taxes

Ouverte depuis peu

La succursale de la Caisse populaire de Saint-Boniface à Saint-Vital a récemment ouvert ses portes. Pour l'occasion, *La Liberté* vous offre un aperçu de la nouvelle institution financière.

■ Page 21.

Citation de la semaine

« Les députés et les sénateurs veulent réhabiliter Riel afin d'ignorer nos revendications. »

Président de la Manitoba Metis Federation, David Chartrand s'oppose à une réhabilitation de Louis Riel qui ne réglerait pas la question des revendications territoriales.

■ Page 5.

Le SOMMAIRE

Comment nous joindre ?

Téléphone : 237-4823
Télécopieur : 231-1998
Sans frais : 1-800-523-3355
la-liberte@la-liberte.mb.ca

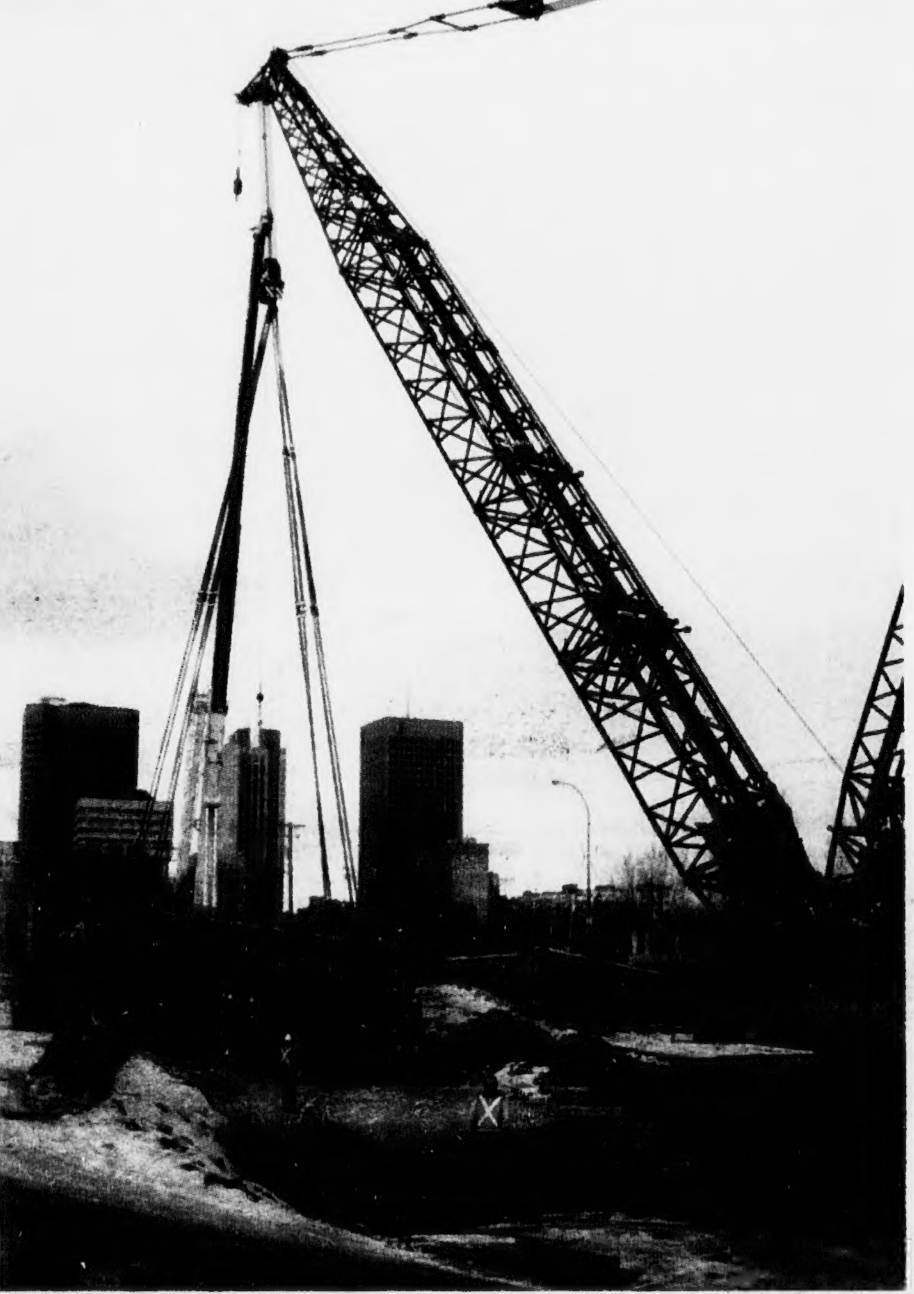


photo : Jean-François Nadeau

Un monstre bien utile

La plus grosse grue jamais utilisée au Manitoba est arrivée à Saint-Boniface durant la période des Fêtes afin de procéder à l'assemblage des poutres qui formeront les fondations du nouveau pont Provencher. L'appareil, qui pèse 440 tonnes et mesure 250 pieds de haut, a été transporté de Toronto à l'aide de 20 semi-remorques. L'assemblage de la grue a nécessité deux semaines. Elle permet de lever chacune des poutres de 250 000 livres d'un seul coup, ce qui normalement aurait demandé la présence de deux grues pour accomplir la même tâche.

Survol d'une année

Que ce soit au niveau du sport, de la politique, de l'éducation ou des arts et spectacles, l'année 2001 aura laissé sa trace dans la communauté. Revivez ses événements marquants en consultant notre rétrospective.

■ Pages 9 à 12.

Pas dans ma cour!

Contrairement à ce qu'ils croyaient, le cauchemar des résidants de Saint-Laurent est loin d'être terminé. L'agriculteur Jake Friesen a la ferme intention d'y construire six nouvelles porcheries, un projet qui pourrait polluer la nappe d'eau de la région.

■ Page 3.

Surmonter l'impossible

Après avoir entendu l'histoire de Stéphanie, protagoniste de la pièce *Duo pour violon seul* présentée par le Cercle Molière, le public risque de voir ses valeurs transformées.

■ Page 13.

Société franco-manitobaine

En avant, l'embauche!

Vous êtes bilingue et vous êtes sur l'assurance-emploi? Vous cherchez un poste à temps plein? La Société franco-manitobaine et la Province vous aideront à toucher votre premier chèque de paie bien plus tôt que vous ne le pensez.

Daniel BAHUAUD

Géré par la Société franco-manitobaine (SFM) depuis plus de cinq ans, le *Programme de partenariat pour l'emploi* connaît présentement un grand succès. Il permet aux organismes communautaires d'embaucher du personnel bilingue sans avoir à encourir de grandes dépenses. De plus, il offre aux prestataires de l'assurance-emploi, notamment les mères retournant au marché du travail, l'occasion d'acquérir de l'expérience au travail et une formation professionnelle utile et importante.

« Il y a quantité d'organismes à but non-lucratif qui cherchent à embaucher des personnes bilingues, souligne la coordonnatrice de projets à la SFM, Joelle Boisvert, qui depuis septembre s'occupe du programme. La preuve en est que depuis que je m'occupe du dossier, la SFM a réussi à faire embaucher 10 personnes. Compte tenu du taux de chômage provincial actuel, qui est seulement de 4, 7 %, et des critères d'admissibilité au programme (1), c'est un résultat formidable. Nous nous étions donné comme objectif pour 2002 d'embaucher 25 personnes et si nous continuons comme à l'automne, il faudra ajuster notre tir. En effet, nous renégocions avec la Province les sommes allouées au programme. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de pépins ou d'hésitation de la part du gouvernement à appuyer notre démarche. »

Les fonds du Programme de partenariat pour l'emploi proviennent d'Éducation, Formation professionnelle et Jeunesse Manitoba, et permettent l'embauche, à 10 $ l'heure, d'une personne pour 26 semaines. Selon Joelle Boisvert, le programme est particulièrement populaire en région.

« Il y a présentement une pénurie de personnel bilingue en région, explique-t-elle. Par conséquent, nous avons attiré l'intérêt des bibliothèques, arénas et complexes sportifs, musées, garderies, bureaux de tourisme et chambres de commerce. Ces organismes ont souvent des ressources plutôt limitées. Ils apprécient de pouvoir embaucher quelqu'un pour 26 semaines. »

Chose positive, plusieurs individus embauchés par le biais du programme se dénichent un poste permanent.

« Certains organismes satisfaits du rendement de leur employé ont décidé de retenir ses services, souligne Joelle Boisvert. Pour moi, c'est le scénario le plus satisfaisant. Ça fait chaud au cœur de savoir que tu as contribué à l'épanouissement et au bonheur d'une personne qui avait besoin d'appui. »

(1) Pour être admissible au programme, une personne doit être bilingue, toucher à l'assurance-emploi ou avoir récemment reçu des prestations du régime et être activement à la recherche d'un poste. Renseignements : 233-4915 ou 1-800-665-4443.

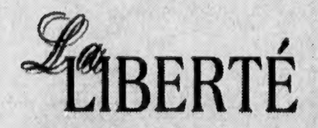


photo: Daniel Bahuaud

Joelle Boisvert: « Ça fait chaud au cœur de savoir que tu as contribué à l'épanouissement et au bonheur d'une personne qui avait besoin d'appui. »

Coup d'œil national





Journal hebdomadaire publié le vendredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190
383, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 3B4

Directeur : **Pascal DUBÉ** • Rédacteur en chef : **Daniel BAHUAUD** • Journalistes : **Mylène CRÊTE** et **Jean-François NADEAU** • Chef de la production et coordonnatrice de la publicité : **Véronique TOGNERI** • Secrétaire administrative : **Roxanne BOUCHARD** • Correcteur : **Mohammed CHOALI** • Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)** • Bicolo : **Aude ANDRIEU, Roxanne BOUCHARD** et **Véronique TOGNERI** • Publicité : **Pascal DUBÉ** • Développement de photos : **Hubert PANTEL**.

Les bureaux sont situés au **383, boulevard Provencher** et sont ouverts de **9 h à 17 h du lundi au vendredi** • Toute correspondance doit être adressée à **La Liberté, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4** • Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable • Téléphone : **(204) 237-4823** • Sans frais: **1-800-523-3355** • Télécopieur: **(204) 231-1998**.

L'heure de tombée pour les annonces est le lundi à midi. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %. • Nos annonceurs ont jusqu'au mercredi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'adresse Internet : **http://www.presse-ouest.mb.ca** • Courrier électronique : Administration : **la-liberte@la-liberte.mb.ca** • Rédaction : **redaction@la-liberte.mb.ca** • Département graphique : **production@la-liberte.mb.ca**

L'abonnement annuel: **Manitoba** : 28,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses) • **Ailleurs au Canada** : 32,10 $ (TPS incluse) • **États-Unis** : 90 $ • **Outre-mer** : 125 $ • Les abonné.e.s manitobain.e.s qui passeront une partie de l'année aux États-Unis devront payer un supplément de 5 $ par mois • Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Nº de la convention: 40012102 • PAP 7996

ISSN 0845-0455



APF

OPSCOM
Représentation nationale:
1-800-20PSCOM
(613) 241-5700

Fondation Donatien Frémont

SAINT-LAURENT

Coup de cochon

Les résidants de Saint-Laurent sont toujours inquiets des retombées d'un projet de mégaporcherie qui, bien que défait en juin, a repris vie.

Daniel BAHUAUD

Pour la deuxième fois en moins d'un an, la communauté de Saint-Laurent se voit menacée par l'installation de porcheries sur son territoire malgré l'opposition des résidants de la région.

Un agriculteur de la région, Jake Friesen, qui avait essuyé en juin 2001 une défaite devant le conseil de la Municipalité de Saint-Laurent, est revenu à la charge. On se rappellera que le printemps dernier, avec la coopération de la firme Élite Swine, une filiale de Maple Leaf Meats, Jake Friesen souhaitait installer une mégaporcherie sur sa terre. Or, il en fut empêché en raison d'un arrêté municipal, conçu pour empêcher l'installation de structures énormes et polluantes. Le conseil avait alors rejeté son projet par quatre voix contre une.

Cependant, l'agriculteur propose maintenant la subdivision de son terrain en lopins de 80 acres chacun, afin de pouvoir construire non pas une mégaporcherie, mais six porcheries pouvant abriter un total de 11 000 cochons. Et puisque le conseil municipal ne peut pas facilement refuser une demande de permis de construire, des résidants de Saint-Laurent espèraient convaincre le conseil, lors de la réunion du 10 janvier, de lutter contre l'installation de toute porcherie de taille importante. Ils veulent également convaincre le conseil d'élaborer des arrêtés municipaux plus stricts et légalement étanches pour enrayer, une fois pour toutes, la réalisation de tels projets.

La lutte pourrait se faire en cour. La voisine de Jake Friesen, Frieda Krapan s'est donnée comme mission de mobiliser les résidants et de préparer un combat échaudé. « Je ne revendique pas seulement parce que j'habite la terre à côté, souligne-t-elle. Mais parce que je crains l'impact des porcheries sur les pêcheurs, les agriculteurs, les propriétaires de chalets et tous les résidants de Saint-Laurent. Et je crains que Jake Friesen ait conclu une nouvelle entente avec Élite Swine, une corporation qui n'a aucun intérêt à défendre le bien-être de notre communauté. »

Frieda Krapan n'est pas seule. La grande majorité des résidants, y compris quatre des cinq conseillers, est contre les porcheries. « Je suis très déçue que M. Friesen soit revenu à la charge, indique Caroline Chartrand, une résidante de la communauté. Je serais encore plus déçue s'il réussissait. »

Le président de la Corporation de développement communautaire (CDC) de Saint-Laurent, Louis Allain, abonde dans le même sens. « La CDC préconise le développement de l'industrie du tourisme à long terme, précise-t-il. La présence de grandes porcheries aurait des retombées environnementales qui freineraient sérieusement nos projets. Plus précisément, nous craignons la pollution de la nappe d'eau. Compte tenu de la piètre qualité du drainage dans la région, c'est un réel souci. La pêche sur glace commerciale ainsi que la baignade estivale seraient ainsi menacées. »



Archives La Liberté

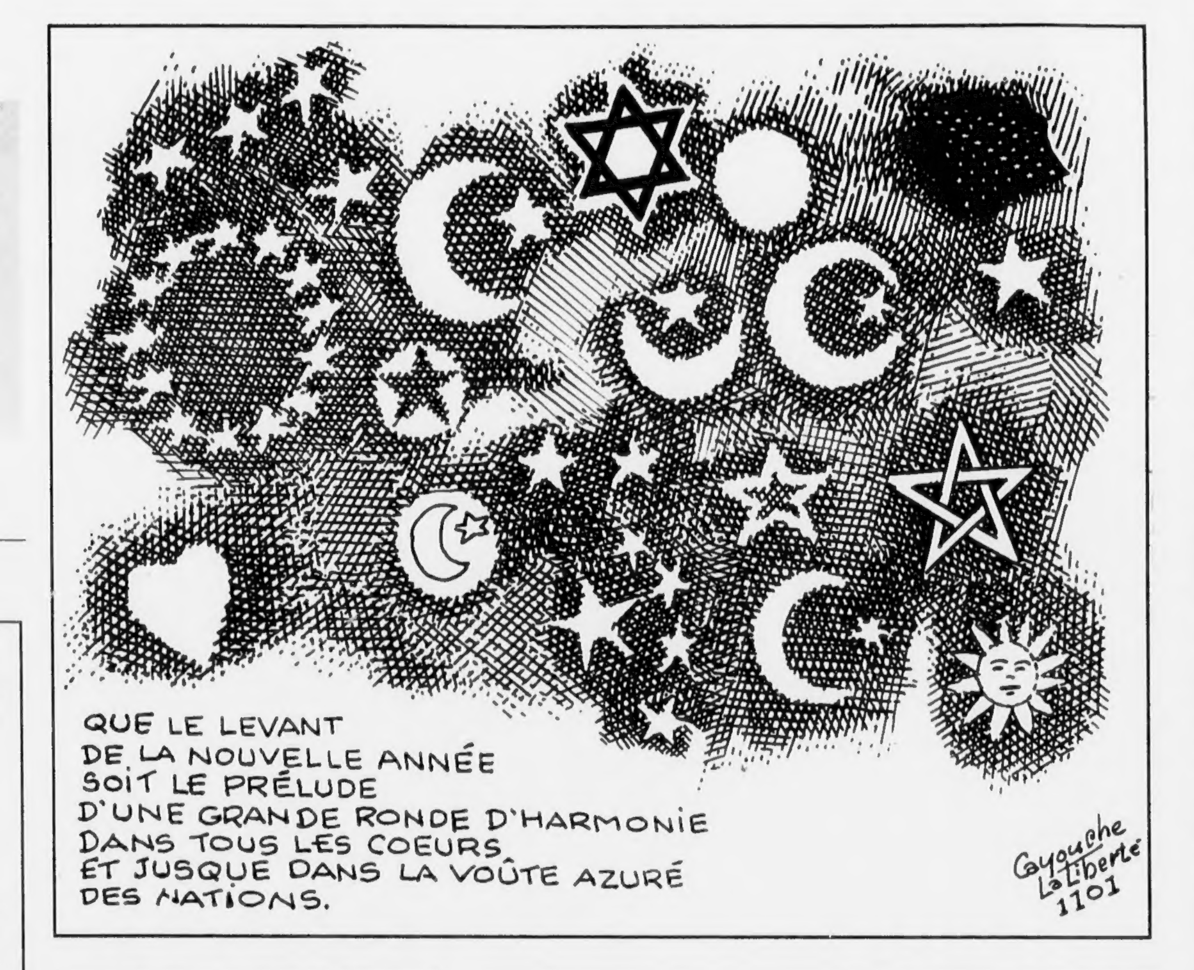
La construction de six porcheries pouvant abriter 11 000 cochons inquiète plus d'un résidant de Saint-Laurent.

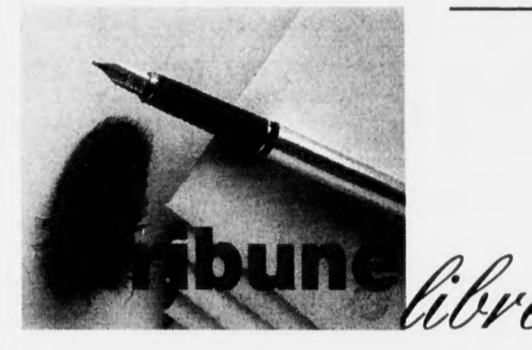
Ayant déjà convaincu le conseil municipal d'embaucher un avocat, Frieda Krapan veut que la Municipalité obtienne une lettre de Jake Friesen ainsi que d'Élite Swine, afin qu'ils clarifient la nature de leur relation commerciale. Elle a également demandé une rencontre avec le premier ministre, Gary Doer, le ministre de la Conservation, Oscar Lathlin, la ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Rosann Wowchuk et la ministre des affaires intergouvernementales, Jean Friesen. « Nous verrons si Élite Swine est impliquée dans ce projet et si la Province aurait intérêt à freiner l'élaboration d'initiatives qui tentent de passer à côté des arrêtés municipaux », dit-elle.

Le porte-parole d'Élite Swine, Gary Plohman, soutient pour sa part que l'entreprise n'a signé aucune entente commerciale avec Jake Friesen. « Nous ne comptons pas en signer non plus à l'avenir, affirme-t-il. Nous n'avons aucunement formalisé quoi que ce soit et, à présent, nous nous n'y intéressons pas. Quant à l'accusation que nous manquons de responsabilité à l'égard de l'environnement, c'est faux. Nous sommes très prudents. »

Éditorial

Il n'y a pas d'éditorial cette semaine!





Une exposition audacieuse

par Jean-Yves Bernier

Visiter la galerie du Centre culturel franco-manitobain (CCFM) s'avère une expérience qui enrichit la dimension culturelle de toute personne pourvu qu'elle ait la capacité de voir et de réfléchir à ce qu'elle observe.

L'exposition courante des œuvres de Mme Gaétane Sylvester, une artiste qui a goûté à plusieurs domaines des arts visuels, lance un défi, et non le moindre, aux visiteurs jeunes et vieux parce qu'elle a suscité et continuera de faire réagir les amateurs d'art tant que les œuvres présentées seront exhibées.

Il s'agit d'un thème unique : la grossesse d'une femme, soit la maternité. L'artiste a donc moulé le torse nu de quelques femmes sur le point d'accoucher et en a retiré pas moins de 18 pièces en céramique accrochées aux murs et huit autres debout sur des tables. L'aspect d'un tel spectacle à première vue est plutôt déroutant et laisse perplexe. Après avoir lu l'explication de l'artiste, on comprend mieux le but de montrer tous ces abdomens rondelets surmontés de seins gonflés.

Il faut un temps de réflexion pour déterminer que l'on a affaire à une ode, une louange lyrique du mystère de la maternité et de la naissance d'un être humain, cette continuation, cette participation à la création divine.

Certaines personnes ont été plutôt choquées et étonnées à la vue d'un tel étalage de chair et ont proféré des remarques offensantes à l'endroit de l'artiste. Il faudrait se rappeler qu'en art, il convient de voir au-delà de l'objet pour en saisir le symbolisme. On ne doit jamais attaquer la probité d'un artiste. On est libre d'agréer ou de refuser telle ou telle œuvre, selon ses propres critères, mais l'artiste doit toujours jouir de sa liberté dans l'interprétation d'un sujet.

La maternité a constitué un sujet de prédilection pour la plupart des artistes peintres de la Renaissance à la période contemporaine.

Les littérateurs l'ont vantée de l'Antiquité à nos jours. C'est un sujet aussi universel qu'est l'amour. Si la beauté réside dans l'esprit de celui qui observe, par contre elle est soumise à certaines règles, à certains canons du goût. La photo de l'actrice Demi Moore étalée sur les pages de quelques revues alors qu'elle était enceinte de huit mois peut être considérée d'une certaine beauté mais elle tient davantage de voyeurisme que du domaine artistique.

Peu de sculpteurs se sont aventurés à évoluer dans cette sphère de la maternité parce que la femme enceinte n'a plus la taille, la beauté plastique d'une jeune fille. Il y a trois moments dans la vie d'une femme où l'on peut la considérer comme étant très belle : quand elle a 18 ans, quand elle est enceinte et quand elle a atteint l'âge de la sérénité.

La différence ? Ce n'est pas ce que l'on voit mais ce qu'elle représente qui compte parce que la femme enceinte porte le mystère de la vie, de la création. L'époux seul peut en apprécier toute la grandeur ; c'est pour ça que la future mère est belle.

Cependant cet état présente un paradoxe. C'est le couple qui, à ce moment, ressent la dimension divine de la situation et ce n'est que dans l'intimité du couple que ça se sent et que l'on jubile de reconnaissance.

Mme Sylvester présente cette condition, cet état et l'étale à tous les vents au grand public. C'est un geste audacieux, car elle a franchi une frontière telle une pionnière et c'est ce qu'une partie de ce même public lui reproche.

À tort ou à raison, je me permets de féliciter Mme Sylvester de sa hardiesse pour une exposition bien réussie et je souhaite qu'elle puisse nous présenter bientôt des œuvres plus diversifiées afin que l'on puisse admirer ses talents davantage à la mesure de son mérite.

POLITIQUE FÉDÉRALE

Un projet désintéressé?

Pour la quatrième fois sur la colline parlementaire, on propose de réhabiliter Louis Riel, un projet de loi accueilli favorablement par plusieurs. Or, la Manitoba Metis Federation se demande si faire respecter Riel risque de brimer les Métis d'aujourd'hui.

Daniel BAHUAUD

La sénatrice métisse libérale de l'Alberta, Thelma Chalifoux, a présenté un projet de loi cherchant à réhabiliter le fondateur du Manitoba et Père de la Confédération, Louis Riel. Bien que le projet soit endossé par plus d'un Canadien, anglophone, francophone ou métis, la Manitoba Metis Federation (MMF) reste plutôt sceptique quant aux intentions d'Ottawa.

C'est la quatrième fois que le fédéral tente de disculper Louis Riel de la haute trahison. Pourtant, la sénatrice libérale estime que cette fois-ci sera la bonne, en raison de l'appui du Bloc québécois et des libéraux tant aux Communes qu'à la chambre haute. À son avis, la réhabilitation de Riel serait importante non seulement pour le Canada en général, mais aussi pour les Franco-Manitobains. « C'est grâce à lui que la loi qui a créé le Manitoba accorde une place au français », dit-elle.

En plus d'annuler la déclaration de culpabilité pour haute trahison du leader métis, le projet de loi l'honorerait en désignant le 12 mai, date de l'entrée du Manitoba dans la Confédération canadienne en 1870, « journée Louis-Riel ».

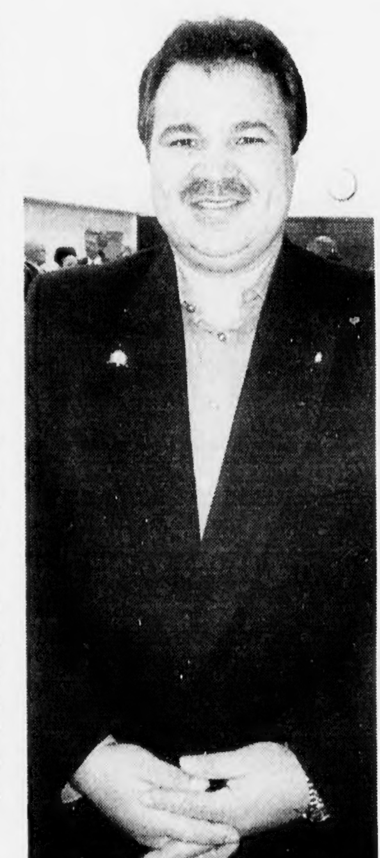
Le président de la Société historique de Saint-Boniface (SHSB), Alfred Fortier, approuve l'idée. « La SHSB a souvent appuyé de telles démarches, dit-il. Et je crois que le 12 mai serait un bon moment pour se rappeler les contributions de Riel, un homme de plus en plus respecté par les Canadiens, même si une minorité plutôt vocale le dénigre toujours. »

Le président de l'Union nationale métisse, Guy Savoie, estime pour sa part que la démarche de Thelma Chalifoux est bonne, mais craint plutôt que d'autres organismes métis s'y opposent afin de faire avancer leurs propres causes. « Je n'ai aucun problème avec l'idée de réhabiliter Riel, affirme-t-il. J'ai même un lien sanguin, bien que lointain, avec le fondateur du Manitoba. Par contre, c'est la quatrième fois qu'on s'y prend et ce malgré l'appui d'une majorité de députés et de sénateurs. Les autres groupes métis, notamment la MMF, cherchent toujours à y ajouter des amendements associant Riel à des réclamations territoriales. Ce n'est pas notre point de vue du tout. Et on a vu les résultats ; ces projets de loi ont été défaits. »

Le président de la MMF, David Chartrand, affirme en effet que le gouvernement fédéral devrait songer sérieusement à faire plus que réhabiliter Louis Riel. « La sénatrice Chalifoux est métisse et je respecte ses intentions, mais elle ne parle pas pour tous les Métis, souligne-t-il. En principe, nous sommes d'accord avec son projet de loi, mais nous voudrions qu'Ottawa aille plus loin. Pourquoi ne nous a-t-on pas consulté? En 1870, les Métis ont demandé de faire respecter leurs réclamations territoriales, qui ont été reconnues dans *l'Acte du Manitoba*. Ottawa leur avait promis que leur territoire serait respecté et que leur descendance recevrait 1 400 000 acres en surcroît. Mais ça ne s'est jamais fait. Au contraire, plus de 20 lois manitobaines et canadiennes ont par la suite assuré que les Métis n'obtiennent jamais obtenu le moindre lopin de terre. Pourquoi donc réhabiliter l'homme si l'essence même de sa vision n'est pas respectée pour autant? »

En effet, la MMF a déposé, le 9 janvier, auprès de la Cour du Banc de la Reine, une motion demandant à la Province et au gouvernement fédéral de corriger ce que David Chartrand estime être « un délit flagrant de la justice ».

« En fin de compte, je crains que les députés et les sénateurs veuillent annuler la déclaration de culpabilité de Riel afin de pouvoir dire qu'ils ont "réglé" le problème, afin d'ignorer nos revendications et même de nous faire taire. Ça ne marchera pas. Si on veut respecter les Métis d'hier, il faut évidemment respecter les Métis d'aujourd'hui. Je ne crois pas que Riel, qui est mort pour ses principes, aurait endossé leur point de vue. »



Archives La Liberté

David Chartrand: « La sénatrice Chalifoux est métisse et je respecte ses intentions, mais elle ne parle pas pour tous les Métis. »

Winnipeg entre en course

La Ville de Winnipeg est officiellement candidate pour l'obtention des Jeux de la francophonie canadienne de 2005.

Jean-François NADEAU

C'est maintenant officiel. Après huit semaines de travail, la Ville de Winnipeg a soumis sa candidature à la Commission des Jeux de la francophonie canadienne, en vue d'accueillir l'édition 2005 de cette compétition nationale.

Au dire des responsables de la mise en candidature de la Ville, l'obtention de ces Jeux aura des retombées économiques certaines pour Winnipeg ainsi que pour les municipalités bilingues de la province. D'ailleurs, les tenants de la revitalisation de Saint-Boniface y trouveront certainement leur compte puisque la plupart des activités se dérouleraient dans le quartier francophone.

Ainsi, le parc Provencher sera amélioré dans l'éventualité d'accueillir le Village des athlètes ainsi que les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux. « Des installations seront bientôt aménagées dans le parc, y compris un système qui assurera l'écoulement rapide des eaux, même lors de pluies torrentielles, assure le président du comité chargé de préparer la soumission de la Ville, Laurent Bisson. On peut également s'attendre à ce que plusieurs nouvelles infrastructures soient aménagées afin de rehausser l'esthétique et la fonctionnalité de ce site. »

Le conseiller municipal de Saint-Boniface, Daniel Vandal, abonde dans le même sens. « Le projet de recevoir les Jeux de la francophonie canadienne est directement liée à notre vision de la revitalisation du quartier, mentionne-t-il. Nous croyons que non seulement l'amélioration du parc, mais aussi la revitalisation du boulevard Provencher et la construction du pont piétonnier permettront aux 3 000 visiteurs d'expérimenter pleinement la culture franco-manitobaine. »



photo : Jean-François Nadeau

Laurent Bisson : « Les Jeux seront le reflet de la communauté franco-manitobaine en entier, et toutes les régions, autant aux plans urbain que rural, devront profiter de leurs retombées »

D'ailleurs, il y a fort à parier que ces visiteurs passeront la majeure partie de leur temps libre à sillonner les rues et à visiter le quartier francophone de Winnipeg. « Nous estimons que le parc ainsi que les bâtiments qui se trouvent à proximité, soit le Collège universitaire de Saint-Boniface et le Centre culturel franco-manitobain, accueilleraient 75 % des activités, soutient Laurent Bisson. De plus, les écoles qui serviraient de lieux d'hébergement sont toutes situées à une distance maximale de 1,5 kilomètres du Village des athlètes. »

Néanmoins, les responsables de la tenue possible des Jeux de la francophonie canadienne à Winnipeg n'ont nullement l'intention d'oublier les régions. « Les Jeux seront le reflet de la communauté franco-manitobaine en entier, et toutes les régions, autant aux plans urbain que rural, devront profiter de leurs retombées », déclare Laurent Bisson.

En plus d'un document papier, le comité chargé de préparer la soumission de la Ville a inclus un cédérom à sa candidature. Créé par Flux créations, celui-ci comporte une vidéo d'environ deux minutes de Tourisme Winnipeg, des photos des sites proposés ainsi que des liens Internet vers les principaux organismes appuyant la mise en candidature de Winnipeg.





Avec ou sans fumée?

Alors que certains commerçants décident de braver le règlement municipal, d'autres s'y habituent.

Mylène CRÊTE

La plupart des restaurateurs de Saint-Boniface semblent s'habituer au nouveau règlement municipal anti-tabac le 1er janvier. Ce n'est pas le cas de la chaîne Coffee Time qui défie la Ville. Puisque dorénavant tout établissement public fréquenté par des mineurs doit interdire la cigarette, les succursales winnipegoises de Coffee Time ont décidé de ne laisser entrer que des adultes pour leur laisser le droit de fumer. Même les membres du personnel âgés de moins de 18 ans ont dû quitter leur emploi.

« Nous avons perdu 60 % de notre clientèle durant les deux premiers jours de janvier, prétend la gérante du Coffee Time de Saint-Boniface, Tania Hoogervorst. Maintenant les gens reviennent. » Selon quelques clients réguliers de l'établissement qui ne désirent pas être nommés, peu d'enfants ou d'adolescents fréquentent le café. Les deux aînés ont signé une pétition pour appuyer les démarches de Coffee Time qui ne craint pas de recevoir une amende. « Notre but est d'aller en cour pour obtenir le droit d'être un restaurant entièrement fumeur et nous sommes prêts à payer pour faire avancer notre cause », signale Tania Hoogervorst.

La Commission des droits humains du Manitoba enquête déjà sur les pratiques de la chaîne afin de savoir si elles contreviennent aux droits des mineurs. Au moment d'écrire ces lignes les inspecteurs de la Province qui se chargent d'appliquer le nouveau règlement dans la banlieue de Winnipeg n'avaient pas encore mis les pieds au café. L'établissement risque d'obtenir une amende dont le coût peut varier entre 500 $ et 5 000 $. Les individus qui y fument peuvent également se voir remettre un billet d'infraction d'un montant variant entre 100 $ et 1 000 $.

Règle générale, les commerçants de Saint-Boniface touchés par l'initiative de la Ville l'acceptent. Au dire du propriétaire du restaurant Robin's Donuts situé à l'angle du boulevard Provencher et de la rue Des Meurons, Fred Ionn, il est encore trop tôt pour mesurer l'impact du règlement anti-tabac sur ses affaires. « Nous en bénéficieront probablement puisque l'environnement de l'industrie de la restauration sera plus sain, affirme-t-il. Puis, les fumeurs que nous perdons comme clients seront probablement remplacés par des non-fumeurs. »

Le copropriétaire du Bistro de l'avenue Taché, Noël Fillion, ne craint pas non plus une baisse de revenu. Son restaurant possède une section dont l'accès est interdit aux moins de 18 ans. Mais griller une cigarette dans un endroit qui a l'apparence d'un bar ne plaît pas à tous. Jean Mahé, fumeur depuis 60 ans, doit changer ses habitudes. « Cette loi crée des problèmes partout, note-t-il. Elle est ambiguë et controversée. La Ville ne l'a pas approfondie. » Pourtant, les non-fumeurs qui fréquentent l'endroit se réjouissent. « C'est agréable de manger sans être enfumée », commente Gisèle Barnabé.

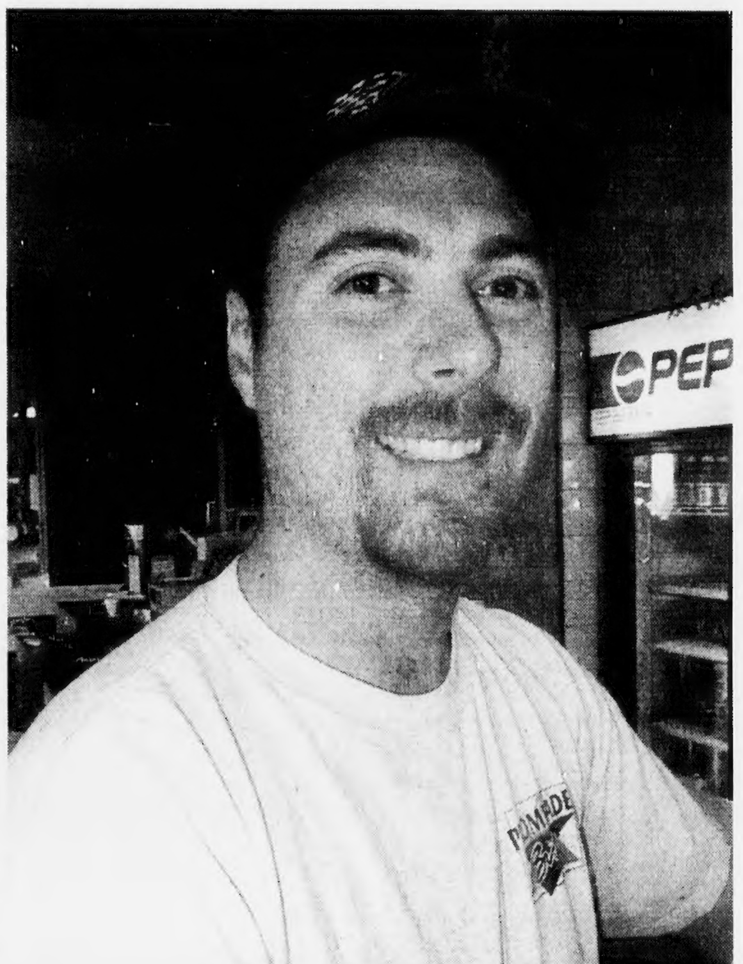


photo: Mylène Crête

Le copropriétaire du restaurant Le Bistro de Saint-Boniface ne croit pas que le règlement municipal anti-tabac fasse baisser son chiffre d'affaires.

La tendance vers un environnement sans fumée semble se maintenir puisque la Province a emboîté le pas en interdisant le tabac dans ses cafétérias et ses immeubles à bureaux situés à Winnipeg. Le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) a également décidé de fermer son fumoir qui existe depuis une dizaine d'années. « Étant donné que notre établissement est accessible à des mineurs, nous croyons que nous n'avions pas le choix », soutient le directeur des finances du CUSB, Normand Collet. L'endroit sera dorénavant utilisé comme salle de réunion.

PRODUITS NATURELS

Adieu, la zone grise!

Longtemps ignorés par les instances gouvernementales, les produits naturels bénéficient désormais de toute l'attention de Santé Canada.

Mylène CRÊTE

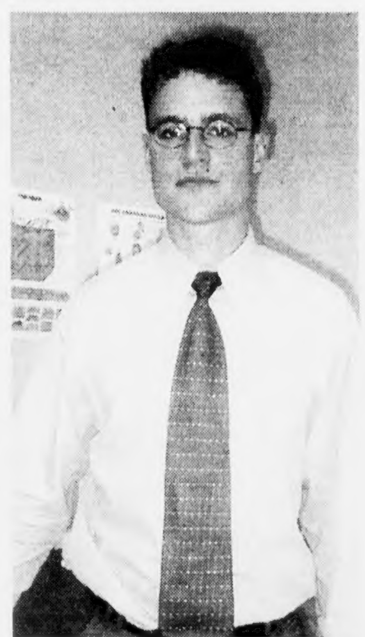
Les produits de santé naturels pourraient d'ici un an être réglementés de façon plus rigoureuse par le gouvernement fédéral. C'est du moins ce qu'a annoncé en décembre le ministre de la Santé, Allan Rock. Le projet de règlement a fait l'objet d'une publication dans la *Gazette du Canada* et le gouvernement attend les commentaires du public.

« Nous voulons rassurer la population sur l'efficacité et la bonne qualité des produits naturels en vente sur le marché », indique la relationiste de Santé Canada, Tara Madigan. La création de la Direction des produits naturels en 1999 a servi à combler le vide quant à l'évaluation des informations à ce sujet. La nouvelle réglementation permettra de remplacer la zone grise qui entoure l'homologation des produits naturels.

Ceux-ci entrent dans la catégorie des aliments ou des médicaments. Les produits dont le fabricant soutient qu'ils guérissent ou améliorent des troubles de santé font partie de la deuxième tranche et sont évalués au même type que tout autre médicament. Par contre, les produits considérés comme des aliments peuvent induire les consommateurs en erreur. « Un produit de glucosamine à très faible concentration peut ne pas avoir d'effet thérapeutique, explique le directeur des communications et de l'action sociale de la Direction des produits naturels, Douglas Connor. Mais il est impossible pour le consommateur de savoir quelle concentration indiquée sur l'étiquette est efficace. »

Un tel produit n'est pas sujet à un processus d'évaluation sévère avant sa mise en marché contrairement aux produits-médicaments qui possèdent un numéro d'homologation apposé par le gouvernement. « Le fabricant qui fait une allégation sur la santé pour un de ses produits doit prouver qu'elle est véridique en faisant de la recherche », explique Douglas Connor.

La nouvelle réglementation demandera à tous les fabricants de produits naturels de fournir des preuves quant aux effets thérapeutiques qui seront évalués par la Direction. Ils devront faire des essais cliniques sur des patients et remettre de la documentation historique sur les effets de leur composés naturels. L'autorité leur remettra ensuite un numéro PSN (produits de santé naturels) qui garantira aux consommateurs la validité des informations retrouvées sur l'étiquette. Celle-ci devra préciser la liste de tous les ingrédients utilisés, les mises en garde nécessaires s'il y a lieu, un numéro de téléphone pour contacter le fabricant en cas de problème ainsi que la date d'expiration.



Archives La Liberté

L'homéopathe Philippe Desilets croit que le projet de nouveaux règlements sur les produits naturels éliminera la zone grise dans laquelle se retrouvent certains médicaments homéopathiques.

De l'avis de l'homéopathe Philippe Desilets, l'initiative du gouvernement fédéral sera bénéfique pour l'industrie des produits naturels. « Ça ne changera pas beaucoup de choses dans ma pratique, mais ça va au moins établir un standard, souligne-t-il. Il ne faudrait toutefois pas que certains produits d'homéopathie qui peuvent être toxiques en grande quantité soient bannis pour cette raison puisqu'en infime partie, ils soignent. »

La prohibition de certains produits naturels pourrait devenir réalité si les éléments de preuve fournis par les fabricants sont insuffisants. Par ailleurs, la Direction des produits naturels distribuera 800 000 $ par année pour la recherche dans ce domaine. Le gouvernement fédéral recueillera les commentaires de la population sur le projet de réglementation au cours des prochains mois.

Rétrospective 2001

Revue de l'année en bref

JANVIER: L'entreprise GNR Camping World de Gilbert et Rhéal Robert fête ses 30 ans d'existence. ⧗ La Caisse LaVérendrye annule son projet d'offrir un service funéraire francophone. ⧗ Cinq entrepreneurs profitent du nouvel incubateur d'entreprise du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM). Selon ses organisateurs, il s'agit d'un excellent départ. ⧗ Robert Paquin et Lynne Rochon se joignent au CDEM, l'un au sein de l'incubateur et l'autre en tant qu'agente de développement économique. ⧗ La seizième édition des Saint-Jean Farm Days, qui a lieu les 3 et 4 janvier, accueille un nombre record de visiteurs. ⧗ Les économistes sont unanimes pour dire qu'il est difficile de prédire si une récession surviendra en 2001. Entre-temps, les organismes francophones déplorent le niveau de pauvreté à Saint-Boniface. ⧗ La boutique Moonshiners de l'entrepreneur Armand Bédard vend des trousses pour faire des vins panachés maison.■

FÉVRIER: La Corporation de développement communautaire (CDC) Montcalm accueille, le 10 février, l'ambassadeur du Canada au Panama, Daniel Daley, dans le but d'exporter des légumineuses en Amérique latine. ⧗ Le 28 février, les commerçants du boulevard Provencher expriment, lors d'une consultation publique, leur mécontentement face aux retombées négatives anticipées de la construction du nouveau pont.■

MARS: La Caisse populaire de Saint-Boniface propose, lors de son assemblée annuelle tenue le 25 mars, l'ouverture d'une succursale à Saint-Vital. ⧗ La Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface lance sa campagne de recrutement, « L'achat local, c'est vital ». ⧗ La Caisse populaire de Saint-Boniface est victime, le 19 mars, de malfaiteurs qui mettent feu à l'édifice du boulevard Provencher. ⧗ La CDC Montcalm tient, le 16 mars, son assemblée annuelle. L'année, semble-t-il, a été prospère. ⧗ Lors de son assemblée annuelle du 27 mars, la Coopérative de Saint-Malo décide de demeurer ouverte. ⧗ À Notre-Dame-de-Lourdes, on annonce l'ouverture d'un nouveau restaurant, le Country Villa. ⧗ Le nouvel hôtel de La Broquerie ouvre ses portes le 28 mars. ⧗ Le secrétariat de la Diversification de l'économie de l'Ouest (DÉO) tient, le 30 mars à Winnipeg, son atelier *En ligne pour les affaires*.■

AVRIL: Les rapports financiers de la Fédération des caisses populaires du Manitoba indiquent que l'année 2000 a été très satisfaisante. ⧗ La Caisse populaire de Saint-Boniface fait circuler une pétition auprès de ses membres pour faire approuver son projet de l'ouverture d'une succursale à Saint-Vital. ⧗ Le comité communautaire Riel appuie le projet d'installation de la Caisse populaire de Saint-Boniface d'un guichet automatique service à l'auto à Saint-Vital. ⧗ DÉO accorde six millions $ répartis sur trois ans à quatre organismes de développement économique, notamment le CDEM. ⧗ La Caisse populaire de Saint-Boniface annonce une ristourne de 350 000 $. ⧗ Ronald Vermette devient le nouveau propriétaire de la station Turbo située à l'angle des rues Marion et Traverse à Saint-Boniface.■

MAI: La Caisse populaire de Saint-Claude termine l'agrandissement de ses bureaux. ⧗ La CDC de Saint-Claude embauche un nouvel agent de développement, Claude Jacques. ⧗ La multinationale Dow Chemical achète, le 17 mai, le plan d'Isoboard à Élie.■



ÉCONOMIE
Au fil du dollar

JUIN: Le Marché de Saint-Boniface, conçu par Gérald Pantel, ouvre ses portes le 2 juin. ⧗ Astra Credit Union ouvre, le 16 juin, sa nouvelle succursale bilingue de Saint-Vital. ⧗ Le CDEM tient, le 18 juin, son assemblée générale annuelle, qui souligne avec grande fierté son cinquième anniversaire. ⧗ Entreprises Saint-Boniface présente, lors de son assemblée annuelle tenue le 19 juin, un bilan positif pour l'année 2000-2001. ⧗ Lors de son assemblée annuelle du 28 juin, la Corporation Riel se donne comme priorité de faire connaître davantage les attraits touristiques de Saint-Boniface, Saint-Vital et Saint-Norbert.■

JUILLET: Charles LaFlèche succède à Raymond Simard à la présidence de la Corporation Riel. ⧗ Le CDEM organise son programme *Été en affaires* qui permet à neuf jeunes de démarrer leurs propres entreprises estivales.■

AOÛT: L'économie canadienne connaît un ralentissement important qui risque de se transformer en récession. Malgré ce pronostic des économistes, le ministre des Finances du Manitoba, Greg Selinger, dépose le 17 août son rapport économique trimestriel, où l'on annonce un léger surplus de 42 millions $. ⧗ Le magasin Décorby de Saint-Lazare fête, le 30 août, ses 95 ans d'existence.■



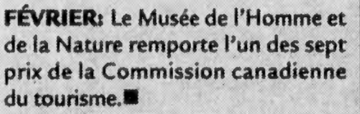
SEPTEMBRE: Les restaurant de Martin Dupont, Valley Coffee, ouvre ses portes le 1er septembre à Laurier. ⧗ Les économistes craignent que les attentats terroristes du 11 septembre à New York aient de sérieuses retombées sur l'économie mondiale. ⧗ Malgré un été curieux sur le plan météorologique, les agriculteurs du Manitoba connaissent une hausse de leur revenu moyen, en raison de la qualité des récoltes. ⧗ Les commerçants du boulevard Provencher commencent à sentir les effets négatifs importants du début des travaux de construction du nouveau pont à Saint-Boniface. ⧗ Le ministre des Finances du Canada, Paul Martin, annonce le 18 septembre que son gouvernement a remboursé plus de 17 milliards $ de sa dette en 2000-2001. ⧗ La firme winnipegoise Standard Aero conclue, le 21 septembre, une entente de 2,3 milliards $ avec la multinationale General Electric, ce qui permet l'embauche de 450 employés.

OCTOBRE: La fabrique de boîtes de camion Nu Rise Manufacturing ouvre ses portes à Saint-Jean-Baptiste. ⧗ Certains agriculteurs et économistes craignent le monopole dont pourrait bénéficier la nouvelle entreprise fusionnée de manutention du grain Agricore United. ⧗ DÉO offre, dès le 19 octobre, son programme de formation gratuite *Pensez Affaires!* ⧗ L'Auberge Saint-Léon fête ses 25 ans d'existence. ⧗ Le CDEM, DÉO et la Banque de développement du Canada lancent un programme de prêts franco-manitobain pour les petites et moyennes entreprises. ⧗ La Caisse populaire de Saint-Claude inaugure, le 21 octobre, ses nouveaux locaux. ⧗ Le gouvernement fédéral crée, le 25 octobre, une initiative de planification communautaire pour les minorités linguistiques en milieu rural, inspirée des Visions communautaires du CDEM.■

NOVEMBRE: Après un an d'existence, le Réseau d'incubation d'entreprises du CDEM présente un bilan positif et offre de nouveaux services pour les entrepreneurs en herbe. ⧗ Grâce au nouveau magasin MHD de l'entrepreneure Marie-Hélène Duval, on peut désormais se procurer du café et du thé équitables à Saint-Boniface. ⧗ La délégation manitobaine, organisée par le CDEM, revient du forum international Futuralia, tenu les 15 et 16 septembre à Poitiers en France, munie de bonnes idées et de nouveaux contrats.■

DÉCEMBRE: Le ministre des Finances du Canada, Paul Martin dépose un budget qui injecte 7,7 milliards $ pour la sécurité des Canadiens, en réaction aux attentats terroristes du 11 septembre à New York. ⧗ La Caisse populaire Provencher inaugure, le 6 décembre, sa nouvelle succursale à Saint-Pierre-Jolys. ⧗ La Caisse populaire de Saint-Boniface inaugure, le 21 décembre, son nouveau guichet automatique pour voitures.■

PRIMÉS
Nos francophones reconnus





JANVIER: Les Productions Rivard se voient remettre le prix pédagogie architecturale pour le documentaire *Étienne Gaboury, architecte*, lors du 24e Festival international du film d'art et pédagogique à Paris. ⧗ Les premières bourses Louis-Riel, provenant du fonds Neil-Gaudry, sont remises le 16 janvier à 13 étudiants du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) ⧗ La formation musicale Polly-Esther remporte le concours de pistage radio du Bureau de promotion de Montréal. ⧗ Édouard Lamontagne gagne le 15e concours annuel du Phonogramme de CKSB le 31 janvier.■

FÉVRIER: Le Musée de l'Homme et de la Nature remporte l'un des sept prix de la Commission canadienne du tourisme.■



MARS: Christine Allard remporte le premier prix du concours de ceinture fléchée organisée en vue de la première édition du Festival Manipogo de Saint-Laurent. Désormais, cette dernière sera la ceinture fléchée officielle du Festival. ⧗ Pour la troisième année consécutive, Karine Marion est la gagnante provinciale de la Dictée des Amériques. ⧗ Réseau accorde, le 11 mars, ses prix à Rita Lécuyer, Louanne Bocage, Marianne Rivoalen, Edna Brin, Augustine Abraham et Raymonde Gagné. ⧗ Les Productions Rivard reçoivent trois prix Blizzard dans les catégories meilleure série documentaire, meilleure mise en scène et meilleure cinématographie. La maison de production était en nomination dans sept catégories. ⧗ Chantale Nicole et Anna de Bakker remportent la finale régionale de la Dictée PGL, le 10 mars. ⧗ Stéphanie Arbez se voit décerner, le 13 mars, la prestigieuse Bourse de la fondation canadienne des bourses de mérite. ⧗ Les Productions Rivard se voient remettre, le 24 mars à Ottawa, un Laurier de la PME.■

AVRIL: Rachel Paradis gagne un prix de la Francophonie remis par l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF). ⧗ Professeure de danse au Ballet royal de Winnipeg, Josée Garant remporte, le 16 avril, le premier prix de la régionale du Youth America Grand Prix tenu aux États-Unis. ⧗ Le Festival du Voyageur gagne, le 26 avril, le prix de commercialisation des Grands prix du tourisme du Manitoba. ⧗ L'auteur Jean-Pierre Dubé se voit remettre, le 28 avril, le premier prix littéraire Rue-Deschambault pour son roman *Ma cousine Germaine*.■

MAI: L'Album du siècle et la brochure de recrutement du CUSB reçoivent le prix d'excellence du Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation. ⧗ La présidente de La Chorale des Intrépides, Irène Fournier, reçoit le 3 mai le Prix Marius-Benoist pour son leadership dans l'organisation des événements entourant le 40e anniversaire du chœur francophone. ⧗ Le village de Sainte-Agathe reconnaît, le 12 mai, l'importante contribution de trois anciens conseillers municipaux: Marcel Barrette, Albert Bilodeau et Emmanuel Lemoine. ⧗ Amanda Bruce, une élève en cinquième année de l'école Pointe-des-Chênes, gagne le concours provincial d'affiches. ⧗ La propriétaire d'Éditique, Louise Grouette Stockwell, reçoit, le 17 mai, le prix de la femme entrepreneure de l'année 2001, remis par la Women Business Owners of Manitoba. ⧗ Étienne Gaboury, Réal Bérard et Gabrielle Roy, sont intronisés, le 26 mai, au Temple de la renommée de la culture du Centre culturel franco-manitobain.■

JUIN: Le 2 juin, Sara Dugas et Édouard Lamontagne repartent d'Edmonton en grands gagnants du concours Chant'Ouest. ⧗ L'avocate Marianne Rivoalen se voit remettre, le 9 juin à Ottawa, la mention « Femme remarquable de l'année 2001 » par la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises. ⧗ Le 9 juin, Roland Mahé devient le tout premier récipiendaire du prix Marcus en raison de sa contribution au développement du théâtre en région au Canada. ⧗ L'équipe manitobaine responsable pour la création d'un réseau pour l'apprentissage du français comme langue seconde chez les adultes reçoit, le 15 juin, le prix d'excellence de la Commission de la fonction publique du Canada.■

JUILLET: La réalisatrice de Radio Canada, Sophie Rousseau, reçoit le 17 juillet le prix de reconnaissance de l'Association internationale des pompiers pour son reportage réalisé sur les nombreux incendies à Winnipeg en 1999.■

SEPTEMBRE: La formation musicale Mama Funk et le secret de la vie remporte le lauréat de la Chicane électrique, le 7 septembre. ⧗ Édouard Lamontagne remporte trois prix lors du Festival international de la chanson de Granby, le 22 septembre.■

OCTOBRE: La copropriétaire de Market Force, Suzanne Mireault, remporte, le 16 octobre, le prix de l'Entrepreneur de l'année remis par la Chambre de Commerce de Saint-Boniface. ⧗ Marie Fournier, Jean-Louis et Marie-Laure Perron, Albert Vielfaure ainsi que la Ligue d'improvisation du Manitoba se voient remettre, le 20 octobre, le prix Riel.■

NOVEMBRE: Le 17 novembre, l'ancien professeur en Éducation au CUSB, Roger Legal, reçoit deux distinctions de l'ACELF.■

Rétrospective 2001

Revue de l'année en bref

CULTURE – Sous les projecteurs

JANVIER: Le Cercle Molière présente *Texte pour rien*, une nouvelle adaptée pour la scène par Roger Léveillé dans le cadre du Festival Beckett. ⧗ Le Cercle Molière présente la pièce *Poissons* de Marc Prescott au Théâtre de la Chapelle du 12 janvier au 3 février.■

FÉVRIER: La 32e édition du Festival du Voyageur bat son plein du 9 au 18 février. ⧗ L'auteur-comopositeur-interprète Kevin Parent se produit en spectacle sur la scène du Rendez-Vous le 17 février. ⧗ Le Centre culturel franco-manitobain (CCFM) présente l'exposition *Hivernales* de la poète Louise Fiset et de l'artiste Brigitte Dion. ⧗ L'équipe d'improvisation *Les squelettes sans os* de l'école communautaire Réal-Bérard est la championne pour l'année 2001 de la Ligue d'improvisation du secondaire tellement époustouflante.■

MARS: L'artiste en résidence du CCFM, Denis Gagnon, expose une vingtaine d'œuvres sous le thème *Monsieur Tout-le-monde: portraits* à la galerie d'art du centre du 8 mars au 15 avril. ⧗ La galerie Rivière-aux-Rats de Saint-Pierre-Jolys présente l'exposition *Hommage à Gabrielle Roy* de Réal Bérard à compter du 19 mars. ⧗ Le Cercle Molière présente le drame familial *Frenchie*, sa dernière pièce de la saison 2000-2001, du 16 mars au 7 avril au Théâtre de la Chapelle. ⧗ Le journaliste et auteur Roger Clavet lance son livre *La Chine de ma vie* le 30 mars à la Bibliothèque de Saint-Boniface. ⧗ Cinémental présente les Rendez-vous du cinéma québécois à la Cinémathèque de Winnipeg du 23 au 25 mars.■

AVRIL: Le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) lance *L'Album du siècle* le 23 mars en compagnie du directeur de CKSB, Gilles Fréchette, et du député provincial de Saint-Boniface, Greg Selinger. ⧗ La Chorale des Intrépides célèbre, le 17 avril, son 40e anniversaire en donnant un concert symphonique avec l'artiste invité Daniel Lavoie. ⧗ La cinquième édition du festival de films bilingues Freeze Frame bat son plein du 4 au 6 avril. ⧗ La pièce *Frenchie* du Cercle Molière débute sa tournée manitobaine qui a lieu du 21 avril au 12 mai. ⧗ L'auteur Roger Léveillé lance son livre *Le Soleil du lac qui se couche* le 25 avril au Foyer du CCFM. ⧗ L'auteur Daniel Mathieu lance son premier roman, *Lettres à Marie*, le 26 avril au Lazy Dog Café.■

MAI: Plus de 630 élèves de 24 écoles francophones et d'immersion de la province participent, du 1er au 4 mai, à la 31e édition du Festival théâtre jeunesse organisé par le Cercle Molière. ⧗ La dixième édition du Festival de la chanson française se déroule le 6 mai au CCFM. ⧗ Le Théâtre du Grand Cercle se déplace dans les écoles francophones et d'immersion afin de présenter son spectacle *Récit et Chansons du Manitoba français* dans le cadre du 75e anniversaire du Cercle Molière. ⧗ Le CCFM perd son directeur, Alain Boucher, qui quitte son poste pour devenir le coordonnateur des Centres de services gouvernementaux. ⧗ Le directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Winnipeg, Bramwell Tovey, fait ses adieux lors de deux concerts spéciaux présentés les 11 et 12 mai. ⧗ Des documents de valeur historique, dont le journal de Louis Riel rédigé en 1885, sont remis le 12 mai au Centre du patrimoine par le ministre provincial de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme, Ron Lemieux. ⧗ Le groupe les Louis Boys lance son disque compact *Rouge* le 12 mai au CCFM. ⧗ Le Cercle Molière clôture sa 75e saison en lançant, le 28 mai, le cahier souvenir *Passion et création*. ⧗ Le 9e Festival des vidéastes du Manitoba se tient le 17 mai au Collège universitaire de Saint-Boniface.■

JUIN: Les comédiens du Cercle Molière présentent, le 15 juin, la pièce *Frenchie* lors du Festival du théâtre des régions à Ottawa. ⧗ L'ancien directeur général du Festival Folk, Pierre Guérin, devient à compter du 11 juin le nouveau directeur de la programmation du Festival du Voyageur. ⧗ Le *Plaidoyer musical Riel* créé par le contrebassiste Norman Guilbeault est présenté le 24 juin au CCFM. ⧗ La chorale des Petits chanteurs de Granby entame une tournée manitobaine le 30 juin.■

JUILLET: Une version modifiée de la pièce *Sur les traces de Riel* est présentée tout l'été à compter du 1er juillet au Cimetière de la cathédrale par le Théâtre dans le cimetière. ⧗ Le Festival Folk se déroule du 5 au 8 juillet au parc provincial Birds Hill. ⧗ La Maison des artistes visuels francophones ouvre officiellement ses portes le 12 juillet. ⧗ Le Festival Fringe présente, du 19 au 29 juillet, quelques artistes francophones dont la Franco-Manitobaine Micheline Marchildon. ⧗ L'identité du nouveau directeur du CCFM est maintenant connue. Il s'agit de Christian Delaquis.■

AOÛT: Folklorama présente, dès le 5 août, 45 pavillons représentants différentes cultures. ⧗ Le Rendez-vous de la rivière Rouge bat son plein, les 10, 11 et 12 août, sur le site historique national de Lower Fort Garry. ⧗ Le CCFM présente l'exposition *Second Regard* qui rassemble des photographies de Denise Parent. ⧗ Le Festival de musique Muddy Rivers accueille, les 24 et 25 août, les formations Beausoleil, Rudimental, Matapat ainsi que Dominique Reynolds.

SEPTEMBRE: La formation musicale Kraink lance son deuxième album intitulé *Armée lunaire* le 7 septembre lors de la 15e édition de la Chicane électrique. ⧗ Le volet francophone du Festival international des écrivains de Winnipeg débute le 26 septembre avec pour invitée de marque l'auteure américaine Leslie Kaplan. ⧗ Roger Léveillé et Laurent Poliquin lancent respectivement *Dess(e)ins II* et *Volute velours* le 27 septembre dans le cadre du Festival international des écrivains. ⧗ Le CCFM présente l'exposition *Les Mailles du fil* de l'artiste-peintre acadienne Gisèle Ouellette.■

OCTOBRE: Le Théâtre des aînés se déroule du 3 au 5 octobre et présente la pièce *La Ballade des gens heureux*. ⧗ Le Cercle Molière présente, du 12 octobre au 3 novembre, la pièce *Les Voisins* de Louis Saïa au Théâtre de la Chapelle. ⧗ La Ligue d'improvisation du Manitoba entame sa saison 2001-2002 avec un match des étoiles, le 13 octobre à la salle Martial-Caron. ⧗ Le musée de Saint-Boniface ouvre, le 25 octobre, sa nouvelle exposition intitulée *L'empreinte du temps*.■

NOVEMBRE: Cinémental célèbre sa dixième édition du 1er au 8 novembre en présentant 22 films et autres documentaires ou courts-métrages. ⧗ Le Théâtre du Grand Cercle présente la pièce *Au moment de sa disparition* de Jean-Frédéric Messier interprétée par les comédiens du Théâtre le Clou de Montréal. ⧗ L'acadienne Marie-Jo Thério présente, le 15 novembre, son spectacle *Arbre à fruits, arbre à fruits* au CCFM dans le cadre des Coups de cœur francophones. La première partie est assurée par Dominique Reynolds. ⧗ Les œuvres des artistes Gisèle Ouellette et Gaëtanne Sylvester produites dans le cadre du programme l'Échangeur sont exposées à la Maison des artistes visuels francophones du 3 au 17 novembre. ⧗ Le bassiste de jazz Dave Young et son quintette sont de passage au Collège Louis-Riel le 12 novembre. ⧗ Le chanteur Daniel Boucher donne un spectacle au CCFM le 22 novembre dans le cadre des Coups de cœur francophones. Le Franco-Manitobain Édouard Lamontagne joue en première partie. ⧗ Le Cercle Molière présente, du 23 novembre au 15 décembre, la pièce *Quand Marie est partie* d'Israël Horowitz au Théâtre de la Chapelle. ⧗ Le CCFM présente l'exposition *Sources* de Gaëtanne Sylvester. ⧗ Une présentation du document audiovisuel intitulé *Mille et un souvenirs de vie religieuse chez les Sœurs Grises du Manitoba* créé par Carole Boily et Lise Brémault se déroule à la chapelle du musée de Saint-Boniface le 29 novembre. ⧗ Les Foubrac sont de passage au Manitoba pour donner une série de spectacles du 30 novembre au 2 décembre CCFM.■

DÉCEMBRE: La Maison des artistes visuels francophones ouvre son exposition intitulée *Le Temps des Fêtes* le 1er décembre. ⧗ La direction de l'Orchestre symphonique de Winnipeg impose un lock-out à ses musiciens le 13 décembre. ⧗ Le Musée des beaux-arts présente des photos de l'inondation de 1997 prises par Isaac Applebaum.■

POLITIQUE – Politiquement manitobain

JANVIER: Les baisses d'impôts pour les familles, annoncées dans le budget 2000, entrent en vigueur le 1er janvier. ⧗ Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, en partenariat avec le ministère de la Santé et plusieurs organismes communautaires, met sur pied une ligne d'assistance téléphonique à l'intention des victimes de stress en milieu agricole. ⧗ Vingt-sept propriétaires dont les terrains longent la rivière Rouge doivent choisir d'accepter une offre d'achat de la Province ou risquer de n'obtenir aucun dédommagement lors d'une éventuelle inondation. ⧗ La commission mixte internationale tient, le 16 janvier, sa première consultation publique à Winnipeg pour recueillir les réactions quant aux mandats qu'elle propose pour le Conseil international de la rivière Rouge. ⧗ Le premier ministre Gary Doer procède le 17 janvier au remaniement de son cabinet. Le député de Saint-Boniface, Greg Selinger, devient ministre responsable de la fonction publique et de la Loi sur Hydro-Manitoba. ⧗ Le premier ministre Gary Doer signe le 25 janvier une entente ave le gouverneur du Missouri, Bob Holden, en vue de protéger les bassins hydriques du Missouri et de la baie d'Hudson.■

FÉVRIER: Le gouvernement provincial invite la population à commenter le rapport sur la petite enfance *Une vision des services de garderie et du développement de l'enfant au Manitoba*.■

MARS: Mécontents de leurs échelles salariales, les ingénieurs provinciaux menacent de faire la grève.■







AVRIL: Le gouvernement néodémocrate dépose, le 10 avril, un deuxième budget équilibré.■

MAI: Le Manitoba accorde, le 30 mai, de nouveaux droits aux couples homosexuels, en adoptant le projet de loi 31.■

JUIN: Le gouvernement manitobain permet la vente de boisson le dimanche dans les magasins d'alcool et autres locaux bénéficiant d'une licence de vente au détail. ⧗ Les ingénieurs de la Province font la grève restreinte. ⧗ Le lieutenant-gouverneur du Manitoba, Peter Liba, effectue les 19, 20 et 21 juin, une tournée des communautés francophones de la province.■

SEPTEMBRE: À la suite des attentats terroristes du 11 septembre à New York, le gouvernement Doer rouvre son Bureau d'organisation des mesures d'urgence. ⧗ La Ville de Winnipeg et la Province du Manitoba accordent trois millions $ pour le développement de Saint-Boniface.■

OCTOBRE: Le ministre de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme, Ron Lemieux, annonce le 2 octobre la création d'un conseil consultatif sur le tourisme, auquel siègent quatre Franco-Manitobains. ⧗ Le parti conservateur du Manitoba mène, le 27 octobre, une consultation publique auprès des Franco-Manitobains et de leurs organismes réunis à Saint-Pierre-Jolys.■

NOVEMBRE: La nouvelle session parlementaire s'ouvre le 13 novembre. Il est notamment question des changements qui seront effectués pour améliorer la sécurité des Manitobains.■

DÉCEMBRE: De nouvelles lois, en vigueur le 1er décembre, rendent plus sévères les pénalités criminelles de la conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool.■



Rétrospective 2001

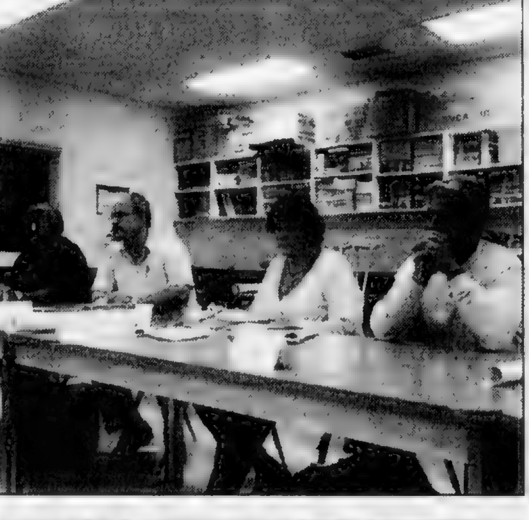
Revue de l'année en bref

JANVIER: La toute première remise des bourses Louis-Riel, provenant du fonds Neil-Gaudry, a lieu au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) le 16 janvier. Treize étudiants métis obtiennent entre 500 $ et 2 000 $. La Fédération des Métis du Manitoba profite de l'occasion pour verser 75 000 $ au fonds.■



FÉVRIER: L'expert conseil chargé d'étudier la structure politique et le processus électoral de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), Norbert Cenerini, dirige sa première consultation publique, le 21 février, à l'école Saint-Joachim de La Broquerie. De cette date jusqu'au 15 avril, il rencontrera 20 communautés.■

MARS: Plus de 350 élèves de l'école secondaire d'immersion de Saint-Vital, le Collège Jeanne-Sauvé, participent, le 14 mars, à la première Journée de la francophonie. Cet événement les sensibilise au fait français à l'extérieur du milieu scolaire. § Les commissaires de la DSFM appuient la mise sur pied d'un projet pilote qui vise à intégrer l'enseignement de l'espagnol au niveau élémentaire à partir de la maternelle. Cette initiative ne fait pas l'unanimité dans la communauté.■



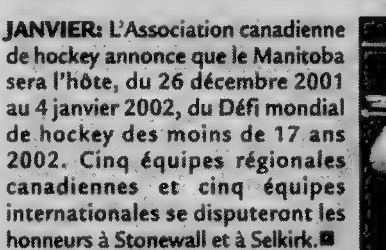
AVRIL: Le CUSB reçoit la confirmation du Manitoba pour le financement du programme de diplôme en sciences infirmières. Offert depuis septembre 2001, il est d'une durée de 23 mois. § Les commissaires de la DSFM adoptent, le 11 avril, un budget déficitaire d'un peu plus de 1 035 000 $ pour l'année 2001-2002. Les dépenses prévues sont de l'ordre de 36 848 000 $. § La Fédération provinciale des comités de parents du Manitoba (FPCP) présente, le 28 avril, les résultats d'une étude indépendante préparée par le consultant Normand Boisvert afin d'assurer à la communauté franco-manitobaine un juste droit à l'éducation dans sa langue. Le document, *Vers l'égalité des résultats : Quelles sont les priorités?*, est rendu public à l'école Noël-Ritchot.■



MAI: L'entente spéciale Canada-Manitoba pour la gestion scolaire est maintenant officielle. Elle est ratifiée, le 22 mai, par la ministre de Patrimoine canadien, Sheila Copps, ainsi que par le ministre de l'Éducation, Drew Caldwell. Elle prévoit le partage de 30 millions $ entre le fédéral et la Province entre 1999 et 2004. § Richard Alarie est le premier Franco-Manitobain élu au conseil exécutif de la







Dans les classes

Manitoba Teacher's *Society* en 22 ans. En étant l'un des six conseillers provinciaux qui représentent 14 000 enseignants au Manitoba, il donne une voix aux francophones.■

JUIN: L'école et collège régional Gabrielle-Roy d'Île-des-Chênes sera agrandi de 19 000 pieds carrés et rénové pour répondre à l'accroissement de la population scolaire. Annoncés le 8 juin par le ministre de l'Éducation Drew Caldwell, les travaux devraient débuter d'ici septembre 2002. § Le président de l'Association des éducatrices et éducateurs franco-manitobains (AÉFM), Claude Vigier, quitte son poste, le 29 juin, après huit ans d'implication au sein de l'organisme. Satisfait de ce qu'il a réalisé, il se concentre sur sa tâche de professeur à l'école Lavallée.■

JUILLET: Le ministre de l'Éducation, Drew Caldwell, rend public, le 26 juillet, le rapport de l'expert conseil Norbert Cenerini chargé de revoir la structure politique et le processus électoral de la DSFM. Il propose onze recommandations dont l'élimination des comités régionaux et l'élection des commissaires par tous les ayants droit.■



OCTOBRE: La Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM) est unanimement mandatée par les élus de la DSFM, le 14 octobre à Gimli, pour aller négocier une nouvelle entente financière avec la Province. Durant les prochains mois, elle établira son plan d'action. § Trois groupes nationaux représentant les parents, les enseignants et les conseils scolaires de langue française en milieu minoritaire, se réunissent, le 19 octobre, à Ottawa. Ils réclament un plan d'action qui permettra de respecter le droit des parents de faire instruire leurs enfants dans la langue de leur choix.■

NOVEMBRE: Contre toute attente, la DSFM enregistre un surplus de 916 971 $ pour l'année financière 2000-2001. Toutefois, selon les commissaires, il ne faut pas interpréter ces chiffres comme un signe de rentabilité. § Le ministre de l'Éducation, Drew Caldwell, annonce, le 8 novembre, une réduction importante du nombre de divisions scolaires dans la province. Elles passeront de 54 à 37. Il s'agit de la plus importante restructuration depuis la fin des années 1950.■

DÉCEMBRE: Une étude pancanadienne menée auprès de 30 000 jeunes de 15 ans démontre qu'à l'extérieur du Québec, les élèves inscrits dans un système scolaire de langue minoritaire ont un rendement inférieur en lecture. Pour la Fédération nationale des conseillères et conseillers scolaires francophones, cela démontre un manque important de ressources dans les autres provinces. § La DSFM présente au ministre de l'Éducation Drew Caldwell, le 18 décembre, les résultats de ses réflexions sur le rapport Cenerini. L'organisme propose notamment le maintien d'un palier régional politique. Toutefois, ce dernier comporterait un seul représentant par école. De plus, elle se dit d'accord pour élargir le processus électoral des commissaires à plus d'électeurs. Cependant, la DSFM considère que seuls les parents ayant un enfant inscrit dans l'un de ses programmes devraient avoir le droit de vote.■

Les champions

JANVIER: L'Association canadienne de hockey annonce que le Manitoba sera l'hôte, du 26 décembre 2001 au 4 janvier 2002, du Défi mondial de hockey des moins de 17 ans 2002. Cinq équipes régionales canadiennes et cinq équipes internationales se disputeront les honneurs à Stonewall et à Selkirk.■

MARS: La Franco-Manitobaine Josée Morneau revient du Championnat d'haltérophilie de l'Ouest canadien avec une médaille de bronze dans la catégorie des 75 kilos et plus. L'événement se tient du 2 au 4 mars à Winnipeg et le Manitoba récolte une douzaine de médailles individuelles. § De passage à Winnipeg à l'occasion du Championnat canadien senior d'hiver de plongeon, du 19 mars au 1er avril, le jeune québécois Alexandre Despatie bat un record canadien au tremplin d'un mètre. Il supplante l'ancienne marque de 1997 par 20 points.■

AVRIL: L'équipe manitobaine junior remporte le Championnat canadien Tim Hortons de ringuette de Moncton au Nouveau-Brunswick. Les Franco-Manitobaines Jennifer Philippe et Sylvie Bohémier prennent part à l'événement qui se déroule du 31 mars au 8 avril. § Le gardien de but de handball, Paul Courchesne, revient du Championnat panaméricain junior d'Atlanta avec une médaille de bronze.■

MAI: Le gymnaste Justin Smith remporte cinq médailles au Championnat canadien de gymnastique artistique, qui se termine le 27 mai à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick. Le jeune Franco-Manitobain de 13 ans récolte trois fois l'or, une fois l'argent et une fois le bronze.■

JUIN: Originaire de Saint-Lazare, Christian Chartier, alors membre des Cougars de Prince George, en Colombie-Britannique, est nommé meilleur défenseur de l'année dans la Ligue junior de hockey de l'Ouest. § Jean-François Bérard gagne, à 17 ans, une médaille d'or et une médaille de bronze au Championnat national de karaté de Montréal dans la catégorie junior. L'événement a lieu du 1er au 3 juin.■

JUILLET: Atteinte de cécité à 90 %, la nageuse Kirby Côté est sélectionnée au sein de l'équipe de natation régulière du Manitoba. Il s'agit d'une première pour la province.■

AOÛT: Winnipeg est l'hôte, du 19 au 21 août, du Championnat mondial de golf pour aveugles. Présentée pour la première fois au Canada, la compétition fait découvrir un Franco-Manitobain qui pratique le golf malgré son handicap visuel: Léo Leblanc. § À sa première participation aux Jeux d'été du Canada, à London en Ontario, Louise Boily obtient la médaille de bronze en aviron dans la catégorie à huit rameuses avec barreuse.■

SEPTEMBRE: Une compétition provinciale de footbag est organisée, le 15 septembre, au Centre communautaire River-Osborne de Winnipeg. Puisqu'il s'agit d'un sport de plus en plus populaire, 560 clubs de footbag ont ouvert leurs portes dans 39 pays ses dix dernières années. L'un des meilleurs joueurs au monde, le Winnipegois Joël Dion, est l'organisateur de l'événement.■

OCTOBRE: Pour la première fois, la course de fond de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) attire 475 participants de la 5e année au 1er secondaire. L'école Lavallée remporte la plupart des honneurs. § Le kayakiste Jude Bérard est nommé, le 23 octobre, athlète de l'année par la *Manitoba Paddling Association*. Durant l'année, l'athlète a obtenu quatre médailles au niveau national. Il a également battu quatre records provinciaux. De plus, il a été choisi pour porter le drapeau du Manitoba lors de la cérémonie de clôture des Jeux d'été du Canada. § On annonce officiellement que le Franco-Manitobain Claude Lambert, de Saint-Laurent, sera intronisé au Temple de la renommée du Baseball du Manitoba. Il est l'un des rares Canadiens-français à avoir atteint les rangs du baseball professionnel, en évoluant, entre 1965 et 1967, avec les Astros de Salisbury.■

NOVEMBRE: Winnipeg est l'hôte, du 2 au 4 novembre, du Grand Prix Yonex. Cette compétition nationale constitue une étape dans la sélection des membres de l'équipe canadienne qui iront en Hollande, en février, pour la Coupe Uber. Il permettra également de déterminer les représentants du Canada aux prochains Jeux du Commonwealth. § Le boxeur manitobain Chad Brisson défend son titre de champion du monde, le 22 novembre, chez les poids légers. Il remporte la victoire contre l'Américain John Hoffman.■

DÉCEMBRE: Les Roys du Collège régional Gabrielle-Roy ont obtenu la médaille d'argent, le 1er décembre à Minnedosa, lors du Championnat provincial de volley-ball « AA ». Ils ont raté la première marche du podium de cinq points.■



Rétrospective 2001

Revue de l'année en bref

JANVIER: Une délégation franco-manitobaine participe à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec le 18 janvier. ⌛ La Banque du Canada lance une nouvelle série de billets de banque qui représentent de nouveaux symboles de l'identité canadienne en plus d'inclure de nouvelles composantes rendant plus difficile leur contrefaçon.■



FÉVRIER: Le discours du trône qui ouvre la première session de la 37e législative fédérale réserve une place aux francophones et reconnait que la dualité linguistique est un élément clé de notre société. ⌛ Le nom de la Franco-Manitobaine Mariette Kirouac est dévoilé, le 20 février, pour la participation à la tournée nationale des Rendez-vous de la francophonie. ⌛ Le sénateur Gildas Molgat et le ministre manitobain responsable des Services en langue française, Greg Selinger, signent le 16 février l'Entente Canada-Manitoba, d'une valeur de 9,7 millions $ sur la promotion des langues officielles. ⌛ La ministre du Développement des ressources humaines, Jane Stewart, dépose un projet de loi visant à modifier le régime d'assurance-emploi du Canada.■

AVRIL: La Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) est à l'ordre du jour au Sommet des Amériques qui se tient du 20 au 22 avril à Québec. ⌛ Le secrétaire d'État à la Diversification de l'économie de l'Ouest, Ronald Duhamel, annonce un financement de 6 millions $ pour les organismes de développement économique de l'Ouest canadien dont le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM).■

MAI: Le 15 mai 2001, plus de 31 millions de Canadiens participent à la campagne de recensement national organisée par Statistique Canada. ⌛ Le Sommet national sur le sport qui se tient à Ottawa redonne à ce secteur une priorité gouvernementale. Le secrétaire d'État au sport amateur, Denis Coderre, annonce à ce propos un budget de 95 millions $. ⌛ Le premier Parlement jeunesse pancanadien se tient à Ottawa du 11 au 13 mai. Huit jeunes Franco-Manitobains composent la délégation du Manitoba à cette réunion.■

JUIN: La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, annonce le 1er juin, l'octroi de 28 millions $ à l'industrie canadienne du livre pour lui permettre de s'adapter aux nouvelles technologies.■

JUILLET: La 19e Biennale de la langue française se tient du 29 juillet au 2 août, dans la région d'Ottawa-Hull, sous le thème Jeunesse et langue française. Quelque 200 amoureux de la langue de Molière y participent.■

AOÛT: La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, annonce le 19 juillet, la signature de cinq protocoles d'entente avec divers ministères et organismes fédéraux pour une somme de 27,5 millions $. ⌛ De retour sur Terre le 2 mai, Chris Hadfield, réalise une première pour le Canada en effectuant une sortie dans l'espace lors de son séjour de 12 jours dans la navette spatiale américaine *Endeavour*. ⌛ Les gouvernements fédéral et provinciaux signent un accord, le 28 juin, qui permet à l'industrie du poulet de maintenir une des croissances les plus stables au pays. ⌛ Santé Canada transmet, le 30 août, une directive aux établissements de transfusion de sang du pays les exhortant à resserrer les critères de sélection des donneurs de sang et de plasma.■

SEPTEMBRE: L'ordre mondial est bouleversé par l'attentat terroriste qui touche les États-Unis, le 11 septembre. Selon certains experts, le Canada n'est pas à l'abri des répercussions économiques et politiques de cet événement tragique. ⌛ L'ambassadeur du Canada au Royaume de la Belgique et du Grand duché du Luxembourg et représentant personnel du premier ministre pour la francophonie mondiale, Jacques Bilodeau, s'adresse le 17 septembre à des étudiants et professeurs du Collège

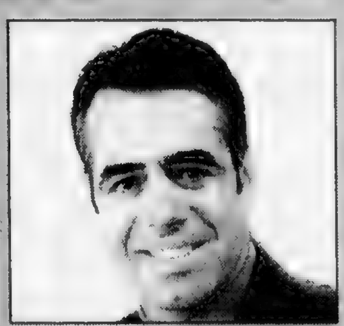
Le Canada et le monde

universitaire de Saint-Boniface (CUSB) sur le thème du dialogue des cultures et du rôle du Canada au sein de la francophonie internationale.■

OCTOBRE: Le gouvernement fédéral propose, le 29 octobre, de dédommager à 70 % les anciens pensionnaires autochtones des écoles résidentielles dont les cas ont été jugés valides lors des pourparlers extrajudiciaires. ⌛ La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) réagit favorablement à la section du rapport Pelletier portant sur les rapports du Québec avec la francophonie canadienne publié le 24 octobre par le Parti libéral du Québec. ⌛ Le secrétaire d'État au Développement rural du Canada, Andy Mitchell, annonce, le 25 octobre, la création d'une initiative de planification communautaire pour les minorités linguistiques des régions rurales agricoles. ⌛ La ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Elinor Caplan, annonce le 12 octobre, une nouvelle loi en matière d'immigration.■

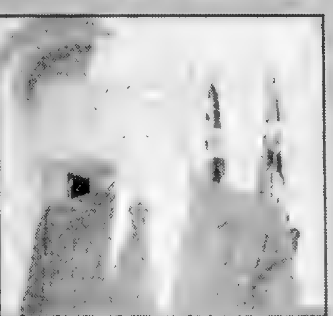
DÉCEMBRE: Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, dévoile le 10 décembre son budget dont la caractéristique essentielle est l'injection de 7,7 milliards $ dans le domaine de la sécurité. ⌛ La Cour d'appel confirme, le 7 décembre, un premier jugement de la Cour divisionnaire en faveur de l'hôpital Montfort et maintient l'annulation des directives de la Commission ontarienne des services de santé qui cherchait à éliminer les services de langue française à l'hôpital.■

Ils nous ont quitté en 2001



JANVIER: Le missionnaire jésuite et prêtre, Louis Plamondon, est décédé le 1er janvier des séquelles de la malaria à l'âge de 70 ans.■

FÉVRIER: L'ancien député fédéral libéral de la circonscription de Provencher, David Iftody, est décédé le 5 février à la suite d'un accident de motoneige dans la cour de sa maison à Lac du Bonnet.■



MARS: Le sénateur franco-manitobain Gildas Molgat est décédé d'un accident cérébrovasculaire à l'âge de 74 ans.■

JUILLET: Le sénateur franco-manitobain Joseph Guay et ancien maire de Saint-Boniface s'éteint à l'âge de 85 ans, emporté par un cancer.■

OCTOBRE: L'historien et cofondateur des Éditions du Blé, Lionel Dorge, est décédé le 26 septembre à Winnipeg, à l'âge de 67 ans.■



NOVEMBRE: Le premier président de la Société franco-manitobaine, Maurice Gauthier, s'éteint des suites d'une maladie cardio-pulmoniare à l'âge de 77 ans. ⌛ Le Franco-Manitobain Henri Desharnais succombe à un cancer le 20 novembre à l'âge de 72 ans.■

DÉCEMBRE: Un des plus grands auteurs-compositeurs-interprètes de la chanson française, Gilbert Bécaud, s'éteint le 11 décembre des suites d'un cancer à l'âge de 74 ans.■

Bilan de santé





FÉVRIER: L'Office régional de la santé dans la région du Sud-Est du Manitoba a effectué des changements, le 1er février, dans les services de procédure chirurgicale à l'Hôpital Sainte-Anne et à l'Hôpital Bethesda de Steinbach pour palier à une pénurie d'infirmières. ⌛ Santé Manitoba lance un programme de dépistage précoce du cancer du sein dont l'unité mobile rend visite aux communautés francophones du 12 février au 15 mars.■

MARS: L'Hôpital général Saint-Boniface (HGSB) annonce l'achat d'appareils afin de traiter des patients affectés par des troubles de sommeil. Le gouvernement fédéral a injecté 300 000 $ pour la concrétisation de ce projet. ⌛ La construction d'un nouveau pavillon qui abritera des salles à manger au Centre hospitalier Taché débute le 19 mars.■

AVRIL: L'HGSB reçoit l'argent nécessaire pour remplacer deux appareils à ultrasons vieux d'une dizaine d'années, le 4 avril. ⌛ L'HGSB inaugure ses nouvelles chambres de maternité qui recréent l'atmosphère familiale de la maison le 3 avril. ⌛ Mille élèves de six écoles de la Division scolaire franco-manitobaine sont immunisés contre les infections à méningocoques durant la première semaine du mois. ⌛ Le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) reçoit la confirmation du gouvernement fédéral pour le financement du programme de diplôme en sciences infirmières le 11 avril. ⌛ La société de fonds de capital de risque Bolton Capital Corporation annonce, le 19 avril, un investissement de 5 millions $ dans la société de biotechnologie Cardiovascular Solutions inc. qui effectuera des tests pour un nouveau médicament qui permettrait de réduire le nombre de pontages. Cette nouveauté a été développée par le Centre de recherche de l'HGSB. ⌛ Les trois sages-femmes de l'Office régional de la santé Sud-Est Carol Irvine, Marla Gross et Gisèle Fontaine inaugurent, le 18 avril, la maison qui abritera leur maternité à Saint-Pierre-Jolys.■

MAI: L'Office régional de la Santé Sud-Est soumet, le 9 mai, son plan d'action en matière de services en français et sa politique linguistique au ministre provincial de la Santé, Dave Chomiak. ⌛ Le ministre provincial de la Santé, Dave Chomiak, annonce, le 7 mai, une subvention de 50 000 $ pour mettre sur pied un centre de ressources en santé mentale à Winnipeg. ⌛ L'institut de recherche sur le vieillissement de l'HGSB change de nom. Il se porte désormais le nom de son fondateur le Dr John Foerster. ⌛ L'HGSB signe, le 22 mai, une entente de partenariat avec le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke afin que les deux établissements partagent leur expertise.■

JUIN: Le gouvernement fédéral lance, le 5 avril, sa nouvelle stratégie de lutte contre le tabagisme et s'engage à réduire de 20 % le nombre de fumeurs et de fumeuses au pays d'ici 10 ans. ⌛ Le ministre provincial de la Santé, Dave Chomiak, annonce, le 25 juin, un investissement de 9, 1 millions $ pour remplacer les équipements médicaux désuets dans la province. De cette somme, 1, 2 millions $ vont à l'HGSB.■

JUILLET: Le Centre de recherche de l'HGSB est l'hôte du congrès de la Société internationale pour la recherche cardiaque (International Society for Heart Research) du 11 au 16 juillet.■

AOÛT: Six organismes œuvrant dans le milieu de la santé dont l'HGSB le Centre hospitalier Taché et le Foyer Valade s'unissent pour la collecte de fonds *Manger une pomme par jour*. ⌛ Un colloque sur les dangers de la vaccination, organisé par le groupe Common Cause Medical Research Foundation, se tient à Winnipeg du 17 au 19 août. ⌛ Santé Canada émet, le 30 août, une directive aux établissements de transfusion afin qu'ils resserrent leurs critères de sélection des donneurs de sang.■

NOVEMBRE: Le forum *Santé en français* organisé par la Fédération des communautés francophones et acadiennes se déroule du 2 au 4 novembre. Le coprésident du comité consultatif sur l'état des services en français dans ce domaine, Hubert Gauthier, dévoile ses conclusions. ⌛ Équipe francophonie, un groupe composé d'une quarantaine de chefs de file des communautés francophones du pays, se rend à Ottawa le 22 novembre pour sensibiliser le gouvernement fédéral à une plus grande accessibilité des services en français dans le domaine de la santé.■

DÉCEMBRE: La Fondation pour la recherche de l'HGSB reçoit, le 7 décembre, cinq millions $ offerts par le président du conseil d'administration de CanWest Global Communications Corp., Israel Asper. Ce montant permettra à l'institution de lancer la campagne *Cœur à cœur* pour développer la recherche sur les maladies cardio-vasculaires.■

La Liberté LOISIRS

Cahier culturel et sportif.

THÉÂTRE

Revivre par l'épreuve

*La prochaine production du Cercle Molière, **Duo pour violon seul**, tend à rappeler le beau côté de l'humanité : sa force de vivre face à l'adversité.*

Jean-François NADEAU

Le Cercle Molière présente, du 18 janvier au 9 février, la pièce dramatique *Duo pour violon seul* de l'auteur Tom Kempinski. À travers les épreuves que devra subir le personnage principal, Stéphanie, les spectateurs seront appelés à redéfinir ce qui compte vraiment dans leur vie.

Virtuose du violon au début de la trentaine, Stéphanie à tout pour connaître une vie remplie de succès, jusqu'au jour où elle apprend qu'elle est atteinte de la sclérose en plaques et qu'elle doit mettre un terme à sa carrière. Son mari, la sentant au bord du désespoir, l'encourage alors à consulter un psychiatre. Au cours des six séances où elle rencontrera ce spécialiste, Stéphanie apprendra à faire face à sa situation et retrouvera les valeurs essentielles de la vie. « *Duo pour violon seul* est une pièce profondément humaine, affirme son metteur en scène Roland Mahé. Elle traite bien sûr du problème de l'humain face à la maladie incurable, mais elle nous invite aussi à faire face aux grandes questions de notre existence telles que Pourquoi sommes-nous ici? Quel est notre but?. »



photo : Jean-François Nadeau

Roland Mahé : « *Duo pour violon seul* est une pièce profondément humaine. »

Bien que l'œuvre de Tom Kempinski soit purement fictive, *Duo pour violon seul* s'inspire de faits tirés du réel. « L'auteur de la pièce a lui-même vécu des moments difficiles avec un psychiatre, souligne Roland Mahé. Il a également basé son histoire sur des éléments de la vie de la virtuose du violoncelle Jacqueline Dupré, qui a vraiment existé et qui a été frappée par la sclérose en plaques. »

Si la pièce traite de thèmes universels et qu'elle s'adresse à tous les publics, les Manitobains s'identifieront peut-être davantage à l'histoire du personnage principal incarné par Geneviève Pelletier. « On se reconnaît beaucoup dans les relations que Stéphanie a avec son mari et son entourage, mentionne Roland Mahé. Cependant, *Duo pour violon seul* touchera probablement les Manitobains encore plus spécifiquement car notre province est l'endroit où la concentration de personnes atteintes de la sclérose en plaques est la plus élevée en Amérique du Nord et peut-être même au monde! D'ailleurs, la plupart des gens avec qui j'ai parlé connaissent ou ont connu quelqu'un qui a, ou qui a eu cette maladie. »

Puisque Geneviève Pelletier n'est accompagnée que d'un seul comédien, Stéphane Cloutier, et que la pièce fait beaucoup appel à l'émotion et à la sensibilité, Roland Mahé a choisi d'opter pour une mise en scène sobre. « J'ai voulu laisser toute la place aux personnages et aux événements, explique-t-il. Ajouter des artifices aurait sans doute moins permis aux gens de vivre complètement ce qui se passe sur scène. »

MUSIQUE

Notes retrouvées

Bien qu'il n'ait donné aucun concert depuis plusieurs mois, Jeff Staflund n'a pas délaissé la musique. Accompagnement, musicothérapie et piano-bar figurent sur la liste de projets du musicien.

Mylène CRÊTE

Cheveux courts et joues creusées de fossettes, Jeff Staflund semble bien se porter. L'homme de 32 ans ne s'est pas produit en spectacle depuis quelques mois, mais le trac ne l'assaille pas pour autant. Sa prochaine prestation se déroulera le 19 janvier au sud de la route 59 à Saint-Pierre-Jolys. Il assurera l'animation d'un piano-bar qui se tiendra au restaurant La Table des Bonnes Sœurs.

« Je trouve ce genre de représentation moins stressante que celles données habituellement parce que c'est moins formel et qu'il est plus facile de parler aux gens », souligne-t-il le sourire aux lèvres. Jeff Staflund tentera de créer une ambiance chaleureuse en interprétant des chansons françaises ou jazz, servant même quelques compositions aux intéressés. Il jouera également des demandes spéciales en deuxième partie. Ce sera la première fois que le pianiste jouera dans le village francophone.

« Pour moi, c'est une occasion d'aider le restaurant et la communauté, explique-t-il. Je viens moi-même d'un petit village et je sais combien il peut être difficile d'y stimuler l'économie. » L'idée d'une telle soirée au restaurant provient du comité culturel de Saint-Pierre-Jolys. Ses membres invitent les gens de la ville à prendre le volant pour venir participer à l'activité. L'expérience sera d'ailleurs répétée à trois reprises durant l'année.

photo: Mylène Crête

Jeff Staflund participera au piano-bar de Saint-Pierre-Jolys, son premier concert depuis 6 mois.

Laisser mûrir le fruit du travail

Jeff Staflund ne jouera aucune nouvelle chanson lors du piano-bar. Pourtant, elles ne manquent pas. Depuis la parution de son premier album *Plénitudes* en 1999, le pianiste remue quelques idées pour son prochain disque. L'enregistrement est prévu à l'hiver prochain, histoire de laisser mûrir ses compositions. « Je suis à une étape de réflexion, indique l'artiste. Je ne suis pas certain quelles chansons je mettrai sur l'album, mais je sais qu'il prendra forme avec le temps. »

Les sources d'inspiration de Jeff Staflund n'ont pas changé. L'apprentissage de la vie y occupe encore une grande place au dire de l'homme. Par contre, le Fransaskois d'origine, aujourd'hui ancré au Manitoba, souhaite que son prochain disque soit plus dynamique. « Je voudrais intégrer plusieurs sons différents comme de l'accordéon, du violon et du violoncelle », avance-t-il.

D'ici là, Jeff Staflund continuera de s'exercer en accompagnant au piano les pas de danse des étudiants de la troupe winnipegoise Contemporary Dancers. « C'est de l'improvisation et cela fait appel à la créativité, constate-t-il. Lorsque l'on fait quelque chose spontanément, on voit plus facilement quelles sont nos forces et nos faiblesses parce qu'il n'y a pas de filtre. »

Jeff Staflund use également de ses talents pour faire de la musicothérapie. Il participe à des soirées de réflexion sur le deuil où il aide les gens à se détendre et à se centrer. Aider, voilà ce vers quoi tend la carrière musicale de Jeff Staflund ; un objectif avec lequel il se sent plus à l'aise.

Le Babillard

ATELIERS DE CROISSANCE PERSONNELLE

✎ Pluri-elles offre un atelier intitulé ***Le chemin de la confiance-vivre sans peur***. L'activité aura lieu tous les jeudis du 17 janvier au 7 mars de 19 h à 21 h au 570, rue des Meurons. Inscriptions: Lucille au 233-1735 ou au 1-800-207-5874.

CONSULTATIONS PUBLIQUES

✎ Les résidants de la vallée de la rivière Rouge sont invités à participer aux ***rencontres publiques*** sur les deux options de protection contre les inondations. Les réunions auront lieu à Morris le 14 janvier de 19 h à 22 h et le 15 janvier à 10h à la salle de la légion canadienne, à Selkirk le 21 janvier de 19 h à 22 h et le 22 janvier à 10 h au Centre des congrès de Daerwood ainsi qu'au centre communautaire de Sainte-Agathe le 24 janvier de 19 h à 22 h et le 25 janvier à 10 h. Il y aura une traduction simultanée lors de la consultation à Sainte-Agathe.

ÎLE-DES-CHÊNES

✎ Le ***programme Toi, moi et la Mère l'Oie*** sera offert gratuitement par la Fédération provinciale des comités de parents du 16 janvier au 20 mars à la salle 111 de l'école Gabrielle-Roy de 18 h 45 à 19 h 45. Réservations: Lise Encontre, 878-9787.

LORETTE

✎ Le programme ***Toi, moi et la Mère l'Oie*** sera offert gratuitement par la Fédération provinciale des comités de parents du 14 janvier au 18 mars à la salle multi-âges de l'école Lagimodière de 18 h 45 à 19 h 45. Réservations: Nicole Fontaine-Walker, 878-2168.

PARC WINDSOR

✎ La bibliothèque (955, chemin Cottonwood) offre le programme de lecture ***L'Heure du conte*** aux enfants de 3 à 5 ans. L'activité aura lieu tous les mardis à 18 h 30 du 15 janvier au 12 mars. Inscriptions: 986-4947.

SAINT-BONIFACE

✎ La bibliothèque (131, boulevard Provencher) offre le programme de lecture ***L'Heure du conte*** aux enfants de 3 à 5 ans. L'activité aura lieu tous les vendredis à 10 h 30 du 11 janvier au 15 mars. Inscriptions: 986-4332.

✎ Le programme ***Toi, moi et la Mère l'Oie*** sera offert gratuitement par la Fédération provinciale des comités de parents du 16 janvier au 20 mars à l'école Précieux-Sang de 10 h 45 à 11 h 45. Réservations: Brigitte Graff, 233-6091.

✎ Les Associé.e.s des Sœurs Grises organisent une ***partie de cartes*** le 20 janvier de 19 h 30 à 22 h à la salle Langevin (210, rue Masson). Coût: 3 $. Les fonds amassés serviront à financer les œuvres caritatives de l'association. Info: Rose Sauvlet au 233-1997.

✎ Le comité social des résidents de l'Accueil organise une ***partie de cartes*** (Whist) le 27 janvier à 19 h 30 à la salle Langevin (210, rue Masson). Coût: 3 $ par personne. Il y aura un encan silencieux, un tirage et un léger goûter.

SAINT-NORBERT

✎ Le programme ***Toi, moi et la Mère l'Oie*** sera offert gratuitement par la Fédération provinciale des comités de parents du 16 janvier au 21 mars à l'école Noël-Ritchot de 9 h 30 à 10 h 30. Réservations: Colette LeGal, 261-1258.

SAINT-PIERRE-JOLYS

✎ Le ***Repos Jolys*** cherche des ***bénévoles*** qui voudraient partager quelques heures par semaine avec les résidants afin d'améliorer leur qualité de vie. Contactez Édith Desrosiers ou Claire Lizotte au 433-7611 pour donner votre nom.

✎ Inscrivez-vous au ***cours d'espagnol débutant I*** offert par le Collège universitaire de Saint-Boniface à Saint-Pierre-Joly. L'activité aura lieu tous les lundis de 18 h 30 à 21 h 30. L'endroit et la date du début des cours restent à confirmer. Inscriptions: Nicole au 433-7758.

SAINTE-ANNE

✎ Le programme ***Toi, moi et la Mère l'Oie*** sera offert gratuitement par la Fédération provinciale des comités de parents du 12 janvier au 16 mars à l'école Pointe-des-Chênes de 10 h 30 à 11 h 30. Réservations: Michèle Barnabé-Chartier, 422-5221.

SOMERSET

✎ ***Georges Hamel*** se produira en spectacle le 27 janvier à 14 h 30 à l'hôtel du village. Billets: 12 $ pour le concert ou 20 $ pour le concert et le souper qui suivra. Info: Fleurette Labossière au 744-2607 ou Lucille Labossière au 744-2860.

AUTRES

✎ Une vingtaine d'exemplaires du livre ***L'Enfant perdu et retrouvé*** écrit par l'abbé Jean-Baptiste Proulx en 1887 sont disponibles. Pour obtenir une copie écrire à Bernard Caouette, C.P. 683, Ville Marie (QC), J0Z 3W0 ou lui téléphoner au (819) 622-0612.

Sélection recueillie par Mylène CRÊTE

Vous voulez faire la promotion d'un thé-rencontre, d'une vente bric-à-brac, d'une fête communautaire, d'une réunion annuelle ou de tout autre événement communautaire? C'est facile! Vous n'avez qu'à nous télécopier l'information au 204 231-1998 **avant 17 h le lundi précédant la date de parution** *en précisant «pour le Babillard».*

Les Rendez-Vous

MUSIQUE

Le Foyer présente, à 21 h, la ***Ligue d'improvisation du Manitoba!*** les 11, 18, 25 janvier et 1er février. Prix d'entrée: 6 $ adultes et 4 $ étudiants et aînés. ***Le Mârdi Jazz*** présente, à 21 h, ***Ron Paley*** le 15 janvier et Walle Larsson le 22 janvier. Info: 233-8972.

Une soirée piano-bar avec ***Jeff Staflund*** se tiendra au restaurant La Table des Bonnes Sœurs de Saint-Pierre-Jolys le 19 janvier à 20 h. Réservation pour le repas: chef Louis 433-3878.

L'Ochestre de chambre du Manitoba présente des pièces de Félix ***Mendelssohn*** ainsi que de Johannes ***Brahms*** le 22 janvier à 20 h à l'église Westminster. Billets: 783-7377.

Le gentleman de la chanson country, ***Georges Hamel*** sera en spectacle au Centre culturel franco-manitobain (CCFM) les 24 et 25 janvier à 19 h. Le coût des billets est de 18 $ avant le 19 janvier après quoi ils seront disponibles au prix de 22 $. Les billets sont en vente à la billetterie du CCFM, 233-8972. Le chanteur sera également en spectacle le 27 janvier à Somerset et le 2 février à Ste-Rose-du-Lac.

THÉÂTRE

Le ***Cercle Molière*** présente la pièce ***Duo pour violon seul*** de Tom Kempinski du 18 janvier au 9 février. Billets: 233-8972.

EXPOSITIONS

Le ***musée des Beaux-Arts*** de Winnipeg présente des photographies d'***Isaac Applebaum*** sur l'Inondation du siècle jusqu'au 21 mars. Info:786-6641.

CINÉMA

La Cinémathèque présente la version française sous-titrée en anglais du film ***À ma sœur*** (*Fat Girl*) de la réalisatrice française Catherine Breillat le 11 janvier à 21 h 30, du 12 au 17 janvier à 19 h et à 21 h à l'exception du 14 janvier où le film n'est présenté qu'à 21 h. Info: 925-3457.

FAMILLE

Le Planétarium présente ***A Long Winter's Night*** tous les jours de la semaine à 13 h, 14 h 30 et 16 h. Billets: 5 $ par adulte, 4 $ pour les 3 à 17 ans et les aînés de même que 15 $ par famille. Info: 956-2830.

Le ***Manitoba Theatre for Young People*** présente la pièce ***Patty's Cake*** du 11 au 13 janvier. Billets et info: 942-8898.

Sélection recueillie par Mylène CRÊTE

MUSIQUE

Un « gentleman » qui risque de plaire

Avant même qu'il n'arrive au Manitoba, il est déjà certain que le gentleman de la chanson country, Georges Hamel, présentera des spectacles supplémentaires.

Jean-François NADEAU

Il semblerait que depuis la dernière visite du chanteur Georges Hamel dans la province, en 1996, les Manitobains ne l'ont pas oublié. En effet, des spectacles supplémentaires sont déjà annoncés pour celui que l'on surnomme le *gentleman* de la chanson country. En plus des dates prévues, le chanteur sera à la salle Pauline-Boutal du Centre culturel franco-manitobain (CCFM) le 25 janvier, à Somerset le 27 janvier ainsi qu'à Sainte-Rose-du-Lac le 2 février.

À l'occasion de cette tournée, Georges Hamel présentera un amalgame des meilleurs succès de ses 30 albums. Au dire du chanteur québécois, il ne faut pas nécessairement être un grand mordu de country pour aimer ses chansons, puisqu'elles concernent chacun de nous. « Mes textes parlent entre autres de l'amour, de la nature, des enfants et des personnes âgées, mentionne Georges Hamel. Tous peuvent s'y retrouver et se sentir interpellés par ce que j'exprime. »

D'ailleurs, il semblerait que les ballades douces, style que préconise l'artiste, soient un bon moyen pour apaiser les gens et les rendre réceptifs au message véhiculé par la chanson. « La ballade douce va chercher les gens, affirme Georges Hamel. Elle adoucit l'oreille. Même les gens agressifs deviennent doux. Plusieurs viennent me voir après mes spectacles pour me dire : " Nous avons passé une dure semaine et vous nous avez fait beaucoup de bien." »

En ce qui concerne sa venue prochaine au Manitoba, le chanteur country est heureux de retrouver un public qu'il considère très chaleureux. « J'ai été bien accueilli lorsque je suis venu au Manitoba, souligne-t-il. J'avais l'impression d'être un membre de la famille en visite. Je suis certain que j'aurai encore beaucoup de plaisir et que la tournée sera un succès. »

Responsable de la venue de Georges Hamel à Sainte-Rose-du-Lac, Rose-Marie Péloquin est également de cet avis. « C'est excitant, affirme-t-elle. Nous n'avons jamais eu un artiste aussi renommé pour la Veillée du bon vieux temps. Le type de musique de cet artiste est très populaire par ici. Nous n'aurons pas de difficulté à attirer les gens à la salle communautaire. D'ailleurs, les billets pour le spectacle sont déjà en vente. »

Si la popularité de la musique country semble douteuse pour certains, Georges Hamel soutient qu'elle attire de plus en plus de gens. « Même si notre musique est boudée par les médias, elle gagne en popularité au Québec, observe-t-il. Il y a pratiquement un festival par semaine maintenant et l'on voit parfois des foules de 25 000 ou de 30 000 personnes. »



Archives La Liberté

Georges Hamel : « Je suis certain que j'aurai encore beaucoup de plaisir et que la tournée sera un succès. »

Le chanteur qui a enregistré pas moins d'une trentaine d'albums en 28 ans travaille actuellement sur une nouvelle production. Il souhaite présenter un nouveau disque, composé de chansons traditionnelles provenant du répertoire public, dès le printemps prochain.

Il est à noter que l'auteur-compositeur-interprète manitobain Damien Lussier assurera la première partie des spectacles de Georges Hamel dans la province.

D'UNE LANGUE À L'AUTRE

par G. Aileen Clark

« *Tu portes-tu ta tuque et ton foulard en hiver?* »

À l'aube de l'an 2002 et en cette saison d'hiver, amusons-nous à découvrir les bijoux de notre langue!

ÇA SE PEUT-TU QUE LA FÊTE DE NOËL SOIT DÉJÀ FINIE?

Le français standard stipule que la formulation d'une question demande une inversion du verbe et du sujet ou encore une construction avec « est-ce que ». Les Franco-Manitobains emploient toutefois une troisième structure : l'interrogation avec le « tu » en fin de question (ex.: *ça se peut-tu?*). Selon certains, il s'agit d'une tournure employée par ceux qui parlent « mal » français. Mais leurs reproches sont mal fondés. Tentons donc d'expliquer cet usage.

Les linguistes tel Marty Laforest disent que cette manière de poser des questions remonte au Moyen Âge. À cette époque, on ajoutait un « il » à la fin d'une phrase pour « donner plus de force expressive à une interrogation ». Une structure typique serait *Je pars-t-il — Je pars-ti?* Laforest maintient que le français d'ici a déformé le « ti » pour privilégier le « tu » (« ti » étant la forme populaire de la forme interrogative). L'ajout de « ti » ou de « tu » renvoie alors à une syntaxe logique. *Y faut-tu* que nous modifions notre parler? Aucunement. Soyez plutôt réconfortés par le fait que vos interrogations sont plus expressives que celles des puristes!

J'AI-TU BESOIN D'UNE TUQUE OU D'UN FOULARD?

Au Manitoba, la plupart des gens sont d'accord pour dire que les « foulards » et les « tuques » sont indispensables en hiver. Or, d'où viennent ces mots?

TUQUE

Empruntée de l'espagnol durant la période du moyen français (attestation 1462), la « tuque » (écrit « toque ») se définissait comme un « chapeau de matériel souple avec un rebord étroit» porté surtout au seizième siècle en France. Il désignait également une coiffure « sans bords ou à très petits bords, de forme cylindrique ou tronconique.

Revendiquée par les Canadiens-Français au XVIII[e] siècle, la « tuque » (attestation 1726) a dès lors pris le sens de « bonnet de laine à bord roulé en forme de cône surmonté d'un gland ou d'un pompon ». Tellement la tuque a fait fureur au Canada que les anglophones l'ont adoptée dans leur propre tenue vestimentaire!

FOULARD

Pour les gens d'ici, le « foulard » est un grand morceau de tissus épais qui garde le cou au chaud. C'est d'ailleurs ce don't parle Environnement Canada sur leur site internet. Le ministère suggère aux citoyens canadiens de se procurer un foulard chaud en laine pour se protéger contre l'hiver.

Toutefois, les dictionnaires France (ex.: *Le Robert*) définissent le « foulard » (1761) comme « une étoffe de soie ou de soie et coton très légère ». *Le Multi-dictionnaire de la langue française* (dictionnaire du Canada) adopte une définition semblable à celle du *Robert*. Pourtant, le « foulard tricoté » par « mémère » n'est-il pas fait d'un tissu épais (souvent en laine)?

En France, on donne le nom « écharpe » à ce type de foulard. Selon les Français, une « écharpe » est « une longue bande de tissu, de tricot qu'on porte généralement autour du cou » Pourquoi alors est-ce que « foulard » en laine est resté dans l'usage tandis qu'écharpe semble si peu usité?

Le mot « foulard » aurait peut-être traversé l'océan lorsque les Français du Nord de la France sont arrivés au Canada. Pour ces gens, le « foulard » aurait toujours été fait d'un tissu épais et chaud. Autrement dit, on n'aurait alors peut-être pas porté le foulard « léger » au cours du XVIII[e] siècle. C'est ce qui expliquerait pourquoi de nos jours, nous les Manitobains parlons du « foulard » fait de matériel chaud.

LES TUQUES, LES FOULARDS ET L'HIVER MANITOBAIN

Puisque au Manitoba nous devons endurer des hivers impitoyables, il me semble que nous avons le droit de définir nos vêtements comme bon nous semble. Portez donc avec confiance vos « tuques » et vos « foulards » de laine et laissez les écharpes à ceux qui ne doivent pas subir les -35 degrés en janvier!

DÉJÀ Vu dans La LIBERTÉ

Vivre ou ne plus vivre?



Dans *La Liberté* du 21 janvier 1982, on pouvait lire : « La pièce "*Une drôle de vie*" que présentera le Cercle Molière vous fera passer par toute la gamme des émotions tout en suscitant chez chacun la possibilité de réfléchir sur un sujet toujours brûlant d'actualité : l'euthanasie. Les deux personnages principaux d'"*Une drôle de vie*", Yves Durant (Claude Dorge) et le Dr Claire Côté (Irène Mahé). »



Recette

Pain de viande au riz

3/4 lbs (340 g) de porc haché
3/4 lbs (340 g) de veau hahé
1/2 tasse (125 ml) de lait
1/2 tasse (125 ml) de riz
1/4 tasse (60 ml) d'oignons, hachés fin
2 c. à table (30 ml) de ketchup
1 c. à table (15 ml) de sauce Worcestershire
2 œufs battus
Sel, moutarde sèche et poivre au goût

- Mélanger tous les ingrédients ensemble. Verser dans un moule à pain.
- Couvrir de papier d'aluminium et mettre au four à 350°F pendant 1h30.
- Enlever le papier d'aluminium et terminer la cuisson pendant 20 minutes.

Donne 8 portions.

Recette tirée du site Internet suivant : http://www.recettes.qc.ca

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 175

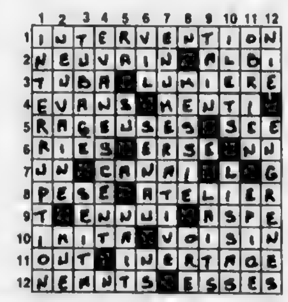
HORIZONTALEMENT

1. Situé immédiatement avant le dernier.
2. Projeta en gouttelettes fines. – Sans ornements.
3. Volcan des Philippines. – Conifère. – Roche poreuse.
4. Café soluble. – Rassasié.
5. Jupe d'une danseuse. – Causa un profond ressentiment.
6. Conformes à la vérité. – Singe aux longs bras.
7. Existes. – Aguiche.
8. Philosophe allemand (1806-1856). – Séparées par une lettre.
9. Monastère. – Fleuve d'Irlande.
10. Petit mammifère tel que le lapin. – Agent secret de Louis XV.
11. Acte législatif émanant du roi. – Propres aux lions.
12. Raisonnable. – Mollusque carnassier.

VERTICALEMENT

1. Les jours qui précèdent la veille.
2. Bouffées de chaleur. – Poète grec.
3. Mit une personne en poste. – Forme nominale du verbe latin.
4. Drame japonais. – Compositeur russe (1835-1918). – Allures des chevaux.
5. Mit en ordre. – Canal qui amène l'eau de mer.
6. Retransmettre une information. – Terre entourée d'eau.
7. Existes. – Article espagnol. – Électrode.
8. Homme avare. – Habitation en paille. – Chevalier de Tonnerre.
9. Canal qui conduit l'urine. – Expression enfantine.
10. Tirer comme conséquence d'un fait. – Dignitaire de l'Empire ottoman.
11. Possédé. – Pieu aiguisé. – Petits de l'ânesse.
12. Personne admise à un examen. – Flatté avec excès.

RÉPONSES DU N° 174



Le Club de Bicolo

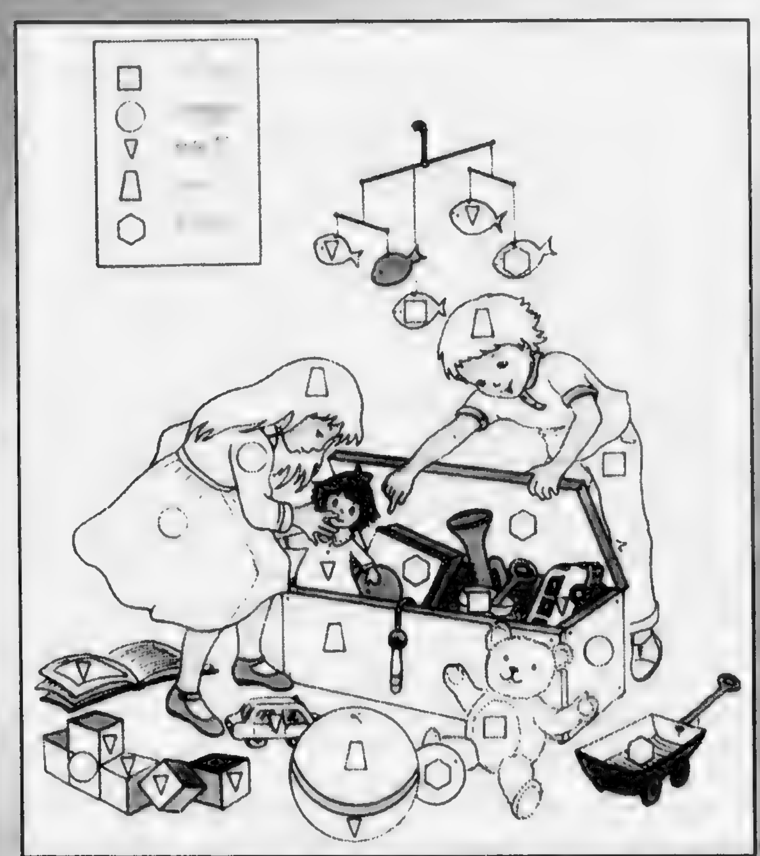
La couleur

As-tu déjà vu un arc-en-ciel? Parfois, quand il pleut et qu'il y a du soleil, un arc-en-ciel apparaît dans le ciel. Il nous offre toute une gamme de couleurs. La couleur, c'est la vie!

Les couleurs ne sont pas seulement belles, elles peuvent aussi représenter quelque chose. Par exemple, comment sais-tu quand une voiture peut passer? Quand le feu est vert, pardi! C'est la lumière du soleil qui nous fait percevoir toutes ces couleurs.



Tu peux colorier le dessin suivant. Mais attention! Pour le faire, tu dois appliquer un code.



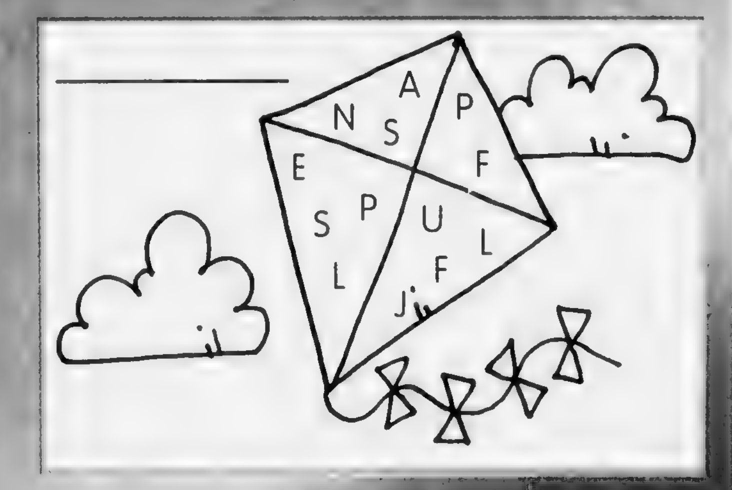
2 Le savais-tu ?

Les couleurs sont beaucoup utilisées dans toutes sortes d'expressions.

Connais-tu :

Rouge de colère
Bleu de froid
Vert de peur
Rose de plaisir?

3 Le mot mystérieux



4 Les couleurs

o	t	u	r	q	u	o	i	s	e	a	b
r	i	n	d	i	g	o	n	o	i	r	r
a	a	r	g	e	n	t	e	r	t	m	u
n	g	r	i	s	a	z	u	r	e	u	n
g	b	l	o	n	d	c	e	v	l	l	v
e	c	c	o	u	l	e	u	r	o	t	e
a	h	b	r	n	x	a	b	f	i	i	r
t	a	l	l	o	m	c	l	o	v	c	m
n	t	a	d	i	s	i	e	n	v	o	i
e	a	n	o	b	l	e	u	c	e	l	l
g	i	c	r	e	p	a	l	e	r	o	l
a	n	b	e	i	g	e	s	l	t	r	o
m	r	o	u	g	e	j	a	u	n	e	n

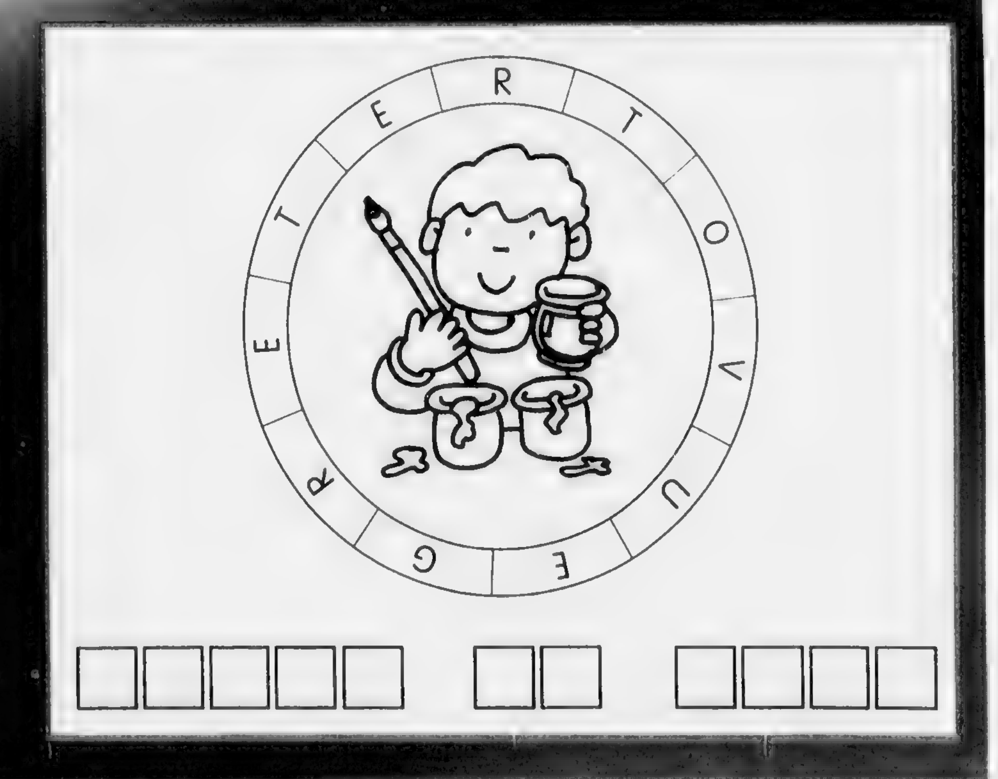
argenté
azur
beige
blanc
bleu (2)
blond
brun
châtain
couleur
doré
foncé
gris
indigo
jaune
lilas
magenta
mauve
multicolore
noir
orangé
pâle
rose
rouge
roux
turquoise
vermillon
vert
violet

Bicolo adore regarder les couleurs de l'_ _ _ - _ _ - _ _ _ _.



5 Roue d

En commençant par la lettre R (en haut) et en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre, inscris une lettre sur deux dans les cases situes sous la roue. Complète toutes les cases en effectuant deux tours de roue pour connaître les couleurs préférées de Julien.



RÉPONSES :

3. Jaune
4. Arc-en-ciel
5. Rouge et vert.

Club de Bicolo • C.P. 190 • 383, boulevard Provencher • Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4 • 237-4823

THÉÂTRE MUSICAL

Un divertissement provocateur

Avec les chansons prenantes de Kurt Weil et la délicieuse ironie de Berthold Brecht, la célèbre comédie musicale L'Opéra de quat'sous est autant un excellent divertissement qu'elle est un aiguillon à la conscience du public.

Daniel BAHUAUD

« On n'a pas besoin d'être un communiste pour constater et ensuite déplorer les inéquités sociales, lance Arne MacPherson. Toute personne peut être conduite à se pencher sur le gouffre qu'il y a entre les riches et les moins nantis et devenir par conséquent une personne engagée. J'irais encore plus loin; on n'a pas besoin d'entamer cette réflexion avec un sérieux écrasant. On peut le faire en riant un peu. Et c'est justement la raison pour laquelle *L'Opéra de quat'sous (The Three Penny Opera)* conserve tout son impact, même après plus de 70 ans. »

Le directeur de la troupe Shakespeare in the Ruins en sait quelque chose. Il s'occupe de la mise en scène de cette pièce, qui sera présentée au Manitoba Theatre Centre Warehouse, dans le cadre du festival Brecht 2002, jusqu'au 26 janvier (1). « J'aime le fait qu'en me faisant rire, Brecht et Weil ont préféré éduquer par le truchement du divertissement et non d'un didactisme prétentieux. »

C'était en effet une tendance fâcheuse chez le jeune Brecht, qui, constatant l'écart entre les classes sociales de la république allemande de Weimar, était devenu un fervent communiste. Idéalistes, les premières pièces du dramaturge étaient des *Lehrerstücke*, c'est-à-dire des œuvres conçues pour instruire et offrir des solutions aux problèmes posés par leur auteur.

Mais en 1928, tout a changé. « On lui a demandé de monter une pièce pour inaugurer un nouveau théâtre, explique Arne MacPherson. Et Brecht n'avait pas de nouvelles pièces! Il s'est empressé, en collaborant avec Weil, d'adapter *The Beggar's Opera* du dramaturge anglais du XVIIIe siècle, John Gay. Le résultat a été un ouvrage à la sensibilité de marxiste convaincu, mais d'un Brecht qui ne prêchait pas pour autant sermon. Dans *L'Opéra de quat'sous*, l'auteur ne propose aucune solution. C'est plus frappant et même un peu déroutant. Il divertit, mais ne cherche pas nécessairement à plaire. Il suppose que le public est suffisamment intelligent pour en venir à ses propres conclusions. »

C'est la première fois que la troupe Shakespeare in the Ruins monte une pièce dans un théâtre intérieur. La comédienne Csilla Przbislawsky se dit heureuse de l'expérience. Elle campe le rôle de Lucy Brown, une femme amoureuse du protagoniste, le séduisant voyou Macheath. « Individuellement, nous sommes tous montés sur les planches de théâtres plus conventionnels, souligne-t-elle. Mais pas wn tant que troupe. C'est super de pouvoir le faire, surtout avec une pièce dotée d'un langage et d'une sensibilité plus modernes.

« Nous pouvons aussi faire appel à nos talents musicaux, ce qu'on ne fait pas à tous les jours, poursuit-elle. Les chansons sont incroyables. Elles "swingent" et nous entraînent. Certaines, comme *Mack the Knife*, sont devenues des classiques du jazz. Pour me mettre dans l'ambiance de la pièce, j'ai pris l'habitude de les jouer dans ma voiture. Mais parce que c'est Brecht, elles provoquent. Mes passagers sont parfois surpris. Ils n'ont pas l'habitude d'entendre des paroles profondes dans ma voiture! »



photo: Gracieuseté Manitoba Theatre Centre

Les disparités sociales sont présentées de façon comique et provocante dans la célèbre comédie musicale *L'Opéra de quat'sous*.

(1) L'Opéra de quat'sous sera présenté à la Manitoba Theatre Centre Warehouse, 140 avenue Rupert, jusqu'au 26 janvier. Billets et renseignements: 942-6537

HOCKEY

Satisfait malgré tout

Bien que son équipe n'ait pas obtenu les résultats souhaités, Réjean Beauchemin est satisfait de sa participation au Défi mondial de hockey des moins de 17 ans.

Jean-François NADEAU

Gardien de but pour l'équipe qui représentait l'Ouest canadien, le Franco-Manitobain Réjean Beauchemin aurait préféré que sa formation ne termine pas au 7e rang lors du Défi mondial de hockey des moins de 17 ans, qui a eu lieu du 28 décembre au 4 janvier à Selkirk et Stonewall au Manitoba. Cependant, il est très satisfait de sa première participation à une compétition d'une telle envergure.

« C'était tout à fait extraordinaire d'avoir l'occasion de jouer avec des joueurs d'un si haut calibre, affirme avec conviction le jeune athlète de 16 ans. Le jeu allait tellement vite qu'il m'a fallu quelques pratiques pour m'y habituer. Certains joueurs de la formation provenaient de la Ligue de l'Ouest ou des rangs juniors alors que j'évolue encore au niveau midget AAA. C'était tout une adaptation pour moi. »

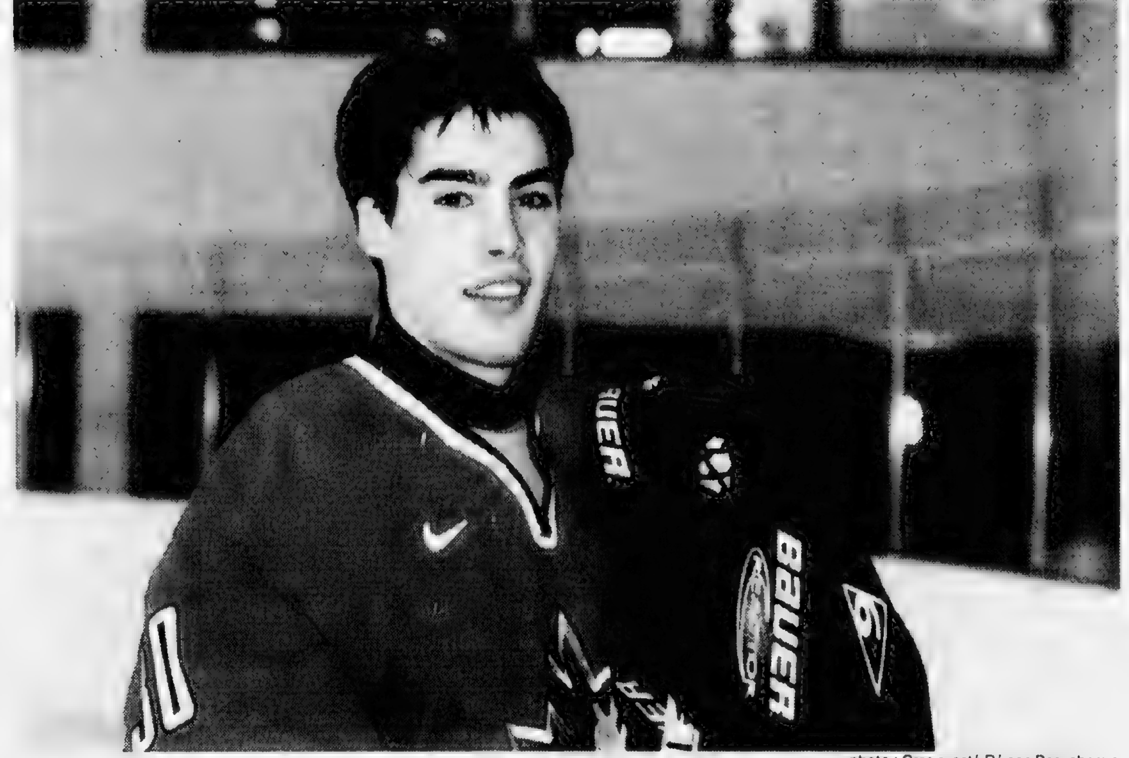


photo : Gracieuseté Réjean Beauchemin

Réjean Beauchemin : « J'aurais préféré obtenir une médaille à de bonnes statistiques personnelles. »

Avant le début du Défi mondial, Réjean Beauchemin ne croyait pas qu'il aurait réellement l'occasion de sauter sur la glace durant la compétition étant donné que l'autre gardien de but de l'équipe évolue dans la Ligue de l'Ouest et qu'il est par conséquent davantage confronté à un style de jeu plus rapide et agressif.

Cependant, la situation a été toute autre car son entraîneur lui a témoigné sa confiance. « Je suis très content d'avoir profité du même temps de glace que l'autre gardien de but, indique Réjean Beauchemin. D'ailleurs, je crois que j'ai réalisé de bonnes performances. J'ai notamment été le seul, sinon l'un des seuls gardiens de but à obtenir un blanchissage lors de cette compétition alors que nous avons défait l'Allemagne par la marque de neuf à zéro. »

De plus, en arrêtant 82 des 88 tirs dirigés contre lui et en ayant donc une moyenne d'efficacité de 93 %, le Franco-Manitobain a terminé la compétition au troisième rang chez les gardiens de but. Bien qu'il en soit fier, Réjean Beauchemin n'accorde pas trop d'importance aux statistiques. « J'essaie de ne pas m'arrêter à ça, mentionne-t-il. Ce ne sont que des chiffres. Ce n'est pas parce qu'un gardien de but n'a pas de bonnes statistiques qu'il est nécessairement moins bon que moi. Il a peut-être eu moins d'appui de la part de ses coéquipiers. J'aurais préféré obtenir une médaille à de bonnes statistiques personnelles. »

Cette médaille, elle était accessible à l'équipe de l'Ouest. Toutefois, la partie contre les États-Unis aura scellé le sort de la formation. « Si nous avions fait match nul contre les Américains au lieu de perdre trois à deux, nous aurions terminé au premier et non au quatrième rang de notre division, rappelle Réjean Beauchemin avec une pointe d'amertume. Toutefois, il ne faut tout de même pas oublier que cette équipe a remporté le Défi mondial. Dans ce type de compétition, une seule erreur peut suffire pour qu'une équipe ne puisse plus atteindre la ronde des médailles. »

Si l'avenir semble prometteur pour Réjean Beauchemin, le hockeyeur garde les deux pieds sur terre. « Je préfère ne pas me fixer d'objectifs précis pour l'instant, note-t-il. Je préfère vivre un jour à la fois. »

Télé-horaire de la semaine du 14 au 20 janvier 2002

Le Jour du Seigneur : le dimanche 20 janvier à 10 h à la SRC

À confirmer.

Du lundi au vendredi

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	7h30 Matin Express		Les 3 mousquetaires		C'est simple comme bonjour			Variées	L'Heure du midi	Les beaux parleurs	Liza		Mon ange		Variées	Tweenies	Variées	Variées
RDI	RDI aujourd'hui		L'Atlantique en direct			Bulletin de santé	L'Heure du midi	Le Québec en direct			L'Ontario en direct		L'Ouest en direct		Le Journal RDI	Journal de France	Le Journal RDI	
TV5	7h30 Zig Zag Café	Variées	Variées	Les Zap	Variées		Variées		Variées	Variées	Variées	Journal de France	Journal Suisse	Journal Belge	Variées	On a tout essayé	:15 TV5 l'invité	Journal Suisse
TVA	Deux filles le matin		Les saisons de Clodine		Michel Jasmin	:45 Le TVA midi		Dans la mire		La vie à... / :45 Boutique TVA		Les feux de l'amour		Aimer	Claire Lamarche		Le TVA	

Lundi 14 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Les beaux parleurs	Ce soir	Mots et maux	Virginie	La vie la vie	Mon meilleur ennemi "La position du centre"		Chartrand et Simonne		Le Téléjournal/ Le Point		Ce soir	Nouvelles sports /:55 Docs en stock		:55 5 sur 5		
RDI	RDIJr/:15 Euronews	Capital actions	Le Journal RDI	Maisonneuve	Grands reportages "Le chemin de l'enfer"		Le Téléjournal/ Le Point		Maisonneuve	Le Canada aujourd'hui		Bulletin de santé	Le Téléjournal/ Le Point		Grands reportages "Le chemin de l'enfer"		Capital actions	Bulletin de santé
TV5	Chiffres et lettres	Pyramide	Journal de France	Des trains pas comme les autres		:45 À comm.	Histoires d'îles	Dunia		Bibliotheca	Journal Belge	D.	P.J. police judiciare "Fugue"		Chanter la vie		Le soir 3	À bon entendeur
TVA	Le TVA 18 Heures	Ultimatum	Poursuites de polices		"Histoire de Sonny et Cher" (Bio,'99) Renee Faia, Jay Underwood.				Le TVA	Une révolution..		Le TVA, sports/:50Loterie /:55 Infopublicité					Le canal nouvelles	

Mardi 15 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow "Faux pas"	Les beaux parleurs	Ce soir	Accent franco.	Virginie	La Facture	Rivière-des-Jérémie "!ncident à la chasse"		Enjeux "Homme de rêve"		Le Téléjournal/ Le Point		Ce soir	Nouvelles sports /:55 Docs en stock		:55 Découverte		
RDI	RDIJr/:15 Euronews	Capital actions	Le Journal RDI	Maisonneuve	Grands Rep. "Un espion presque parfait"		Le Téléjournal/ Le Point		Maisonneuve	Le Canada aujourd'hui		Bulletin de santé	Le Téléjournal/ Le Point		Grands Rep. "Un espion presque parfait"		Capital actions	Bulletin de santé
TV5	Chiffres et lettres	Pyramide	Journal de France	Tout le monde en parle Nous dévoile le pourquoi du succès des stars, des nouvelles modes.					Temps présent		Journal Belge	Des trains pas comme les autres		45 À comm.	Histoires d'îles	Télécinéma	Le soir 3	Bourlingueur
TVA	Le TVA 18 Heures	Ultimatum	Les Parfaits	Avoir su...	Histoires filles	KM/H	Musicographie "Renée Martel"		Le TVA	Une révolution tranquille		Le TVA, sports/:50Loto /.55 Infopublicité				:55 Le canal nouvelles		

Mercredi 16 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Les beaux parleurs	Ce soir		Virginie	Monde..- Charlotte	Les super mamies "Déménagement"		La famille		Le Téléjournal/ Le Point		Ce soir		Nouvelles sports / 25 "Le pont de l'exil"		Fin de la programmation	
RDI	RDIJr/ 15 Euronews	Capital actions	Le Journal RDI	Maisonneuve	Grands reportages "Le catch des arrière-cours"		Le Téléjournal/ Le Point		Maisonneuve	Le Canada aujourd'hui		Bulletin de santé	Le Téléjournal/ Le Point		Grands reportages "Le catch des arrière-cours"		Capital actions	Bulletin de santé
TV5	Mots et maux	Pyramide	Journal de France	Envoyé spécial			Chronique d'en haut	Pour l'amour du stress		Conversation	Journal Belge	Tout le monde en parle Nous dévoile le pourquoi du succes des stars, des nouvelles modes.					Le soir 3	La vérité
TVA	Le TVA 18 Heures	Ultimatum	Poule aux oeufs d'or	Arcand	Les poupées russes "Les funérailles"		Emma		Le TVA	Une révolution... "La violence (1970-1976)"		TVAsports / 50Loto	Infopublicité				Le canal nouvelles	

Jeudi 17 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Watatatow	Les beaux parleurs	Ce soir	Clan destin	Virginie	Gars, fille	Fred-Dy "Prendre le taureau par les cornes"		L'Écuyer		Le Téléjournal/ Le Point		Ce soir	Nouvelles sports /:55 Gypsies		:55 "La ballade de Little Jo" (West,'93) Bo Hopkins, Suzy Amis.		
RDI	RDIJr/ 15 Euronews	Capital actions	Le Journal RDI	Maisonneuve	Grands reportages "Le casse-tête afghan"		Le Téléjournal/ Le Point		Maisonneuve	Le Canada aujourd'hui		Bulletin de santé	Le Téléjournal/ Le Point		Grands reportages "Le casse-tête afghan"		Capital actions	Bulletin de santé
TV5	Chiffres et lettres	Pyramide	Journal de France	Faut pas rêver		Écrans du monde	On ne peut pas plaire À tout le monde			Les arts et les autres	Journal Belge	Envoyé spécial			Télétourisme	Gourmande	Le soir 3	Oeuvres chantier
TVA	Le TVA 18 Heures	Ultimatum	Méchante semaine	Surprise sur prise	"Le secret du manoir" (Dra,2000) Nicolette Sheridan, Debbe Dunning.				Le TVA	Une révolution tranquille		Le TVA, sports/:50Tirages Loto-Québec /:55 Infopublicité				:55 Le canal nouvelles		

Vendredi 18 janvier

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Caserne 24	Les beaux parleurs	Ce soir	Un air de famille	Infoman	Catherine	La fureur		Zone libre "Les réfugiés afghans"		Le Téléjournal/ Le Point		Ce soir	Nouvelles sports /:55 "Les indésirables"		.55 "Les indésirables" (Sci-Fi,'97) Douglas Hodge. 1/2		
RDI	RDIJr/ 15 Euronews	Capital actions	Canada: Histoire				Le Téléjournal/ Le Point		Culture-Choc	Le Canada aujourd'hui		Bulletin de santé	Le Téléjournal/ Le Point		Grands reportages "Le casse-tête afghan"		Capital actions	Bulletin de santé
TV5	Chiffres et lettres	Pyramide	Journal de France	Thalassa Magazine de la mer présenté par Georges Pernoud.			Histoire des inventions		Babylone Yéyé	Pour gloire	Journal Belge	Union Libre		Mélissol			Le soir 3	Méditerranéo
TVA	Le TVA 18 Heures	Ultimatum	J.E.		"Milles hommes et un bébé" (Dra,'97) Richard Thomas, Gerald McRaney.				Le TVA	Je regarde... Invité(es): Peter MacLeod.		TVAsports /:50 Loto	"Conflits d'intérêts" (Police,'92) Gregory Alan Harris, Christopher McDonald.				Infopublicité	

Samedi 19 janvier

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	Ralph la Racaille	Wounchpoounch	Weekenders	La cour de récré	Papyrus	Histéria!	Au Max	Clan destin	L'Heure du midi	"L'incroyable randonnée" (Fant,'63) John Drainie, Émile Genest.				Mots et maux	Accent franco.	Brio	Expresso	Culture-Choc
RDI	5h00 Matin Express	Bulletin des jeunes	Le Journal RDI	Circuit PME	Griffe	Entrée des artistes	L'Heure du midi	Enjeux		Vivre ici	La Semaine verte		Impact	La Facture	Griffe	Journal de France	Le Journal RDI	Bulletin des jeunes
TV5	Génies en herbe	Découverte	TV5journal / 20Invité	Débrouillards	Outremers	Méditerranéo	TV5journal / 15Cont.	45 Reflets Sud "Spécial Mali"		45 Sport Africa	15 Autovision	Journal de France	Journal Suisse	Journal Belge	Thalassa Magazine de la mer présenté par Georges Pernoud.			Journal Suisse
TVA	6h00 Salut, bonjour!		La Trattoria	Visez dans le mille	Fleurs, jardins	Vins fromages	I-D maison "Habillage de fenêtres"		Via TVA	Boutique TVA		Infopublicité	Infopublicité	Infopublicité	Magie sur glace Championnat du monde enregistré à Washington 1/2			

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	Téléjournal	Parlez-moi des...	Hockey Lightning de Tampa Bay vs Canadiens de Montréal LNH Site: Ice Palace de Tampa Bay						L'Aventure olympique		Téléjournal	Sports/ 55 Charron	25 Maison-Blanche "Minimum obligatoire"		25 "Persécution" (Dra,'94) Ben Cross, Susan Goerge.			
RDI	Circuit PME	Culture-Choc	Le Journal RDI	La Facture	Enjeux		Téléjournal	Entrée des artistes	Grands Rep. "Un espion presque parfait"		Zone libre		Téléjournal	Vivre ici	Enjeux		Téléjournal	La Facture
TV5	Cultivé et bien élevé	Pyramide	Journal de France	Union Libre		Sébastien, c'est show Rires et chansons sont au rendez-vous avec Patrick Sébastien.				Gros plan sur..	Journal Belge	Mots minuit			10 Faut pas rêver		Soir3/:15 Images	Arte reportage
TVA	Le TVA 18 Heures	"La vraie histoire de Jacques et le haricot géant" Garçon escalade une tige de haricot gigantesque menant a un monde magique (Fant,2001) Vanessa Redgrave, Matthew Modine								Le TVA/ 55 Sports	15 Loteries / 20 "Nous ne sommes pas des anges" (Act,'89) Sean Penn, Robert De Niro				20 Infopublicité			55 Canal nouvelles

Dimanche 20 janvier

	08h00	08h30	09h00	09h30	10h00	10h30	11h00	11h30	12h00	12h30	13h00	13h30	14h00	14h30	15h00	15h30	16h00	16h30
SRC	Souris des 4 saisons	Jim Bouton	Mona la vampire	Titi & Grosminet	Le Jour du Seigneur		5 sur 5		L'Heure du midi	La Semaine verte		Second regard	Jamais sans mon livre...		"Forrest Gump" (Com/dra,'94) Robin Wright, Tom Hanks.			
RDI	5h30 Matin Express	Bulletin des jeunes	Le Journal RDI	La Facture	Bulletin de santé		L'Heure du midi	Zone libre		Accent franco.	Grands reportages "Le casse-tête afghan"		Enjeux		Griffe	Journal de France	Le Journal RDI	Bulletin des jeunes
TV5	France Foot		TV5journal / 15Invité	Temps d'affaires	Kiosque		TV5 le journal / 15 Mots minuit			50 Vins et fromages	.15 Silence ça pousse	Journal de France	Journal Suisse	Journal Belge	Chanter la vie		Gourmande	Journal Suisse
TVA	6h00 Salut, bonjour!		"Danger public" (Com,'91) Danny Glover, Martin Short.				Maman Dion Invité(es): France Castel.		Évangélisation 2000	Boutique TVA		Infopublicité	Infopublicité	Week-end financier	Magie sur glace Championnat du monde enregistré à Washington. 2/2			

	17h00	17h30	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	24h00	24h30	01h00	01h30
SRC	15h00"Forrest Gump"	4 et demi...	Téléjournal	Découverte		Canada: Histoire				Les décodeurs	Téléjournal	Nouvelles sports /.55 "Shandurai" (Dra,'98) David Thewlis, Claudio Santamaria.				40 Fin de la programmation		
RDI	5 sur 5		Le Journal RDI	Maisonneuve	Zone libre		Téléjournal	Culture-Choc	Maisonneuve	Second regard	Enjeux		Téléjournal	La Facture	Zone libre		Téléjournal	Accent franco.
TV5	Chroniques d'en haut	Farafina	Journal de France	Vivement dimanche!			Vivement dimanche..	Campus Émission culturelle présentée par Guillaume Durand.			05 Journal Belge	Écrans du monde	Sébastien, c'est show Rires et chansons sont au rendez-vous avec Patrick Sébastien.				Le soir 3/ 15 Clips	Rêves en Afrique
TVA	Le TVA 18 Heures	Un Monde de fous	Les forges du désert "En coulisses"		"L'éveil" Un neurologue parvient à réveiller un patient enfermé. (Psy,'90) Robert De Niro, Robin Williams.					45 Le TVA	.10 Le TVA, sports	Loteries / 35 Infopublicité				35 Le canal nouvelles		

Gens d'ici

L'homme derrière les projets

Mylène CRÊTE

La Corporation de développement communautaire (CDC) de Saint-Claude et le Réseau communautaire comptent un nouvel employé parmi leurs rangs. Il s'agit de Maurice Hince qui est devenu agent pour les deux organismes le 12 novembre.

« Les membres de la CDC m'ont approché pour savoir si je voulais tenter ma chance et je me suis donné quelques mois pour y penser », raconte Maurice Hince. Le résidant de Saint-Claude travaillait alors en tant que préposé à la pasteurisation pour l'usine Parmalat qui produit du beurre et du lait en poudre. Il était connu dans la communauté francophone en tant que président du comité de parent de l'école Gilbert-Rosset. Maurice Hince a abandonné ce poste, qu'il occupait depuis 1993, à la suite de sa nouvelle nomination.

« Je crois beaucoup en ma communauté et je trouve important que quelqu'un soit mandaté pour faire avancer les dossiers de développement », souligne-t-il. Ce dernier doit, en effet, créer des liens entre les différents organismes du village afin de faciliter l'aboutissement de leurs projets. Par exemple, lorsque le Village achète un terrain, il a le devoir de consulter tous les groupes susceptibles d'utiliser le lopin afin de savoir ce qu'ils voudraient en faire.



Maurice Hince.

Maurice Hince s'affaire également à trouver l'argent nécessaire aux projets. Il a la responsabilité d'établir un plan d'action selon les priorités du village. « Les volets communautaire et économique ne se dissocient », constate-t-il.

Les rencontres avec les artisans du Réseau communautaire et les agents du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) sont fréquentes. À chaque trimestre, Maurice Hince doit également expliquer au comité régional où en est rendu le plan de développement du village.

Le réaménagement du nouveau terrain du Village en un endroit pour faire du camping et jouer au soccer, à la balle ainsi qu'au tennis fait partie des projets qu'il entend développer au cours des prochaines semaines. Maurice Hince travaille également à faire avancer les modalités entourant la construction d'un centre civique qui abriterait les bureaux du Village, un centre d'archives et la bibliothèque.

CAISSE SAINT-BONIFACE

Maintenant ouverte

En construction depuis plusieurs mois, les bureaux de Saint-Vital constituent une nouvelle étape franchie pour la caisse francophone.

Mylène CRÊTE

La succursale de la Caisse Saint-Boniface à Saint-Vital est devenue réalité depuis le 7 janvier. L'établissement, qui a été ouvert sans grande pompe, offre un service complet à ses membres dans des espaces neufs. Le guichet pour service à l'automobile fonctionne depuis le 20 décembre. (1)

Une enseigne disposée dans le stationnement de la nouvelle caisse indique qu'elle est entrée en fonction. Cependant aucune cérémonie d'ouverture officielle n'est envisagée avant la saison chaude. La Caisse Saint-Boniface tente de se faire discrète à cause de l'accueil plutôt froid que lui ont réservé certains résidants. Le projet aurait dû être terminé trois mois plus tôt, mais l'opposition de gens du voisinage qui ne désiraient pas l'apparition d'un nouveau commerce l'a retardé.

La Caisse Saint-Boniface a mis le paquet pour plaire aux 17 000 francophones qui habitent le quartier. Deux guichets automatiques, dont celui pour les automobiles, sont disponibles. Les membres de la coopérative à la fine pointe de la technologie pourront également vérifier leurs transactions sur place Internet au moyen d'un ordinateur mis à leur disposition ou simplement par téléphone. À l'opposé de la pièce, une aire de jeu pour les enfants a été installée afin de les occuper lorsque leurs parents discutent avec les conseillères.

« Saint-Vital est un quartier où plusieurs jeunes familles sont venues s'établir, remarque le directeur général de la Caisse Saint-Boniface, Michel Audette. Nous voulons qu'elles se sentent à l'aise lorsqu'elles font affaire avec nous. »

Trois conseillères de finances personnelles sont à la disposition des membres de la caisse. Plus spécialisées que des caissières, elles peuvent faire toutes les transactions possibles allant de l'ouverture d'un compte à la vente de fonds mutuels. Un agent de développement d'affaires, qui ira servir les gens jusque dans leur maison, s'occupe des prêts hypothécaires et de tous les services qui touchent le secteur commercial.



photo: Mylène Crête

Michel Audette devant le guichet de service à l'automobile de la Caisse Saint-Boniface située à Saint-Vital.

La Caisse Saint-Boniface a dépensé beaucoup d'argent pour ouvrir la succursale de Saint-Vital, mais elle sait que ses services sont en demande dans le quartier. Son guichet automobile profitera aux 20 000 voitures qui circulent sur la rue Dakota chaque jour. « Nous avons encore du travail à faire, note Michel Audette. Il nous faut une bonne visibilité pour que les gens sachent que nous sommes là. »

Le directeur général ne semble toutefois pas inquiet. « La succursale aurait dû être implantée bien avant, lors de la construction du quartier, souligne-t-il. Ça faisait dix ans que l'on en parlait. » La Caisse Saint-Boniface du boulevard Provencher compte déjà 1 000 membres qui habitent à Saint-Vital que la nouvelle succursale recueillera.

(1) La nouvelle Caisse Saint-Boniface est située au 875, rue Dakota à l'angle de la rue Meadowood.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le salaire de misère

Le salaire minimum au Manitoba fera bientôt l'objet d'une augmentation. Différentes recommandations ont été faites à la ministre provinciale du Travail et de l'Immigration à propos desquelles La Liberté a recueilli quelques réactions.

Mohammed CHOALI

La ministre du Travail et de l'Immigration, Becky Barrett, a annoncé, le 28 décembre, que le salaire minimum augmentera de 0,25 $ à partir du 1er avril 2002 pour atteindre le taux de 6,25 $ de l'heure.

Antérieurement à cette décision un conseil consultatif avait été constitué à ce sujet. Composé d'un président et de représentants en nombre égal des employeurs et des employés, celui-ci avait pour mandat d'apporter des recommandations à propos de l'augmentation du salaire minimum, de son indexation à un indicateur économique ainsi que des catégories d'exemptions à prévoir.

Le Conseil a suggéré plus d'une vingtaine de recommandations notamment un taux de 6,75 $ de l'heure à compter d'avril 2002 qui passera à 7 $ de l'heure en octobre 2002. Après cette date, c'est le revenu minimal de Statistique Canada qui serait adopté pour la fixation ultérieure du salaire minimum. De plus, les agriculteurs seraient eux aussi soumis à cette législation.

Quant aux représentants des employeurs, ils ont préconisé une augmentation du salaire minimum à 7 $ si les autres catégories de salariés tels que ceux qui ont moins de 18 ans, qui reçoivent des pourboires ou qui n'ont pas plus de trois mois d'ancienneté restent en dehors de la législation. En outre, ils ont proposé de conduire des consultations plus poussées pour déterminer les modalités de l'indexation du taux du salaire minimum et son application aux agriculteurs.

Les représentants des employés ont demandé, quant à eux, un salaire minimum de 6,75 $ de l'heure applicable à partir du mois de mars 2002 et une augmentation à 7,25 $ de l'heure à compter du mois d'octobre 2002. De même, ils ont proposé que la formule du revenu minimal de Statistique Canada soit adoptée comme méthode d'indexation dès le mois de mars 2003 tout en incluant les autres catégories de salariés y compris les agriculteurs permanents ou saisonniers

Sans aller jusqu'à accepter le taux de salaire minimum proposé par les employés, Mme Barrett a fait sienne leur recommandation consistant à s'opposer à l'instauration de deux niveaux de salaire minimum avec un taux plus bas pour certaines catégories de travailleurs.

Au plan de l'agriculture, la mise en place du salaire minimum est loin de poser un quelconque problème. Le secteur étant largement mécanisé, la main d'œuvre y est proportionnellement réduite en plus d'être de plus en plus spécialisée. « C'est une mesure qui n'a pratiquement pas d'impact car le coût de la main d'œuvre ne dépasse pas les 15 % du coût de la production », fait remarquer l'agronome de la Commission canadienne du blé, Rhéal Cénérini. Et dans les secteurs où l'on utilise beaucoup de travail manuel comme les porcheries ou les fermes horticoles, les retombées de l'application du salaire minimum ne seraient pas significatives. « La quasi-totalité des ouvriers touche plus que ce niveau de salaire actuellement et une augmentation à 7 % n'affecterait aucunement la santé de nos fermes », ajoute le comptable des fermes Vielfaure, Henri Bouchard.

Au plan du secteur de l'industrie, l'augmentation du salaire minimum s'impose parce que son niveau actuel ne permet pas de vivre décemment. « Il est incompréhensible que des employeurs continuent à donner 6, 25 $ l'heure à leurs ouvriers, fait observer, l'entrepreneur et directeur de AFM Mechanical Services Ltd. Daniel Boissonneault. De nos jours on parle de l'exploitation des enfants dans des pays asiatiques ou africains et on accepte que chez nous des gens touchent un salaire de misère. »


photo: Mylène Crête

Daniel Boissonneault : « De nos jours on parle de l'exploitation des enfants dans des pays asiatiques ou africains et on accepte que chez nous des gens touchent un salaire de misère. »

Les étudiants, quant à eux, ont rejeté en bloc l'augmentation, estimant plutôt que la question du salaire minimum doit être reliée à une échelle de niveau de vie ou indexée au taux de l'inflation et non dépendante des échéances électorales. « Nous avons été très déçus par les 0,25 $ d'augmentation qui seront appliqués au salaire minimum à compter du 1er avril 2002, remarque l'organisatrice de la Fédération canadienne des étudiants, Elisabeth Carlyle. Qu'est ce que cela va représenter dans la poche d'un étudiant qui a une famille et ne travaille qu'à temps partiel? Un maximum de 10 $ par semaine! C'est une misère. »

La pêche prend de l'essor

La production d'engrais à partir du poisson pourrait donner un bon coup de pouce à l'économie de Saint-Laurent, une communauté qui cherche à diversifier son portefeuille.

Daniel BAHUAUD

La communauté franco-métisse de Saint-Laurent pourrait bien accueillir, dès l'an 2003, une usine de transformation du poisson qui produirait de l'engrais, des produits pharmaceutiques et de la nourriture pour animaux domestiques.

C'est ce qu'espèrent la Manitoba Métis Federation (MMF), le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDM) et les résidants du village, qui embaucheront en février un consultant chargé d'étudier la faisabilité de leur projet.

L'idée d'une usine de transformation du poisson est née il y a quatre ans, alors que les pêcheurs de la région se demandaient comment diversifier l'économie de leur patelin. La MMF a tenu par la suite plusieurs rencontres avec les pêcheurs de Saint-Laurent. Elle finance le projet qui pourrait coûter quelque 250 000 $. La fédération veillera avec le CDEM à l'embauche d'un consultant à temps plein, qui aura 12 mois pour compléter ses recherches et déposer son rapport final. C'est, en effet, la première collaboration entre le CDEM et l'organisme métis.

« Je crois passionnément en ce projet et en notre nouvelle relation avec le CDEM, souligne le président de la MMF, David Chartrand. Et bien qu'une grande partie dépendra du rapport du consultant ainsi que de l'opinion de la Commission provinciale de la pêche d'eau douce, qui dresse les quotas de pêche au Manitoba, je suis très optimiste. La pêche est d'importance capitale pour Saint-Laurent, car son économie doit être diversifiée si elle veut s'épanouir. »

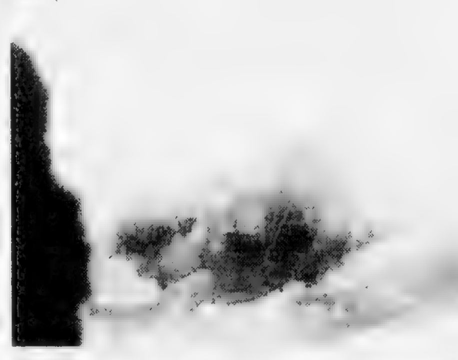
En effet, les pêcheurs dépendent présentement du doré et la perche. Par contre, leurs filets attrapent quantité de poissons secondaires, notamment le mulet gris et la barbotte.

« C'est une ressource qui, à l'heure actuelle, est gaspillée, même s'il s'agit des trois quarts de la prise des pêcheurs, remarque David Chartrand. Notre projet rendrait payant ce qui est perçu comme un encombrement ou pire encore, un déchet. »

Le président de la Corporation de développement communautaire de Saint-Laurent, Louis Allain, abonde dans le même sens. « L'usine de transformation créerait de l'emploi, affirme-t-il, et non seulement à Saint-Laurent, puisqu'elle serait suffisamment petite pour être mobile. L'hiver, l'usine serait située à Saint-Laurent. L'été, elle se rendrait aux endroits le long du lac Winnipeg où la pêche commerciale se poursuit pendant la saison estivale.

« L'usine apporterait aussi des revenus intéressants dans les domaines de l'engrais et des produits pharmaceutiques, poursuit-il. Nous pourrions également produire de la nourriture pour les chats et les chiens. Tout au moins, le projet permettrait aux pêcheurs de payer pour leur carburant lorsqu'ils s'aventurent sur le lac Manitoba en bombardier. »

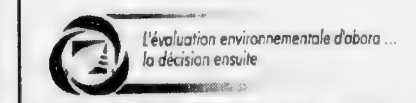




Archives La Liberté

Les pêcheurs de Saint-Laurent dépendent du doré et la perche. Par contre, leurs filets attrapent quantité de mulets gris et de barbottes.





Saint-Boniface

Une approche proactive

La Zone d'amélioration commerciale de Saint-Boniface préfère consulter ses membres et installer des panneaux pour attirer la clientèle plutôt que de laisser passivement aller les choses.

Daniel BAHUAUD

La Zone d'amélioration commerciale de Saint-Boniface (ZAC) consulte depuis le 7 décembre ses entrepreneurs membres afin d'établir ses priorités concernant l'aménagement du quartier.

Le président du comité de l'aménagement des rues de la ZAC, Russ Malkoske, estime que la démarche, qui devrait se terminer en janvier, pourrait grandement avantager son organisme, surtout lorsque la Ville de Winnipeg octroie des fonds à la ZAC. « Nous avons entendu dans les coulisses que la Ville pourrait bel et bien rendre disponible de l'argent pour l'aménagement des rues, souligne-t-il. J'estime qu'il faut être bien préparé; si nous n'avons aucun plan, nous courons la chance d'être ignorés par la Ville. Il faut être proactif. »

Surtout lorsque la construction du nouveau pont rend difficile l'accès aux entreprises du boulevard Provencher. Rus Malkoske n'est pas sans savoir que les retombées économiques ont été désastreuses pour certains membres de la ZAC.

« Je succède à Mary Ann Shore, qui s'est vu obligée de fermer les portes de son commerce, le Lazy Dog Café, remarque-t-il. Compte tenu de ses préoccupations, elle ne pouvait plus occuper ses fonctions comme présidente du comité de l'aménagement des rues. C'est à cause de telles situations qu'il nous faut nous prendre en main. Je suis très satisfait, par exemple, des panneaux installés par la ZAC à l'extrémité Est du boulevard Provencher et sur le bout Ouest du pont. Le message, qu'il y a quantité de commerces qui sont toujours à la disponibilité du public, vaut la peine d'être avancé. Et ça marche. Selon plusieurs membres de la ZAC, l'impact des panneaux se fait sentir. »



photo: Daniel Bahuaud

Les nouveaux panneaux installés par la Zone d'amélioration commerciale de Saint-Boniface. Un impact positif sur le commerce.

La Régie des services publics

AVIS DE DEMANDE DE CENTRA GAS MANITOBA INC.

DEMANDEUR :

CENTRA GAS MANITOBA INC.

DEMANDE :

MODIFICATION DU TARIF DU GAZ D'INVENTAIRE À COMPTER DU 1er FÉVRIER 2002

Conformément à la *Loi sur la Régie des services publics*, Centra Gas Manitoba Inc. (« Centra ») a soumis une demande à la Régie des services publics du Manitoba (la « Régie ») afin que soient approuvés ses tarifs de vente provisoires à la suite d'une modification du coût du gaz d'inventaire. Les tarifs de vente provisoires du gaz d'inventaire proposés doivent entrer en vigueur le 1er février 2002 et le demeurer jusqu'à ce qu'ils soient confirmés ou modifiés par une ordonnance subséquente de la Régie.

Les tarifs de vente provisoires du gaz d'inventaire dont Centra demande l'approbation sont calculés conformément à la méthodologie d'établissement des tarifs (MET) approuvée en vertu des ordonnances nos 55/00 et 99/01 de la Régie. Le dernier tarif du gaz d'inventaire de Centra a été approuvé en vertu de l'ordonnance n° 170/01. Il est entré en vigueur le 1er novembre 2001 pour s'établir à 0,1550 $/m^3 (y compris un coût structurel de 4,17 $/GJ pour le gaz d'inventaire acheté aux fournisseurs de l'Ouest canadien). En raison d'une légère augmentation du prix du gaz naturel, Centra propose d'accroître le tarif de vente du gaz d'inventaire à 0,1621 $/m^3 (y compris un coût structurel de 4,40 $/GJ pour le gaz d'inventaire acheté aux fournisseurs de l'Ouest canadien).

Si la demande de Centra est approuvée par la Régie, les nouveaux tarifs de vente provisoires du gaz d'inventaire auront les incidences suivantes sur la facture annuelle de gaz naturel des diverses catégories d'abonnés :

- augmentation d'environ 1,9 % à 2,1 % pour les abonnés résidentiels;
- augmentation d'environ 1,9 % à 2,4 % pour les abonnés du service général de grande puissance;
- augmentation d'environ 2,4 % à 2,6 % pour les abonnés du service ininterrompu à volume élevé;
- augmentation d'environ 2,6 % à 2,9 % pour les abonnés du service de ligne principale;
- augmentation d'environ 2,5 % à 2,6 % pour les abonnés du service interruptible.

Par exemple, la facture d'un abonné résidentiel type qui consomme 113 000 pi^3 (3 201 m^3) de gaz naturel par année augmentera d'environ 1,9 % ou 22 $ par année.

Le processus d'établissement du tarif du gaz d'inventaire qui a été approuvé en vertu de l'ordonnance n° 55/00 permet à Centra de mettre à jour le coût prévisionnel du gaz d'inventaire provenant des fournisseurs de l'Ouest canadien dix jours avant l'entrée en vigueur des tarifs proposés. Selon les données mises à jour, les tarifs de vente du gaz d'inventaire approuvés par la Régie et les incidences sur la facture annuelle des abonnés indiquées ci-dessus pourront être modifiés.

MODIFICATION DE LA DEMANDE :

La Régie peut délivrer une ordonnance au sujet de toute demande qui lui est soumise et répondre à cette dernière en totalité ou en partie. Elle peut ajouter des conditions à la demande ou les modifier, d'une manière complète et sous tous leurs aspects, comme si la demande originale comprenait de tels ajouts ou modifications

GÉNÉRALITÉS :

La facture de gaz naturel des abonnés comprend six éléments de coût : tarif du gaz d'inventaire, tarif de recouvrement des frais de gaz d'inventaire reportés, tarif du gaz de réserve, frais de transport jusqu'à Centra, frais de distribution aux abonnés et redevance mensuelle de base. La présente demande ne vise que le tarif du gaz d'inventaire. Ce dernier est l'élément de la facture de l'abonné qui vise le gaz naturel fourni par des producteurs de l'Ouest canadien à la frontière de l'Alberta. La MET permet de rajuster sur une base trimestrielle l'élément du gaz d'inventaire de la structure tarifaire de Centra comme suit :

- 100 % de la différence entre le prix à terme de 12 mois du gaz naturel, mis à jour et pondéré pour le coût du gaz entreposé, et le tarif établi pour le trimestre précédent; et
- un tarif supplémentaire pour combler le solde du compte d'écarts sur les achats de gaz d'inventaire pour le gaz qui sera consommé au cours des 12 prochains mois.

Le processus d'établissement du tarif du gaz d'inventaire qui a été approuvé en vertu de l'ordonnance n° 55/00 permet à Centra de soumettre une demande avant ou pendant la première semaine du mois qui précède le début de chaque trimestre de facturation de gaz (1er février, 1er mai, 1er août et 1er novembre) et de publier un avis public au cours de la première et de la deuxième semaine du mois. Centra demande à la Régie d'approuver les tarifs de vente provisoires avant le début du prochain trimestre de facturation de gaz.

Le processus d'établissement des tarifs prévoit aussi la réception par la Régie des commentaires de la population au sujet de la demande. Après un examen de la demande et des commentaires reçus des parties intéressées, la Régie décidera s'il est nécessaire de convoquer une audience publique.

La Régie procédera à un examen final des rajustements trimestriels du tarif du gaz d'inventaire et des rajustements du compte d'écarts sur les achats de gaz d'inventaire dans le cadre de son processus annuel d'audience publique.

DÉPÔT DE LA DEMANDE :

Conformément au processus expliqué ci-dessus, Centra a soumis une demande à la Régie le 12 décembre 2001. Quiconque souhaite obtenir un exemplaire des documents soumis à la Régie peut communiquer avec la personne suivante :

Marla D. Murphy
Manitoba Hydro
820, avenue Taylor, 3e étage
Winnipeg (MB) R3C 2P4

Téléphone : (204) 474-3468
Télécopieur : (204) 474-4947

Les personnes intéressées pourront aussi examiner la demande de Centra, ainsi que les documents d'appui, en se présentant au bureau de la Régie.

PARTICIPATION :

Quiconque souhaite offrir des commentaires écrits sur la demande de Centra portant sur la modification de son tarif actuel du gaz d'inventaire devrait faire parvenir ses commentaires à la Régie au plus tard le 18 janvier 2002 et à l'adresse suivante :

H. M. Singh, secrétaire par intérim
Régie des services publics du Manitoba
330, avenue Portage, bureau 400
Winnipeg (MB) R3C 0C4
Téléphone : (204) 945-2638
Appels sans frais : 1 866 854-3698
Télécopieur : (204) 945-2643
Adresse électronique : publicutilities@gov.mb.ca

FAIT le 13 décembre 2001.

Le secrétaire par intérim de la Régie des services publics,

H. M. Singh



Donner cinq jours de préavis



Accessible aux fauteuils roulants.

bureau 400
330, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0C4



Un statut marginal

Face au laxisme des pouvoirs publics, les organismes représentatifs des aînés francophones se démènent pour lutter contre la discrimination à l'égard des personnes âgées.

Mohammed CHOALI

Mourir, cela n'est rien, mais vieillir… dit ironiquement la chanson. Certaines personnes aînées ne le savent que très bien en raison des multiples discriminations dont elles font l'objet. « Le vécu des aînés est jalonné d'injustices et leur statut dans le pays est foncièrement marginalisé », précise d'emblée le président de l'Assemblée des aînées et aînés francophones du Canada (AAFC), René Toupin.

Un sondage qui a été récemment réalisé dans tout le Canada par l'AAFC révèle que 26 % des personnes sondées ont affirmé connaître des aînées et aînés qui ont été victimes de situations d'abus, d'exploitation ou de violence. 5 % des personnes aînées interrogées ont déclaré avoir été extorquées de certains de leurs biens et 8 % étaient forcées de céder leur argent. Des chiffres qui traduisent un malaise social où la situation d'abus et d'exploitation, de mauvais traitement et même de violence physique sont des réalités bien présentes.

En outre, au niveau de la santé, partout au pays, on remarque un manque criant de services en français. Dans un domaine aussi crucial, on est loin de la qualité de vie quand une personne aînée doit communiquer avec son médecin par l'entremise d'un interprète étranger à propos de ses problèmes de santé, ce qu'il y a de plus personnel.

« Si le vieillissement est inévitable, il ne doit pas être traité comme un problème, affirme René Toupin. Il doit être considéré comme une étape normale dans la dynamique de l'évolution d'une vie. De la sorte, il sera possible d'avoir à son égard une attitude positive, non discriminatoire. Les personnes aînées seront alors jugées d'après leurs compétences et non d'après leur âge. Elles seront reconnues et respectées. »

Face à ce quotidien truffé de difficultés, les organismes représentatifs des intérêts des aînés essayent d'apporter des solutions adéquates. Seulement, ces solutions d'ordre local manquent d'envergure. Il n'existe par exemple aucun programme spécifique à caractère national destiné aux aînés comme c'est le cas pour les jeunes ou les autochtones. L'AAFC a même de la difficulté à assurer sa reconnaissance auprès de certaines autorités fédérales concernées. En effet, le comité de gestion de l'Entente Canada-communautés ne semble pas comprendre l'urgence du besoin d'un fonctionnement de base pour administrer le bureau national de l'assemblée. « En 2000-2001, l'AAFC n'a reçu que 80 229 $ alors que sept organismes sur 21 ont reçu 73 % des fonds alloués par Patrimoine canadien pour la programmation annuelle 2001-2002 sachant que nous sommes la seule voix francophone des personnes aînées sur le plan national. Si ce n'est pas ça la discrimination, je me demande ce que ça peut être?! », s'interroge avec amertume René Toupin.



photo : Mohammed Choali

René Toupin : « Le vécu des aînés est jalonné d'injustices et leur statut dans le pays est foncièrement marginalisé.»

À l'égard de ce laxisme des pouvoirs publics, le président de la fédération des aînés franco-manitobains, Louis Bernardin estime qu'il faut s'ingénier et rechercher les solutions en comptant sur ses propres forces. « Il faut s'organiser autrement et partir de l'idée que les personnes aînées représentent une force politique capable d'agir pour changer les choses, dit-il. On ne doit pas se sentir inférieurs en raison de notre âge. Il faut cesser d'être des victimes consentantes ».

La Division scolaire franco-manitobaine nº 49
Apprendre et grandir ensemble

ENSEIGNANT.E

La Division scolaire franco-manitobaine nº 49 est à la recherche de candidat.e.s pour combler le poste suivant à **l'École Pointe-des-Chênes** :

Enseignant.e • 5e année

Contrat temporaire à 100 %

L'entrée en fonction se fera le 1er mars 2002. Ce contrat temporaire prendra fin le 28 juin 2002.

Les qualités requises :

- posséder un brevet d'enseignement au Manitoba;
- bonnes habiletés de communication en français et en anglais (oral et écrit);
- capacité de travailler en équipe;
- l'expérience au niveau intermédiaire serait un atout.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à la direction de l'école **avant 16 h le vendredi 18 janvier 2002** :



Monsieur Raynald Dupuis
Directeur
École Pointe-des-Chênes
90, chemin Arena
Sainte-Anne (Manitoba)
R5H 1G6

Téléphone : (204) 422-5505 **Télécopieur : (204) 422-9934**

233-ALLÔ
Service à la clientèle pendant le Festival du Voyageur
(du 8 au 17 février 2002)

Le Centre de ressources communautaire (CRC) est à la recherche de personnes désirant travailler pour le CRC pendant le Festival du Voyageur. Les tâches consistent à répondre aux appels et aux demandes au sujet des programmes et des activités se déroulant pendant cette fête hivernale. Les personnes intéressées devront avoir une bonne connaissance du français et de l'anglais ainsi qu'une bonne connaissance de la communauté francophone du Manitoba.

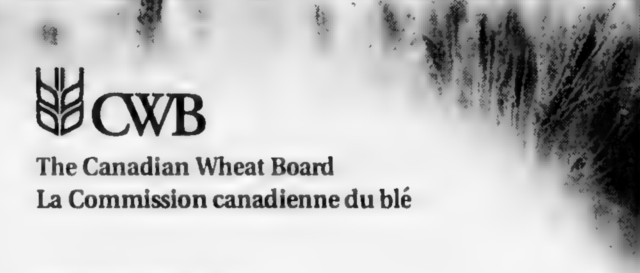
Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre de présentation, au CRC avant le 18 janvier 2002.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Daniel St Vincent au Centre de ressources communautaire en composant le 233-ALLÔ(2556) ou, de l'extérieur de Winnipeg, au 1-800-665-4443.

De génération en génération



Société franco-manitobaine
Daniel St Vincent, Coordonnateur de projets
383, boulevard Provencher, pièce 215, Saint-Boniface (MB) R2H 0G9
(204) 233-4915 ou 1-800-665-4443
dstvincent@sfm-mb.ca



The Canadian Wheat Board
La Commission canadienne du blé

Avocat-conseil

Concours #02-01A

La Commission canadienne du blé a pour mandat de commercialiser l'orge et le blé des producteurs de l'Ouest canadien. Notre vision consiste à créer pour le compte des agriculteurs des Prairies une valeur ajoutée en faisant preuve de créativité et d'innovation dans le cadre des échanges de céréales dans le monde. Avec des revenus annuels variant entre 4 et 6 milliards de dollars canadiens, nous sommes l'un des principaux exportateurs au Canada et l'une des plus importantes agences de commercialisation de céréales au monde.

Rapportant à l'avocat général, le/la titulaire aura pour tâche de fournir des avis juridiques et d'engager sur un large registre tous recours judiciaires appropriés. La CCB est un acteur principal des échanges de céréales dans le monde et un acteur à part entière de l'industrie céréalière au Canada. Les champs d'activité de l'avocat-conseil sont par conséquent multiples et recouvrent notamment les finances, le commerce électronique, les droits et brevets de propriété intellectuelle, l'analyse et la formulation de contrats commerciaux, diverses tâches en droit commercial relatives aux diverses activités de l'entreprise, l'interprétation des lois et règlements, le droit maritime et le droit des transports, le droit du travail et le droit commercial international.

Les candidats devront disposer d'un baccalauréat en droit (LLB) et être affiliés à une Société du barreau. Les candidats devront justifier d'un minimum de 4-5 ans d'expérience. Cette opportunité intéressera les individus ambitieux qui auront fait preuve d'un sens exceptionnel du leadership et d'excellentes aptitudes à la communication et au travail en équipe. Ceux et celles qui auraient de l'expérience en gestion/direction ou des connaissances de la CCB, de l'industrie céréalière ou de l'agriculture dans le monde disposeront certainement d'atouts supplémentaires. L'anglais est la langue de travail.

Nous offrons un environnement où le développement professionnel est un principe et où vie personnelle et vie au travail sont équilibrées. Les employés bénéficient d'excellentes conditions de travail, d'un salaire concurrentiel et de nombreux avantages sociaux. Les personnes intéressées sont invitées à soumettre leur curriculum vitae portant le numéro du concours, leur attente salariale et leurs références **avant vendredi 18 janvier 2002 à:**

Ressources humaines
La Commission canadienne du blé
C.P. 816. Station Main
423, rue Main
Winnipeg, Manitoba R3C 2P5
Télécopieur: (204) 983-1209
E-mail: HRmailbox@cwb.ca
Visitez notre site web: **www.cwb.ca**

Nous remercions tous les candidats qui soumettront une candidature. Toutefois, seuls les candidats retenus seront contactés.

notre personnel : une force vive

Nous souscrivons au principe de l'égalité d'accès à l'emploi.



South Eastman Health/Santé Sud-Est Inc.

INFIRMIER(IÈRE)S AUTOSIRÉ(E)S / INFIRMIER(IÈRE) AUXILIAIRE

Postes temps plein et temps partiel

Bethesda Hospital / Bethesda Place Steinbach
Hôpital Ste. Anne Hospital (Sainte-Anne)
DeSalaberry - Centre Médico Social (Saint-Pierre)
Foyer de soins personnels (Vita)

South Eastman Health/Santé Sud-Est Inc., est un Office régional de la santé constitué en corporation dont la responsabilité est de planifier, coordonner et dispenser un continuum complet de services de santé à environ 53 000 résidants d'une région rurale multiculturelle du Manitoba. Le siège social de l'ORS est situé à La Broquerie.

Les infirmières et infirmiers autorisés se rapportent directement au directeur(trice) de l'établissement et travaillent dans les services d'obstétrique, chirurgie, soins palliatifs, soins actifs et d'urgence. Les postes d'infirmières et infirmiers autorisés sont situé à Bethesda, Sainte-Anne et DeSalaberry.

Qualifications requises pour Infirmier(ière) autorisé(e) :

- membre en règle de la CRNM;
- Fetal Monitoring / Neonatal Resuscitation;
- certificat valide en réanimation cardio-respiratoire (ACLS) exigé;
- surveillance prénatale et cours de réanimation cardio-respiratoire;
- expérience dans les domaines de soins cliniques et soins actifs;
- certificat valide en soins immédiats et en réanimation cardio-respiratoire (BCLS).

Qualifications requises pour Infirmier(ière) Auxiliaire :

- membre en règle de la CLPNM;
- Fetal Monitoring / Neonatal Resuscitation;
- expérience en soins gériatriques;
- certificat valide en soins immédiats et en réanimation cardio-respiratoire (BCLS).

Faire parvenir votre demande d'emploi à :

Madame Cheryl LeBleu
Coordonnatrice des ressources humaines
C.P. 470
La Broquerie (Manitoba)
R0A 0W0
Télécopieur : 1 (204) 424-5888
Courriel : dpattyn@sehealth.mb.ca





POSTE DE SERVICE À LA CLIENTÈLE : REPRÉSENTANT.E D'ASSURANCE BILINGUE, TEMPS PLEIN

HED (« Hayhurst Elias Dudek ») Insurance Group, un fournisseur de services de courtage en régimes d'assurance habitation, maladie et dentaire, de même qu'en assurance maladie d'animaux domestiques pour des clients à travers le Canada, est à la recherche d'un.e **représentante d'assurance** bilingue qui voudrait se joindre à notre équipe professionnelle et spécialisée en assurance, au sein de notre division Pet Plan Insurance à notre centre Pet Plan Service, situé à Winnipeg.

Toute personne qualifiée devrait posséder d'excellentes compétences professionnelles en relation avec la clientèle, telles qu'acquises à travers :

- une expérience préalable en centre d'appels ou expérience de travail préalable dans une pratique vétérinaire;
- une expérience de travail préalable en pratiques efficaces de ventes et de service;
- une habileté à répondre aux questions de la clientèle de manière proactive, à l'intérieur d'un horaire flexible de 35 heures par semaine, les heures du centre de service étant réparties comme suit : lundi à jeudi, de 8 h à 20 h; vendredi, de 8 h à 18 h; samedi, de 9 h à 17 h.

La maîtrise de l'anglais et du français, à l'oral et à l'écrit, est essentielle. Parmi nos avantages, nous offrons une rémunération concurrentielle qui comprend un plan de pension avec participation aux bénéfices et des possibilités de mobilité. Les candidat.e.s devraient soumettre leur curriculum vitae, en indiquant leurs attentes salariales, aux soins de :

HED Insurance Group
Direction des ressources humaines
777, avenue Portage
Winnipeg (MB) R3G 0N3
courriel : skorman@hedinc.com
télécopieur : 204-957-0678
www.hedinc.com
www.petplan.com

Nous ne communiquerons qu'avec les personnes qui auront été retenues pour entrevue.

OFFRE D'EMPLOI

Le Conseil d'administration de



est à la recherche d'un.e

Directeur(trice) général(e)

Francofonds est une fondation communautaire qui a comme mission de promouvoir et appuyer le développement de la communauté francophone du Manitoba

Responsabilités :

- responsable, sous la direction du Conseil d'administration, de la gestion du personnel, des programmes et des budgets.
- responsable des activités de prélèvement de fonds.
- prépare les demandes de subventions
- coordonne la distribution des bourses et des subventions

Qualifications requises :

- bonne connaissance de la communauté francophone du Manitoba
- bonne communication orale et écrite en français;
- esprit de leadership, d'initiative et de créativité.
- compétences en administration et en gestion.
- connaissances en informatique
- bonnes habiletés de communication et entregent
- expérience dans le domaine du prélèvement de fonds/du marketing ou toute autre combinaison de formation et d'expérience jugée équivalente.

Entrée en fonction : mars 2002

Salaire : selon les qualifications et l'expérience

Prière d'adresser votre curriculum vitae, avec la mention «Confidentiel», d'ici **le 8 février 2002** à :

Madame Michelle Smith, présidente
Conseil d'administration de Francofonds
340, boul. Provencher, pièce 204
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G7

Manitoba

ASSISTANT OU ASSISTANTE DE RESSOURCES — HS1, Poste à durée déterminée expirant le 22 mars 2002, Services à la famille et Logement Manitoba, Opérations régionales, région de Winnipeg, Winnipeg. Numéro de l'annonce : 7247. Échelle de salaire de 30 507 $ à 36 143 $. Extension de la date de clôture : le 23 janvier 2002

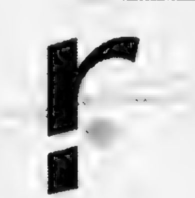
Qualités requises : La personne choisie possèdera un diplôme ou un certificat dans le domaine des services sociaux et de l'expérience dans la prestation de services aux familles qui élèvent un enfant handicapé ou ayant des besoins spéciaux, ou une combinaison équivalente de formation et d'expérience. Elle possèdera beaucoup d'entregent, ainsi des compétences démontrées en communication et en organisation. Elle saura respecter la nature confidentielle du travail et possèdera des compétences informatiques. Elle aura également un permis de conduire valide et un véhicule qui sera utilisé dans l'exercice de ses fonctions. La personne choisie fera l'objet d'une vérification du casier judiciaire, d'un relevé des mauvais traitements et d'un relevé des contacts antérieurs, et doit être bilingue (Francais et Anglais).

Fonctions : Relevant du superviseur du programme, la personne choisie offrira, directement et indirectement, une variété de services de soutien aux enfants admissibles et à leurs familles, dans le cadre du mandat des Services spéciaux aux enfants.

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous les informons que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

Présentez votre demande par écrit à l'adresse suivante : Services à la famille et Logement Manitoba, Gestion des ressources humaines, 300, rue Carlton, bureau 4089, Winnipeg (Manitoba), R3B 3M9, Télécopieur : (204) 945-0601

Nous tenons compte de l'équité en matière d'emploi au cours du processus de sélection. Nous demandons aux candidats et aux candidates d'indiquer dans leur lettre d'accompagnement ou leur curriculum vitae s'ils appartiennent à l'un des groupes suivants : femmes, autochtones, minorités visibles et personnes handicapées.



RCCFC
RÉSEAU DES CÉGEPS ET DES COLLÈGES FRANCOPHONES DU CANADA

DIRECTRICE OU DIRECTEUR GÉNÉRAL(E)

*__Le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC)__, créé en 1995 et regroupant 50 cégeps, collèges et associations d'éducation postsecondaire répartis sur l'ensemble du territoire canadien, a pour mission d'établir un véritable partenariat entre les établissements d'enseignement collégial francophone du Canada. Il constitue un réseau d'entraide, de promotion et d'échanges lié au développement de l'enseignement collégial en français au Canada, tout en favorisant l'utilisation des technologies de l'information et des communications. Le **RCCFC** est géré par un conseil d'administration élu pur et parmi les membres lors de l'assemblée générale annuelle.*

*Le travail du **RCCFC** auprès de ses membres se fait par la diffusion de bulletins d'information, l'encadrement de projets de collaboration entre les membres, sa participation et son partenariat avec d'autres instances éducatives lors de congrès, ateliers et séminaires touchant l'éducation postsecondaire. Le **RCCFC** agit à titre de "courtier" dans la gestion de projets de collaboration internationale pour favoriser le développement de cette expertise chez ses membres.*

*Par le poste de directrice ou directeur général(e), le **RCCFC** désire accroître l'appui qu'il fournit à ses membres, élargir son action par l'élaboration de divers projets et diversifier ses sources de financement.*

DESCRIPTION DU POSTE
*Sous l'autorité de la présidence du Conseil d'administration du **RCCFC**, la **direction générale** participera à la planification stratégique et assurera la réalisation et la mise en oeuvre du plan de travail annuel et des activités. Elle devra maintenir des relations étroites avec les membres du Conseil d'administration ainsi qu'avec ceux du Réseau.*

Elle identifiera les besoins des membres et recommandera au Conseil d'administration les actions appropriées, assurera la promotion du Réseau auprès des gouvernements, des agences gouvernementales et des autres associations du secteur collégial.

De plus, elle développera des partenariats permettant au Réseau d'élargir son rayonnement et de diversifier ses sources de financement et soutiendra ses activités nationales et internationales.
En outre, elle assurera une saine gestion des ressources humaines et financières de l'organisme.

COMPÉTENCES RECHERCHÉES
La candidate ou le candidat idéal(e) doit détenir de préférence un diplôme universitaire de deuxième cycle en administration ou dans un domaine connexe et un minimum de huit années d'expérience pertinente en gestion. Elle ou il a de plus une expérience en lobbying, en recherche de financement, en gestion de subventions et en gestion de projet ainsi qu'une expérience de travail en milieu associatif et communautaire. Elle ou il a une connaissance du réseau éducatif francophone postsecondaire au Canada et un intérêt manifeste pour la mise en œuvre de divers projets en éducation.

Enfin, elle ou il doit exceller dans les communications en français et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ce poste, situé dans la région de la Capitale du Canada, est d'une durée de deux ans, avec possibilité de renouvellement.

Le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada offre une rémunération concurrentielle.

MODALITÉS D'INSCRIPTION :
*Les personnes intéressées à soumettre leur candidature doivent faire parvenir leur « curriculum vitae », accompagné d'une lettre de présentation d'un maximum de **deux pages** dans laquelle elles expriment leur intérêt pour le poste et indiquent comment elles ont affirmé leur leadership tout au long de leur carrière, au plus tard **le 28 janvier 2002 à 12 h00** à l'adresse suivante :*

Concours Direction générale RCCFC
291, Dalhousie
Ottawa, Ontario
K1N 7E5
Téléphone : (613) 241-0403 Télécopieur : (506) 241-0008 et/ou 241-2252
Courriel : renseignements@rccfc.ca

Pour de plus amples informations sur le Réseau des cégeps et collèges francophones du Canada, veuillez consulter notre site Web à http://rccfc.ca
Nous vous remercions de votre intérêts et désirons vous aviser que nous n'entrerons en communication qu'avec les candidat(e)s sélectionné(e)s pour une entrevue.



LE CENTRE D'ENTREPRISE DES FEMMES DU MANITOBA

RÉCEPTIONNISTE BILINGUE
Temps plein ou temps partiel

Le Centre d'entreprise des femmes du Manitoba recherche une personne enthousiaste et organisée, ayant d'excellentes habiletés en service à la clientèle et en communications, pour occuper le poste de **réceptionniste bilingue**. Ce poste plaira à une personne ayant *au moins deux ans d'expérience* dans un rôle de réceptionniste.

Responsabilités : accueillir les clients; répondre aux questions reçues par téléphone; s'occuper des rendez-vous et des inscriptions aux ateliers pour les clients; et diverses autres tâches liées à la gestion du bureau.

Exigences : compétences avec Microsoft Office 2000; *capacité de s'exprimer en français (essentiel).*

Veuillez envoyer par la poste une lettre de demande d'emploi accompagnée d'un curriculum vitae, **d'ici le vendredi 25 janvier 2002 à 17 h**, à :

Mme Pat Sargeant
240, avenue Graham
bureau 130
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0J7
ou par courriel à :
psargeant@wecm.ca

Le Centre prône l'équité en matière d'emploi. Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature; cependant, nous contacterons seulement celles qui seront convoquées en entrevue.

La Division scolaire franco-manitobaine nº 49

Apprendre et grandir ensemble

ORTHOPÉDAGOGUE/PHASE D'ACCUEIL

La Division scolaire franco-manitobaine nº 49 est à la recherche d'un.e candidat.e. pour combler un poste à **l'École Saint-Jean-Baptiste** :

Contrat permanent

Orthopédagogue à 80 % du temps
Phase d'accueil à 20 % du temps

L'entrée en fonction : aussitôt que possible

Les qualités requises :

- posséder un brevet d'enseignement;
- capacité de travailler en équipe;
- qualifications en orthopédagogie;
- bonnes habiletés de communications.

La préférence sera donnée aux candidat.e.s qui ont une formation et de l'expérience dans le domaine de l'orthopédagogie.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à la direction de l'école **avant 16 h le lundi 21 janvier 2002** :



Monsieur Marc Roy
Directeur
École Saint-Jean-Baptiste
Case postale 280
Saint-Jean-Baptiste (Manitoba)
R0G 2B0

Téléphone : (204) 758-3526 **Télécopieur : (204) 758-3117**
Téléphone : (204) 758-3501 **Télécopieur : (204) 758-3243**

RÉCEPTIONNISTE – ASSISTANTE EN COMMUNICATIONS BILINGUE

Le Conseil des Arts du Manitoba recherche une réceptionniste qui a de l'expérience pour assurer le service essentiel de réception au bureau du Conseil ainsi que des tâches administratives au besoin. La personne choisie aura des aptitudes au service à la clientèle, sera capable de s'occuper habilement des demandes et des communications avec le public. Ce poste exige des compétences supérieures en communication, la capacité de travailler sur plusieurs tâches à la fois, une bonne connaissance des logiciels de bureau, et la capacité de travailler efficacement au sein d'une équipe. Les candidats et candidates devront faire preuve de leurs compétences orales et écrites dans les deux langues officielles. Veuillez adresser votre curriculum vitae à Mme Debra Solmundson, le 28 janvier au plus tard, au Conseil des Arts du Manitoba, 93, avenue Lombard, bureau 525, Winnipeg (Manitoba), R3B 3B1, ou par télécopieur : 945-5925, ou par courriel : dsolmundson@artscouncil.mb.ca. Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous ne communiquerons qu'avec celles dont la candidature sera étudiée plus en détail.

ADJOINTE ADMINISTRATIVE

Le Conseil des Arts du Manitoba est une agence provinciale de financement d'artistes professionnels et d'organisations artistiques. Nous sommes à la recherche d'une adjointe administrative qui fera partie d'une équipe offrant un soutien administratif au Conseil et relevant de la directrice - Finance et Administration.

Les responsabilitiés du poste comprennent: coordination de documentation pour jurys, groupes d'experts et réunions des comités et du Conseil; coordination des préparatifs entourant des déplacements; structuration des fichiers de travail; saisie de données, suivi de correspondence; participation à des projets, ainsi que partage de responsabilitiés avec d'autres membres de l'équipe. Ce poste exige de solides habitudes organisationnelles et la faculté de gérer des projets en parallèle et de s'adapter à des priorités en devenir.

La personne choise a un minimum de cinq années d'expérience en soutien et coordination de tâches administratives (une formation post-secondaire serait un atout) et possède de fortes aptitudes en gestion du temps (soit de savoir travailler sous la pression des échéances). Cette personne évolue aisément en milieu Windows (y compris Word, Excel, Outlook et bases de données). Le fait de pouvoir travailler en français serait également souhaitable.

Veuillez adresser votre curriculum vitae à Mme Debra Solmundson, le 28 janvier au plus tard, au Conseil des Arts du Manitoba, 93, avenue Lombard, bureau 525, Winnipeg (Manitoba), R3B 3B1, ou par courriel : dsolmundson@artscouncil.mb.ca ou par télécopieur : 945-5925, . Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous ne communiquerons qu'avec celles dont la candidature sera étudiée plus en détail.

Adjoint(e) à la gestion

LA BOUTIQUE

L'Auxiliaire de l'Hôpital général Saint-Boniface cherche un(e) adjoint(e) à la gestion pour sa boutique.

Exigences : Expérience dans l'exploitation d'un commerce, la supervision du personnel, la gestion de l'inventaire et la tenue de livre. Capacité de traiter de façon positive avec le public, faire preuve de leadership, communiquer clairement (le bilinguisme est un atout) et promouvoir les ventes.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae par le 25 janvier au plus tard à l'adresse suivante :
Auxiliaire de l'Hôpital général Saint-Boniface
Attention : Norbert Philippe
409, avenue Taché, pièce A1155
Winnipeg (Manitoba) R2H 2A6



AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu MATHIAS ALBERT MESSIER, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, prêtre.

TOUTES réclamations contre la succession ci-dessus mentionnée doivent être déposées à l'étude des soussignés au 247, boulevard Provencher, Saint-Boniface, Manitoba R2H 0G6, le ou avant le 5[e] jour de février 2002.

Fait à Winnipeg, au Manitoba, ce 19[e] jour de décembre 2001.

Cabinet d'Avocats R.E. Teffaine, Q.C./c.r.
Law Corporation
Procureurs de la succession

La LIBERTÉ

Avis aux annonceurs

Toutes les annonces (réservations et matériel) doivent être parvenues à nos bureaux au plus tard le **lundi à midi** pour parution le vendredi de la même semaine.

La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Pour les petites annonces, l'heure de tombée est le lundi à17 h. (par écrit et payée d'avance)

Merci de votre collaboration.

Téléphone : 237-4823
Télécopieur : 231-1998

Les *Petites* ANNONCES

Nombre de mots	Nombre de semaines 1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
20 et moins	5,35 $	10,70 $	13,38 $	16,05 $	18,73 $	21,40 $	24,08 $	26,76 $	29,44 $	32,12 $
21 à 28	6,42 $	12,84 $	16,05 $	19,26 $	22,47 $	25,68 $	28,89 $	32,10 $	35,31 $	38,52 $
29 à 35	7,49 $	14,98 $	18,55 $	22,47 $	25,57 $	29,96 $	33,71 $	37,45 $	41,20 $	44,94 $
36 à 42	8,56 $	17,12 $	21,40 $	25,68 $	29,96 $	34,24 $	38,52 $	42,80 $	47,08 $	51,36 $





Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le lundi précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

DIVERS

PRIÈRE AU SACRÉ-CŒUR, Que le Sacré-Cœur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles. Amen. R.L.
454-

GARDERIE EN MILIEU FAMILIALE à Niakwa Park, place pour deux enfants de 6 mois à 5 ans. Ouvert de 7 h 30 à 17 h 30. Enfant de 2 ans et moins 25 $/jour et 2 ans et plus 20 $/jour. Repas compris. Offre milieu chaleureux, sein, stimulant. Contactez Mireille au 254-4716.
462-

ATTENTION : Retrouvez la liberté au travail, gagnez de 500 $ à 5 000 $/mois. Temps plein ou partiel. 1 (800) 214-1427. www.getfreedomfromwork.com.
464-

RECHERCHE

HABITAT CHEZ-SOI est à la recherche de **commanditaires** pour un projet de prélèvement de fonds. L'organisme construira une petite maison qui sera en exposition au Centre commercial Saint-Vital en mars 2002. De plus, il est à la recherche de quatre **bénévoles** pour aider à bâtir la maisonnette. Pour plus d'informations, contactez Denis Rémillard au 791-8834 ou 233-5618.
432-

UNE GARDIENNE OU UNE PLACE DE GARDERIE à Saint-Boniface, près de l'hôpital, temps plein. Dès que possible. Pour un garçon d'un an. Non fumeur. 231-4854.
461-

À LOUER

À LOUER : Saint-Boniface, appartement d'une chambre à coucher récement rénové, haut d'une maison. Entrée privée. Stationnement et service de buanderie compris. Non fumeur. 375 $ plus hydro. Disponible immédiatement. Message au 233-1784 ou 292-7610.
460-

À LOUER : Disponible immédiatement. Grand appartement d'une chambre à coucher, Aulneau et Despins. Nouveau tapis et nouvelle peinture, grande cuisine. Entrée privée. Propre et tranquille. Tout près du CUSB et de l'Hôpital. Service d'autobus en face. Buanderie. 495 $/mois. Composez le 255-1578.
463-

Un Jour pour les jeunes

Pour la première fois, le Jour du Seigneur présentera une messe à partir de la chapelle du Collège universitaire de Saint-Boniface.

Daniel BAHUAUD

Le *Jour du Seigneur* sera diffusé le 20 janvier à 10 h à en provenance de la chapelle du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB), où les téléspectateurs du Canada pourront voir une soixantaine de jeunes fidèles célébrer une messe bien à eux.

L'événement s'inscrit dans les démarches préparant à la rencontre, en juillet, du Pape lors de la Journée mondiale de la Jeunesse à Toronto. Pour la plupart des étudiants, âgés de 18 à 22 ans, il s'agira d'une première. Pourtant, tous, les organisateurs de la célébration ainsi que les responsables de l'émission de Radio-Canada, s'entendent pour affirmer que le plus important, c'est que la messe au CUSB donne aux jeunes la chance de fêter dans un endroit qui les accueille pleinement.

« C'est l'essentiel, souligne la responsable de la pastorale au CUSB, Sœur Norma McDonald. Il est très important que la jeunesse se sente à l'aise. Pour moi, c'est ce qu'il y a de plus positif et de plus frappant de nos célébrations eucharistiques. Les jeunes ont une place où on peut les cibler davantage. Et c'est important, parce que dans les paroisses traditionnelles, il faut tenir compte des besoins des parents, des aînés et des petits, ce qui change pas mal le ton de la messe. Et ça se comprend. Mais ici, on peut se permettre d'être plus "peppé". »

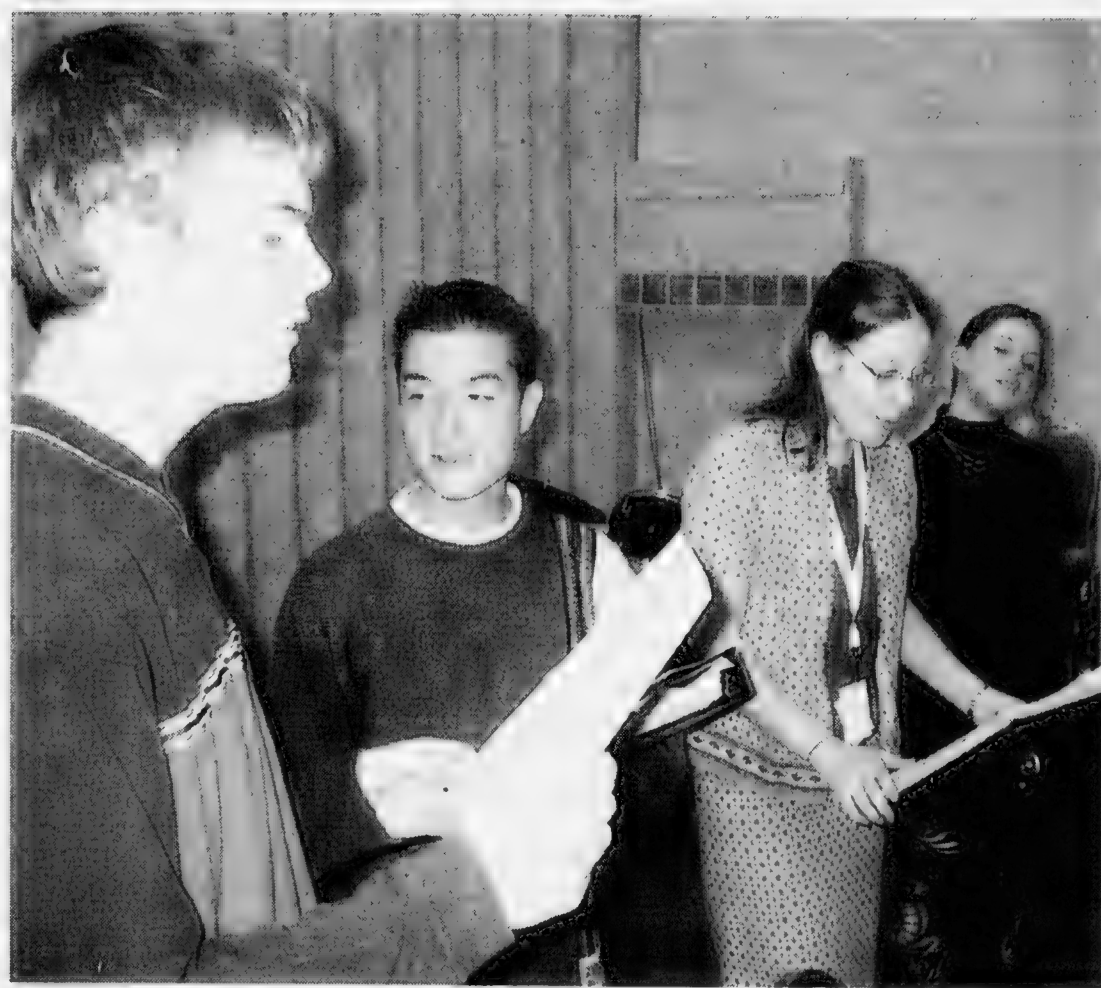
Et ça marche! À tel point que plusieurs membres des autres paroisses du diocèse ont assisté à la messe au CUSB tout simplement pour entendre chanter le groupe Les Serviteurs du Roi, et pour lui demander ensuite des partitions musicales, qu'ils ont rapporté avec eux pour leurs églises respectives. L'événement a également attiré l'attention du nouvel archevêque de Saint-Boniface, Émilius Goulet. En effet, c'est Mgr Goulet qui, accompagné de l'aumônier du CUSB, l'abbé Robert Campeau, célébrera la messe du 20 janvier.

La réalisatrice de l'émission, Christine Gosselin, n'a pas été laissée indifférente elle non plus par le dynamisme du groupe. « C'est la réputation de leur célébration qui a d'abord piqué notre curiosité il y a déjà quelques années, souligne-t-elle. Le choix de la musique, l'intimité de la chapelle et l'entrain des jeunes font de la messe un événement plein d'énergie. D'habitude, seulement une messe est diffusée depuis le Manitoba chaque année. En 2002, le choix était facile. »

La messe jeunesse au CUSB, un événement mensuel (1), est fêtée depuis cinq ans déjà. Pour le tournage de la célébration, qui a eu lieu le 25 novembre, l'équipe de Radio-Canada a dû tenir compte de l'exiguïté de la chapelle. « Nous avons eu recours à de nombreux plans rapprochés, souligne Christine Gosselin. Mais ça contribue à l'intimité de la messe. Les jeunes sont restés naturels devant la caméra. »

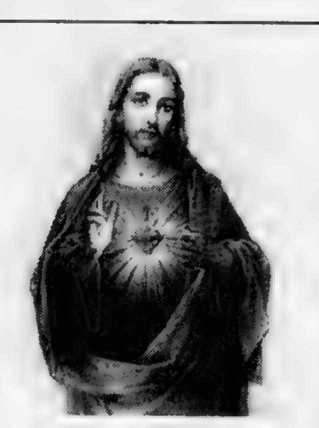
« Radio-Canada était très discret, renchérit Norma McDonald. Les réalisateurs nous ont expliqué, avant de commencer, où allait être placées les caméras. Ils nous ont laissés prier et chanter sans nous encombrer. L'expérience était très positive. »

(1) Le lublic est convié à participer, le dernier dimanche du mois, à la célébration eucharistique du CUSB, qui a lieu dans la chapelle à 19 h 30. À noter que la fête est précédée d'une demi-heure de chant et de prière.



Archives La Liberté

Le Jour du Seigneur au CUSB : un événement dynamique et intime.



Prière au Sacré-Cœur

Que le Sacré-Cœur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles, Amen.

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Cœur pour faveur obtenue.

L.G.M.



FAVEURS OBTENUES – MERCI MON DIEU. Dites 9 fois «Je vous salue Marie» par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l'impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai.

H.L.

En l'honneur de Notre Dame du Cap pour plusieurs faveurs obtenues.

Prière à Notre-Dame-du-Cap

Pour obtenir une faveur spéciale

Ô douce Mère et puissante Reine, humblement prosternés à vos pieds, nous vous offrons les hommages de notre respect et de notre affection.

Le regard tourné vers votre béni Sanctuaire, objet évident de vos prédilections, nous nous adressons à vous avec une confiance toute filiale, assurés d'obtenir cette faveur... que nous vous demandons.

Daignez accorder à nos corps force et santé; à nos cœurs pureté et charité; à nos âmes lumière et sainteté.

Nous le savons, votre cœur est plein de miséricorde et de tendresse; bénissez-nous donc, ô bonne mère; guérissez nos malades, soulagez nos défunts, protégez nos familles, bénissez votre pèlerinage, bénissez notre Église, bénissez notre cher pays.

Notre-Dame-du-Cap, Reine du Très Saint Rosaire, faites que nous vous aimions de plus en plus ici-bas, pour vous aimer éternellement au ciel avec votre Divin Fils.

Ainsi soit-il.

Cum permissu superiorum.

J.E.L.

En l'honneur du Sacré-Cœur pour plusieurs faveurs obtenues.



Prière au Sacré-Cœur

Que le Sacré-Cœur de Jésus soit loué, adoré et glorifié à travers le monde pour des siècles et des siècles, Amen.

Dites cette prière six fois par jour pendant neuf jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Cœur avec promesse de publication quand les faveurs seront obtenues. Remerciements au Sacré-Cœur pour faveur obtenue.

J.E.L.

Nécrologies



Auguste Georges (Gus) Arnal

22 novembre 1917-21 décembre 2001

Auguste Arnal est né à Fannystelle (Manitoba). Il poursuivit ses études à la Maison-chapelle, au Collège de Saint-Boniface (B.A.) puis à l'Université du Manitoba (B. Sc. en Agriculture). D'abord nommé agronome à Saint-Pierre-Jolys, il y rencontra Marthe Péloquin qu'il épousa le 16 octobre 1943. Au retour de la guerre mondiale, il obtient le poste d'agronome à Sainte-Rose-du-Lac. Gus allait passer le reste de sa carrière et de sa vie dans cette région qui lui était très chère. Maire du village et président du Conseil scolaire, il était très impliqué dans sa communauté avec de nombreux organismes : La Légion canadienne, les Chevaliers de Colomb, le Gendreau Home, etc.

Il laisse dans le deuil son épouse marthe, ses enfants Colette (Ottawa), Michèle (Londres, Angleterre), Marc et son épouse Rashmi Joshee et leurs enfants Anuradha, Daniel et Gabriel (Edmonton). Tous ceux et celles qui l'ont connu témoigneront de son amitié, son dévouement et son amour de la vie.

La cérémonie de célébration de sa vie a eu lieu le jeudi 27 décembre à 14 h à l'église de Sainte-Rose-du-Lac, suivie d'une réception à la salle communautaire. La famille demande que vos dons à sa mémoire soient adressés au Collège universitaire Saint-Boniface, 200, avenue de la Cathédrale, Saint-Boniface, à la Société canadienne du cancer ou à une œuvre de charité de votre choix.

Marthe et ses enfants veulent remercier les membres des familles Péloquin et Arnal et la famille étendue des amis de leur appui, leur amour et leur dévotion.



Hélène Baril (née Vermette) 1908-2001

En ce temps d'attente de la venue de son Sauveur, Hélène Baril est partie paisiblement à la rencontre de Celui-qui-vient, le 21 décembre, au Centre hospitalier Taché.

Elle laisse dans le deuil trois belles-sœurs, Graziella Baril (Pierre), Cécile Vermette (Pierre) et Ange-Emma Vermette (Jean) ainsi que de nombreux neveux et nièces. Elle fut précédée par son époux, Louis; ses frères : Arthur, Pierre, Isidore et Jean; ses sœurs : Marie, Rose, (Desmarais) et sœur Jeanne Vermette, snjm.

Hélène a été enseignante à Saint-Jean-Baptiste et à Saint-Malo. Elle a pris soin de ses vieux parents, puis elle atravaillé au magasin Vermette Frères.

Sa famille et sa foi étaient le cœur de sa vie. Elle était toujours prête à supporter, encourager, et aviser, ne demandant rien en retour. Son sens de l'humour qui ne l'a jamais quitté, fut une insiparation pour tous. Elle fut très généreuse auprès des siens. Femme de grande foi chrétienne, sa piété se voulait discrète et sans bruit. Dans la maison du Père, elle jouit maintenant de sa récompense éternelle.

La famille désire remercier le merveilleux personnel du Centre hospitalier Taché pour les soins prodigués avec compassion.

La dépouille mortelle a été exposée le lundi 24 décembre à 10 h 30 en l'église de Saint-Jean-Baptiste et la célébration des funérailles, présidée par l'abbé Paul Campeau, a suivi à 11 h. L'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Jean-Baptiste.

Au lieu de fleurs, les parents et amis, sont invités à faire un don à la mémoire d'Hélène, à l'œuvre charitable de leur choix.

La direction des funérailles a été confiée au Salon mortuaire Desjardins, 233-4949 ou sans frais 1 (888) 233-4949.

Sœur Delvina Desmarais

Paisiblement, le 29 décembre, est décédée, sœur Delvina Desmarais à la Maison provinciale des Sœurs Grises à l'âge de 84 ans.

Née à Dufresne (Manitoba) le 5 octobre 1917 de Victoria Desrosiers et François-Xavier Desmarais, Delvina est la septième d'une famille de 11 enfants. Sa sœur Rosa se joindra à elle chez les Sœurs Grises tandis que sa mère et deux autres de ses sœurs se consacreront au Seigneur dans la communauté des Petites missionnaires de Saint-Joseph d'Otterburne. Au foyer des Desmarais fleurissaient la charité, la piété et toutes les valeurs religieuses traditionnelles.

Entrée au Noviciat à l'âge de 16 ans, le 6 août 1934, sœur Delvina prononce ses premiers vœux le 15 février 1937 et fait son engagement définitif au Seigneur trois ans plus tard à la Maison-mère à Montréal.

Plusieurs endroits bénéficient des nombreux talents de sœur Delvina : les hôpitaux de Saint-Boniface, de la Vérendrye à Fort Frances (Ontario), celui de Régina en Saskatchewan, l'Hospice Taché, le Sanatorium Saint-Boniface; les écoles de Fort Frances et St. Michael's au Dakota du Nord aux États-Unis, le Couvent de Saint-Norbert ainsi que la Maison provinciale à Saint-Boniface.

Dans tous ces endroits, sœur Delvina est heureuse de partager son temps et son dévouement à titre d'hospitalière d'enfants et de vieillards, aide-infirmière, sous maîtresse au noviciat, supérieure, catéchèse, sacristine, lingère et couturière. Voilà autant de services qu'elle rend à tous ceux et celles qui lui sont confiés. Elle le fait avec joie et amour car partout où elle passe, elle donne le meilleur d'elle-même.

Femme de prière et de foi, elle sait aussi passer de longs moments avec Celui qui est au cœur de son engagement. De plus, la lecture et l'histoire demeurent pour elle source d'intérêt et de passe temps. Elle est toujours avide de partager ses connaissances et lorsqu'elle peut aider dans la recherche, elle accepte volontiers de rendre ce service.

Sœur Delvina laisse dans le deuil deux sœurs, sœur Françoise (Victoire), p.m.s.j.; Mélina (Arthur Côté); une belle-sœur Agnès (Dornez) ainsi que de nombreux neveux et nièces. Elle a été précédée par ses parents François-Xavier et Victoria (Desrosiers); trois sœurs, sœur Laetitia, p.m.s.j.; sœur Rosa, s.g.m. et Léona; cinq frères : Télesphore, Melchior, Léon, Fabien et Alfred.

Une liturgie de la Parole a été célébrée le dimanche 30 décembre à 19 h 30 à la Maison provinciale des Sœurs Grises au 151, rue Despins. La messe de la Résurrection a été célébrée le lundi 31 décembre à 10 h au même endroit par Mgr Noël Delaquis.

La direction des funérailles de sœur Delvina Desmarais a été confiée au salon funéraire Desjardins, 233-4949 ou sans frais 1 (888) 233-4949.

Léo Roy

Le dimanche 30 décembre 2001, Léo Roy est décédé subitement à l'Hôpital Saint-Boniface à l'âge de 81 ans.

Léo laisse dans le deuil son épouse aimante depuis 50 ans, Lucille, et plusieurs neveux et nièces.

Léo est né et a grandi à Saint-Jean-Baptiste, au Manitoba. Jeune homme, il s'est enrôlé dans les Forces armées canadiennes et a servi outre-mer pendant 5 ans. Lorsqu'il est revenu de guerre, il a rencontré son épouse Lucille (née Chartier) et ils se sont mariés le 21 juin 1952. Léo a bien profité de sa retraite; il était toujours occupé à réparer des petits moteurs pour ses amis et sa parenté.

Les funérailles ont été célébrées à 14 h le jeudi 3 janvier à la Cathédrale de Saint-Boniface, précédées de la veille du corps à 13 h 30 et présidées par Mgr Albert Fréchette. L'enterrement a suivi au cimetière Green Acres Memorial Gardens. Parents et amis se sont ensuite rassemblés au centre d'accueil de la Cathédrale de Saint-Boniface.

Au lieu de fleurs, les personnes intéressées peuvent faire un don en mémoire de Léo à la Heart & Stroke Foundation of Manitoba, 352, rue Donald, bureau 301, Winnipeg MB R2B 2H8, ou à la Alzheimer Society of Manitoba, 120, rue Donald, bureau 10, Winnipeg MB R3C 4G2.

La direction des funérailles a été confiée au Salon mortuaire Desjardins, 233-4949 ou sans frais 1-888-233-4949.



Wilfred Côté

À la suite d'une longue maladie, Wilfred, bien-aimé mari de Marguerite Côté (née Boulet), est décédé le jeudi 3 janvier 2002 à l'Hôpital Saint-Boniface. Il avait 80 ans.

Il a été précédé d'un de ses fils Marcel au mois d'août 2000.

Outre son épouse depuis 55 ans, Marguerite, Wilfred laisse dans le deuil ses enfants : Raymond (Louise), Gilles, Gisèle (Ronald Gervais) et Denise (Phillip Crew); neuf petits-enfants : Daniel, Lynne, Denis, Nicole, Jean-Paul, Anita, Robert, Rachel et Kathleen; et cinq arrière-petits-enfants. Il laisse aussi sa sœur Cécile Buisson; ses deux frères Napoléon et Arthur (Violet); ses deux belles-sœurs Muriel Côté et Gabrielle Côté; et de nombreux parents, neveux et nièces.

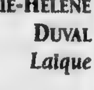
Nos sincères remerciements au Dr François, au personnel infirmier de 6A Sud de l'Hôpital Saint-Boniface, et au personnel des soins à domicile pour leurs soins auprès de Wilfred.

Les prières ont été récitées le lundi 7 janvier à 19 h à la chapelle du Salon mortuaire Desjardins (357, rue DesMeurons). Les funérailles ont été célébrées à 14 h le mardi 8 janvier à l'église catholique Précieux-Sang (200, rue Kenny), précédées de la veille du corps à 13 h 30 et présidées par le père Marcel Chaput. L'enterrement a suivi au cimetière Glen Lawn Memorial Gardens.

Au lieu de fleurs, les personnes intéressées peuvent faire un don à la Parkinson Foundation of Canada, 390, rue Bay, bureau 710, C.P. 19341 succ. BRM B, Toronto ON M7Y 3M1, ou à la Société canadienne du cancer, 193, rue Sherbrook, Winnipeg MB R3C 9Z9.

La direction des funérailles a été confiée au Salon mortuaire Desjardins, 233-4949 ou sans frais 1-888-233-4949.

Chronique RELIGIEUSE



MARIE-HÉLÈNE DUVAL
Laïque

Mise en question

Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis que j'ai commencé à partager mes états d'âme avec les lecteurs et lectrices de La Liberté. Aujourd'hui, je n'ai guère envie d'écrire... j'aimerais plutôt lire ce que ces derniers, et surtout ceux et celles qui ne me lisent pas, auraient à dire à propos de leur foi, de leur religion, de leur spiritualité... ou de celles qu'ils n'ont pas.

On déserte les églises, mais on tient à certains rites. On préfère le bien, mais on ne veut plus entendre parler d'Évangile. On est touché par les actions humanitaires, mais on ne prononce jamais le nom de Jésus. On opte pour les bonnes choses, la paix, la famille, l'écologie, et même la spiritualité (Je ne parle pas ici du choix entre bien et mal... La spiritualité, c'est bien plus que cela!), mais pourquoi au juste?

Et Dieu dans tout ça, existe-t-il encore? Dans ma jeunesse, il était de mise de remettre en question l'existence de Dieu. C'était LA question. De nos jours on ne se la pose plus. On veut bien qu'Il existe, pourquoi pas, mais songe-t-on à entrer en relation avec cette personne? Existe-t-elle pour nous au quotidien? Car il s'agit bien d'une personne, la plus Présente qui soit!

Je suis d'accord qu'on a trop négligé autrefois la relation aux autres, qui est importante mais, ajouterais-je, impossible sans une relation vraie à Dieu. (Je ne parle pas ici de pratique religieuse!) Je constate à quel point nos efforts inhabités, même les plus sincères, ne font que nous illusionner. C'est quand nous pensons faire le mieux que nous faisons le pire, aggravant notre faute par notre certitude (teintée de fierté) d'être en train de nous améliorer.

Pendant un certain temps, j'ai demandé à des personnes de mon entourage de me parler de religion.

Certains m'ont avoué honnêtement qu'il s'agissait pour eux d'un aspect de leur vie sociale, qu'ils y trouvaient leur identité. Elle les faisait exister en tant que Franco-Manitobains. Elle justifiait leur tendance naturelle à être du « bon monde ». D'autres m'ont dit qu'à la religion se rattachaient leurs plus profondes blessures, ce qui les avait amenés à se méfier de tout ce qui sentait le « religieux ». La plupart enfin se disaient trop occupés par la vie quotidienne pour se préoccuper d'une éventuelle autre Vie... meilleure... ou d'un Être bien aimant mais... invisible, intouchable, muet... L'argent, les honneurs, les possessions, la réussite, le bien-être, c'est tellement plus concret!

Je ne veux pas ici faire de reproches à mes interlocuteurs. J'accueille simplement leurs propos; je les comprends; et leur suis reconnaissante d'avoir bien voulu me les confier, et m'aider à comprendre où en sont mes semblables sur ces questions.

J'aime écrire sur Dieu car je L'aime et voudrais Le faire aimer. C'est ça ma religion. Les attitudes influent sur le comportement bien plus honnêtement que la peur, la honte, le rejet ou quelque autre indice d'inachèvement du même genre. Pour moi, la pratique religieuse, c'est adopter la bonne Attitude... Aimer Dieu (pour vrai, en dedans, activement) est l'Attitude. Aimer les autres est le comportement engendré par cette attitude.

Je ne veux pas porter de jugement sur mes semblables, mais je souffre de l'indifférence qui est de mise de nos jours, indifférence envers un Être qui ne mérite pas ça; indifférence envers un Être qu'on tente de remplacer par toutes sortes de gadgets. Ça me fait de la peine et c'est pourquoi je ressens un vif désir de lire ce que d'autres ont à écrire à ce sujet. Si le cœur vous en dit écrivez-moi à mon lieu de travail au 202, Provencher, pièce 1A (R2H 0G3). Pas besoin de signer. Pas besoin de soigner le style ni l'orthographe. Je vous lirai... Vous préféreriez vous exprimer à haute voix? Non, j'insiste, écrivez. L'écriture a ce pouvoir de nous révéler notre propre intimité. Écrivez-moi... Je comprendrai...

FEMMES D'AUJOURD'HUI

Non seulement exister, mais vivre

par une ancienne résidente de l'Entre-temps

Vous êtes intéressés de connaître le processus de guérison des familles qui participent au programme de l'Entre-temps.

Une mère a accepté de partager son expérience.

« Arrivée à L'Entre-temps en juillet 1997, j'existais à peine. J'étais fatiguée de courir et de vivre. Je me questionnais si quitter mon époux violent serait salutaire à moi et mes enfants.

Sept mois auparavant, j'avais quitté notre maison avec mes enfants et je m'étais réfugiée à Osborne House. Mon époux allait être libéré de la prison et j'avais une terreur folle. J'avais quitté Osborne House avec une identité supposée et je me suis cachée dans un petit village. Par malheur, il nous a trouvés. Encore, nous avons déménagé et encore il nous a trouvés.

Je suis allée voir une amie qui travaillait dans les services sociaux. Nous avons décidé que ce serait mieux pour mes enfants et moi si nous restions dans un hébergement à deuxième étape. Nous étions chanceux! L'Entre-temps avait une suite de libre. Ça m'énervait un peu d'aller à l'entrevue. C'était ironique: je pensais que ma situation ne méritait pas l'hébergement.

J'ai rencontré le personnel et nous avons décidé que L'Entre-temps était le logement le plus sécuritaire pour mes enfants et moi. Je ne le savais pas à ce moment-là, mais ma vie comme survivante venait de commencer. J'étais ébranlée. Ces personnes étaient si humanitaires et si compréhensives. Je me sentais nerveuse et j'avais peur, mais en même temps, je me sentais en sécurité. Mes enfants et moi avons déménagé et la guérison a commencé immédiatement. Mais c'est sûr que nous avons travaillé fort. La sécurité et l'honnêteté de cet environnement m'ont comblée d'espoir et de nouvelle force.

Les jours sont devenus des semaines et les semaines, des mois. Nous sommes tous allés au counselling régulièrement. J'ai commencé à comprendre les dynamiques du comportement abusif et pourquoi je l'ai permis. La prochaine étape était de me trouver et de prendre soin de moi.

Je pense que ceci était l'étape la plus difficile. Apprendre à me dorloter et à me voir comme une personne valorisante était très difficile. Mais avec la bienveillance et le soutien des conseillères, j'ai appris comment m'aimer et comment améliorer ma vie.

Depuis que j'ai déménagé de L'Entre-temps, je suis souvent agréablement surprise de la façon dont je me comporte dans certaines situations quotidiennes ainsi que dans des événements majeurs dans ma vie. Les compétences que j'ai apprises ne seront jamais oubliées. Mes enfants apprennent comment mieux se comporter. Ma vie a changé dramatiquement pour le meilleur. J'ai 35 ans et je me sens belle et sûre de moi pour la première fois de ma vie.

Je suis très reconnaissante de la chance que L'Entre-temps nous a donnée. Ce que j'ai appris a changé ma vie et celle de mes enfants. Mon but est de briser le cycle de la violence dans ma famille. Mes enfants et moi avons continué la thérapie depuis notre départ de L'Entre-temps.

Je n'ai plus peur des relations intimes car je ne permettrais jamais de me faire maltraiter. À cause de mon expérience comme survivante, je veux donner tout ce qui m'a été donné et tout ce que j'ai appris en devenant défenseur des femmes et leurs enfants. Je n'ai plus honte de raconter ce que j'ai vécu ni de qui je suis — de qui j'ai toujours été.

Merci aux personnes qui aident au bon fonctionnement de L'Entre-temps. Je suis toujours très reconnaissante de tout ce qui m'a été donné. Je prie que d'autres femmes, comme moi, profitent de ces services pour autant qu'ils sont nécessaires. »

Si d'autres femmes veulent profiter des services de L'Entre-temps, contactez-nous au 925-2550 ou au 1 (800) 668-3836.

SOCIOLOGIE

Thibault Martin primé

Les cinq années de dur labeur du professeur pour préparer sa thèse de doctorat seront bientôt récompensées.

Mylène CRÊTE



photo: Mylène Crête

Le sociologue Thibault Martin recevra un prix de 1 000 $ pour sa thèse de doctorat sur les réseaux d'entraide chez les Inuit.

Demandez-lui ce qu'étudie la sociologie et Thibault Martin ne se lassera pas de vous l'expliquer. Communicateur, il aime partager ses découvertes au sujet des autochtones et de leur façon de réagir face au monde moderne. Le sociologue de l'Université de Winnipeg obtiendra, le 16 janvier, le prix d'excellence pour la meilleure thèse de doctorat dans la catégorie des sciences sociales de l'Université Laval, au Québec.

Sa thèse, intitulée *Solidarités et intégration communautaire. Le projet Grande-Baleine et le relogement des Inuit de Kuujjuarapik à Umiujuaq*, fait 600 pages. Elle offre une analyse théorique sur les solidarités en étudiant la création d'un réseau d'entraide. Pour y arriver, Thibault Martin a interviewé les Inuit du village de Kuujjuarapik qui ont été déplacés par le gouvernement du Québec dans les 1970.

« Grande-Baleine était la deuxième phase d'un vaste projet hydroélectrique mené par le premier ministre de l'époque, Robert Bourassa, qui n'a, en fait, jamais eu lieu, explique-t-il. Le gouvernement québécois a offert aux gens du village de déménager afin qu'ils ne subissent pas les effets négatifs du barrage sur leur environnement. Certains ont accepté et se sont installés à Umiujuaq en 1986, alors que d'autres sont demeurés dans leur patelin. »

Au cours des cinq années durant lesquelles il a étoffé sa thèse, Thibault Martin s'est rendu à deux reprises dans le Grand Nord québécois pour faire des entrevues avec une soixantaine de personnes. « Je me suis aperçu que le nouveau village avait des problèmes d'entraide et d'intégration », relate-t-il. Le sociologue a ainsi conclu que la survie d'une communauté nordique ne dépend pas seulement des réseaux d'entraide traditionnels comme la famille, mais également de réseaux modernes tels une force policière.

Cette conclusion l'a mené à l'encontre des théories sociologiques dominantes sur les Inuit qui prédisent la disparition de leur mode de vie traditionnel. « Ils se modernisent d'une façon différente de la nôtre, précise-t-il. Ce peuple en est au stade de la société de service au même type que nous, mais leur économie repose sur le don au lieu de s'appuyer sur le marché. »

La théorie sur la modernité des Inuit de Thibault Martin ne lui vaudra pas qu'un chèque de 1 000 $. Le Français d'origine prépare un livre, qui sera publié par l'UNESCO, dans lequel il s'inspire de cette conclusion pour évaluer la façon dont s'adaptent les Inuit à la mondialisation. « J'y compare l'apport économique de la chasse traditionnelle par rapport à celui des subventions gouvernementales octroyées pour de gros projets comme celui de Grande-Baleine », indique-t-il.

Thibault Martin travaille également à collecter des récits sur le mode de vie traditionnel des Métis de Saint-Laurent avec l'aide d'une étudiante à la maîtrise. Ceux-ci serviront à façonner des projets d'alphabétisation ou de refrancisation. Il profitera de ses séjours dans la communauté pour étudier les stratégies que les Métis déploieront pour survivre à la mondialisation.

À VOTRE SERVICE

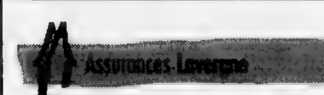
SERVICES

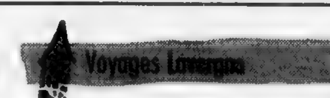
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RIEL



Promouvoir le développement économique chez les francophones de Saint-Boniface, Saint-Vital et Saint-Norbert.

Raymond Simard, B.A., B. Comm., directeur général
178, rue Dumoulin, Saint-Boniface R2H 0E3
Tél.: 233-7799 • Fax: 233-7444
Courriel: CORPRIEL@ESCAPE.CA





(204) 433-7758 **(204) 433-3700**

Télécopieur : (204) 433-7181 • Saint-Pierre-Jolys
nrl@placelavergne.com • www.placelavergne.com
Ouvert jusqu'à 20 h les jeudis.
L'achat local c'est vital! Par des francophones depuis 1945!

CHAPELLE FUNÉRAIRE SAINT-PIERRE

Pour être assuré d'un service en français dans la région sud-est, appelez:
LEON MORRISSETTE au 433-7257
Plus de 20 ans d'expérience
«LOEWEN FUNERAL CHAPELS»
Steinbach Tél.: 326-1351

Nicole Landry-Milner
agent immobilier



RE/MAX performance realty
Service bilingue
255-4204



• CONCEPTION GRAPHIQUE
• TYPOGRAPHIE
• MISE EN PAGE
• IMPRIMERIE

TÉLÉPHONE (204) 989-5252
TÉLÉCOPIEUR (204) 957-1735
SERVICE ET QUALITÉ



- MONUMENTS
- PLAQUES EN GRANITE OU BRONZE
- INSCRIPTIONS

L'ART COMMEMORATIF PERSONNALISÉ

405, rue Bertrand
233-7864

«Au service des Franco-Manitobains depuis 1910...»

DR PHILIPPE DESILETS
Docteur en homéopathie
Spécialiste en maladie chronique
• Digestif • Arthrite • Pulmonaire • Autres
Services bilingues
255-0939

CHICKEN CHEF ST-MALO
347-5885
(Traiteur ExtraDinaire)
à partir de 5,97 $
Seul à faire compétition avec grand-mère!



Marie-Claire Sabourin

A Votre Santé

la massothérapie corrective

Couvert par la plupart des régimes d'assurance.

Pour prendre un rendez-vous veuillez composez le
475-7683.
914, avenue Corydon à Winnipeg

Certificat-cadeau disponible.

ASSUREURS

Agence d'Assurance
AURÈLE DESAULNIERS
(1987)
Pour tout service d'assurance!
Joel Desaulniers
Christine Desaulniers
Janet Sabourin-Gatin
Nicole Lysyk
Roger Bouchard
390-B, boulevard Provencher
Téléphone: 233-4051





EXPERTS CONSEILS / COMPTABLES AGRÉÉS

Cet espace est à votre disposition!

BDO **BDO Dunwoody SRL**
Comptables agréés et consultants
7e et 8e étages, 200, avenue Graham
Téléphone : (204) 956-7200 Winnipeg (Manitoba) R3C 4L5
Télécopieur : (204) 926-7201 Site Internet : www.bdo.ca

Nos professionnels francophones :

Arthur Chaput, ca
Nicole Gisiger, ca
Henri Magne, ca
Marc Rivard, ca
Yves Lagasse
Raymond Desrochers, ca
Lucile Griffiths, ca
Mona Marcotte, ca
Bruno Chaput
Jacques Marion
Pamela Dupuis, ca
Travis Leppky, ca
Georges Picton, cga
Lise Deleurme
Stéfane Nicolas

BDO DUNWOODY SRL est une société en nom collectif à responsabilité limitée enregistrée en Ontario.

OPTOMÉTRISTES

Dr Denis R. Champagne
Optométriste
Sur rendez-vous seulement
212, avenue Regent ouest
224-2254
2090, avenue Corydon
889-7408

Dr Keith Mondésir
Optométriste
- Examen de la vue
- Lunettes ajustées
- Verres de contact

201–1555, chemin St-Mary's
Saint-Vital
Pour un rendez-vous, composez le 255–2459.

La LIBERTÉ
Procurez-vous un exemplaire aux endroits suivants :

À nos bureaux de la Maison franco-manitobaine 383, boul. Provencher
Centre culturel franco-manitobain 340, boul. Provencher
Marion Grocery • 237, rue Bertrand
Librairie La Boutique du Livre 315, rue Kenny
Dépanneur Provencher 174, boul. Provencher
Hôpital Saint-Boniface Boutique de souvenirs
IGA Provencher • 390, boul. Provencher
Librairie À la page • 200, boul. Provencher
Turbo - Saint-Boniface • 230, rue Marion
Amber Auto Service • *Sainte-Anne*
Esso • *Parc Windsor* • 192, Archichald
Chapters • *Centre Saint-Vital*
Shell Service • 350, chemin Sainte-Anne
Pharmacie St-Pierre • *Saint-Pierre-Jolys*
Petro-Canada • *Lorette*
Saint-Adolphe Esso • *Saint-Adolphe*
Le Dépanneur • *La Broquerie*
Épicerie Coulombe • *Saint-Malo*
Le Dépanneur • *Saint-Laurent*
Dépanneur Cheyenne • *Sainte-Agathe*

AVOCATS-NOTAIRES

MONK, GOODWIN
•••AVOCATS ET NOTAIRES•••
Me LAURENT J. ROY, c.r.
Me BARRY L. GORLICK, c.r.
Me MICHEL CHARTIER
Me RHONDA M. HERCUS
800, Édifice Centra Gas
444, avenue St. Mary
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3T1
Téléphone : (204) 956-1060
Télécopieur : (204) 957-0423

TEFFAINE, LABOSSIÈRE
Avocats et notaires,
Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière
247, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (MB)
R2H 0G6.
Téléphone: 925–1900.
Fax: 925–1907.

Alain J. Hogue
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan
Domaines d'expertise:
- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

Jean-Paul Boily, B.A., LL. B.
202, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G3
Téléphone: 987-3880
Télécopieur: 233-9762



TAYLOR McCAFFREY
AVOCATS et NOTAIRES
949-1312

Me ALAIN L.J. LAURENCELLE
alaurencelle@tmlawyers.com
- droit commercial et corporatif
- droit des affaires / entreprises
- vente / achat de propriété; (financement)
- testaments et successions.

Me JOHN MYERS
jmyers@tmlawyers.com
- droit d'auteur
- propriété intellectuelle
- marque de commerce • litige général.

Me PATRICK RILEY
priley@tmlawyers.com
- litige général.

Plus de 50 avocats exerçant dans tous les domaines du droit à votre service!

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON
AVOCATS ET NOTAIRES
AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

J. Guy Joubert
Barbara Shields
Marianne Rivoalen
Lee Ann Martin
Christian Monnin, stagiaire

360, rue Main, 30e etage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4G1
Téléphone : (204) 957-0050
Télécopieur : (204) 957-0840
Courriel : amt@aikins.com
Internet: http://www.aikins.com

Abonnez-vous à



OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	28,50 $ ☐	32,10 $ ☐
2 ans	51,30 $ ☐	58,85 $ ☐

Oui je m'abonne dès aujourd'hui !

Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______
Ville : ______
Province : ______
Code postal : ______
Téléphone : ______

Je choisis de payer par :
Visa : ______
MasterCard : ______
(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste:
(libellez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de La Liberté)
C.P. 190,
383, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

@tout

postsecondaire

[A:\...PERSPECTIVES FRANCOPHONES.APF]



SUPPLÉMENT NATIONAL

JANVIER _2002, VOL. 6

APF
Association de la presse francophone



[TABLE DES MATIÈRES]



Association de la presse francophone
267, rue Dalhousie
Ottawa (Ontario) K1N 7E3

Telephone	(613) 241-1017
Telecopieur	(613) 241-6193
Site Web	www.apf.ca
Courriel	apf@apf.ca

Francis Potie

Yves Lusignan

Janice Babineau — Jacinthe Laforest
Annie Bourret — Lyne Lemieux
Guy-Marc Dumais — Françoise Ouellet
Louise Jacques — Philippe St-Pierre

Annick Schulz

Jacques Côte

Jacques Laplante

GROUPE RG DESIGN
Gerald Laviolette — Rene Mercier

Transcontinental

Michelle Laliberté

OPSCOM
Chantal Ménard
Nathalie Portelance

Telephone :	(613) 241-5700
Télécopieur :	(613) 241-6313
Courriel :	pubopscom@apf.ca



[illegible]

Le Volume 6 est tiré à 250 000 exemplaires et diffuse entre le 7 et le 18 janvier 2002 par l'entremise de ces publications

[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	(Penetanguishene)	Ontario
[illegible]	[illegible]	Ontario
[illegible]	[illegible]	Ontario
Le Rempart	(Windsor)	Ontario
Le Voyageur	(Sudbury)	Ontario
[illegible]	(Sturgeon Falls)	Ontario
[illegible]	[illegible]	Ontario
Les Nouvelles	(Timmins)	Ontario
L'Horizon	(Kapuskasing)	Ontario
Le Nord	(Hearst)	Ontario
La Liberté	(Saint-Boniface)	Manitoba
L'Eau vive	(Regina)	Saskatchewan
Le Chinook	(Calgary)	Alberta
Le Franco	(Edmonton)	Alberta
L'Express du Pacifique	(Vancouver)	Colombie-Britannique
L'Aurore boréale	(Whitehorse)	Yukon
L'Aquilon	(Yellowknife)	Territoires du N.O.

Il est aussi accessible sur le site Web [www.journaux.apf.ca]

Les textes publiés dans ce supplément national reflètent l'opinion des auteurs et ne correspondent pas nécessairement aux opinions de l'éditeur et des annonceurs. Éducation postsecondaire : perspectives francophones (Volume 6) est produit par l'Association de la presse francophone (APF), en collaboration avec l'agence de représentation média OPSCOM.





Une université sans frontières

Philippe St-Pierre

Depuis septembre 2000, une toute nouvelle institution postsecondaire étend ses tentacules aux quatre coins du pays sans faire de bruit. Il s'agit de l'Université virtuelle canadienne (UVC). Celle-ci regroupe plus de 200 programmes universitaires et offre plus de 2 000 cours à distance dans le site Internet www.cvu-uvc.ca.

Sans frontières ni barrières, l'Université virtuelle canadienne se veut une institution avec le moins de contraintes possible. Un réseau parallèle qui cherche à donner une flexibilité à des étudiants de partout au pays et à faire connaître les établissements d'enseignement qui en sont membres au moyen d'une programmation variée et constamment mise à jour, explique le directeur général des Affaires étudiantes à l'Université Laurentienne, Denis Mayer.

«Le réseau virtuel a été mis en place pour donner une alternative à celles et ceux qui, pour diverses raisons, préfèrent étudier à distance et qui veulent surtout avoir le loisir de choisir le programme qui leur convient. C'est en quelque sorte un portail totalement indépendant, qui permet à l'institution qui participe au projet de se faire connaître et d'offrir aux étudiants une flexibilité pratiquement jamais égalée dans le monde de l'éducation à distance.»

Un des membres fondateurs

Trois nouveaux établissements d'enseignement se sont joints à cette alliance particulière, ce qui porte le nombre de participants à treize*. Un scénario qui risque de se répéter, d'après M. Mayer. «Il n'y a pas une université ou une institution d'enseignement professionnelle qui veut perdre du terrain. À notre époque, on se doit d'utiliser la technologie qui est à notre portée et de participer à ce mouvement d'envergure planétaire. C'est pour cette raison que la Laurentienne est l'un des membres fondateurs de l'Université virtuelle canadienne et l'un des précurseurs de l'enseignement à distance au Canada.»



Le directeur général des Affaires étudiantes à l'Université Laurentienne, Denis Mayer

La Laurentienne offre, depuis 1972, une multitude de cours à distance grâce au Centre d'éducation permanente. «C'est vraiment intéressant de voir comment la situation et les besoins des étudiants ont évolué depuis cette époque. Je pense que les années soixante ont donné le coup d'envoi à un marché de l'éducation connexe. À cette époque, les femmes profitaient davantage de ce système parallèle pour étudier principalement à temps partiel. Aujourd'hui, autant les hommes que les femmes en profitent, et les études à temps plein sont aussi populaires sinon plus que celles à temps partiel», ajoute M. Mayer.

Un avenir prometteur



On retrouve des étudiants de l'Université Laurentienne dans plus de 250 collectivités au Canada. Et même si le réseau est relativement jeune, la Laurentienne entend diversifier sa programmation. «Nous irons assurément de l'avant», précisait-il peu avant la rentrée. «Les gens que j'ai rencontrés qui ont utilisé le service se disent très satisfaits des cours et surtout aiment l'apprentissage autodidacte».

La Laurentienne livre l'information aux étudiants de trois manières. La correspondance est le principal outil de transmission. Le réseau Internet est

utilisé sporadiquement et les bandes vidéo sont un autre mode de diffusion. Soulignons que les frais de scolarité à l'Université virtuelle canadienne sont les mêmes qu'à l'université «physique». Quant aux membres, ils doivent débourser 5 000 $ par année pour être admis dans le réseau et participer aux décisions.

Il est un peu tôt pour évaluer l'effet réel de l'UVC sur les inscriptions. On sait que 512 000 internautes ont visité le site de l'Université virtuelle au cours de la première année. De ce nombre, 383 ont demandé de l'information supplémentaire et 316 ont rempli une demande d'admission. Denis Mayer pense qu'ils sont plus nombreux. Il est pour le moment impossible, explique-t-il, de savoir combien d'étudiants ont préféré remplir une demande d'admission directement auprès d'une université membre de cette alliance, après avoir effectué une première visite sur le site Web de l'UVC.

L'Université d'Ottawa sur l'autoroute

Depuis plus de vingt ans, l'Université d'Ottawa offre divers cours à distance ou en ligne, et un des plus imposants programmes de vidéoconférence au Canada. Et, comme l'explique le directeur du Service d'appui à l'enseignement et à l'apprentissage à l'Université d'Ottawa, Christian Blanchette, l'université veut faire d'Internet un moyen privilégié d'apprentissage. «Je pense sincèrement que nous sommes sur le point de révolutionner complètement l'éducation avec ces nouvelles technologies. Les cours en ligne et les cours magistraux sont devenus des compléments essentiels. Les étudiants aiment cette façon de faire, qui prend de plus en plus d'ampleur chez nous», estime M. Blanchette.

Ce dernier soutient qu'à la différence des cours classiques par correspondance (crayon et papier), les cours en ligne permettent une flexibilité qui plaît à la clientèle. «En plus de faire éclater les horaires, les cours en ligne favorisent la discussion et animent les débats. Qui plus est, les liens qui sont créés entre les étudiants ne peuvent que profiter à la diffusion de l'information», souligne M. Blanchette.

Outre cette interaction de plus en plus présente, le directeur du Service d'appui affirme que le taux d'abandon des étudiants inscrits aux cours en ligne est très bas comparativement aux cours traditionnels.

***Les 13 établissements participants sont :**

l'Université Laurentienne,
l'Université de Moncton,
la Télé-université,
l'Université du Nouveau-Brunswick,
l'Université Mount Saint Vincent,
le Collège universitaire du Cap-Breton,
l'Université Memorial de Terre-Neuve,
l'Université Athabasca,
l'Université de Brandon,
l'Université du Manitoba,
l'Université de Victoria,
l'Université Royal Road
et l'Université de la Colombie-Britannique



Qui dit Télé-université dit Téluq

Louise Jacques

Victime de son dynamisme, la Télé-université (TU) souffre d'un problème d'identité. Non pas dans les pays qui profitent de son expertise, mais au Québec où elle a pourtant vu le jour. Au départ, les gens l'associaient à l'Université du Québec, correctement d'ailleurs, puisqu'elle en est une constituante. La confusion a germé dans les années 1980, alors que la TU implantait le premier réseau d'éducation télévisuelle au monde. Elle a vite cédé, à un consortium, ce qui est devenu éventuellement le canal Savoir. Même si elle n'a jamais privilégié ce médium, les Québécois ont encore plus spontanément fait correspondre *Télé* avec télévision plutôt qu'avec distance. Voilà pourquoi l'institution essaie d'imposer le vocable Téluq au Québec. Pour éviter de semer le doute ailleurs, elle entend toutefois conserver son appellation d'origine. Et dans le but de simplifier le tout, elle recourra de plus en plus à l'accolade

C'est donc la Télé-université : Téluq qui fêtera ses 30 ans l'automne prochain. À ce moment, en vertu d'un contrat de performance conclu avec le ministère québécois de l'Éducation en mars 2001, elle devrait déjà avoir mis de l'avant un certain nombre de mesures visant à augmenter les taux de persistance et de réussite de ses étudiants. Car – autre confusion – la TU n'est pas un fournisseur de cours, mais bel et bien une université dans le plein sens du terme. «La seule chose qui nous distingue des autres, c'est notre vocation d'établissement d'enseignement à distance», précise Anne Marrec, directrice générale de l'organisme.

Par conséquent, la TU gère son propre budget (26 M $), embauche du personnel (205 membres dans l'équipe régulière), recrute des tuteurs et tutrices (160) ainsi que des professeures et professeurs (43). Ceux-ci font de la recherche en plus de donner les 300 cours des quelque 60 programmes que la TU couronne d'attestations, de certificats, de baccalauréats, maîtrises et doctorat.

Pendant longtemps, la Téluq s'est battue pour qu'on accorde pleine valeur aux diplômes qu'elle décernait. C'est chose du passé depuis que les nouvelles technologies ont mis en vogue le télé-enseignement.

«Dès que tout le monde s'est mis à en faire, l'enseignement à distance a cessé d'être considéré comme un enseignement marginal destiné aux personnes défavorisées. Compte tenu de notre vaste expérience, nous profitons évidemment de cette reconnaissance.»

Du coup, il lui devenait moins ardu de tisser des liens de coopération. Ainsi, en 1998, l'ACDI lui confiait le mandat d'implanter le Centre d'application, d'étude et de ressources en apprentissage à distance (Caerenad), en collaboration avec cinq universités d'autres pays. «Une expérience fascinante, mais difficile, estime Mme Marrec. Essayez d'imaginer le défi que représente le fait de bâtir en commun un cours sur le multiculturalisme, quand les méthodes de travail et les valeurs de trois continents sont opposées.»

Plus près de nous, la Téluq tente de s'entendre avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour que son programme – en chantier – menant au diplôme d'études supérieures spécialisées en Administration (DESS) devienne un MBA partenaire. En s'associant avec l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal et l'Ordre des comptables agréés du Québec, elle enrichissait son offre d'un programme unique au Canada, soit un DESS en finances d'entreprise diffusé entièrement dans Internet. «Comme de plus en plus de nos étudiants ont un diplôme de premier cycle, nous développerons davantage les niveaux supérieurs», assure Anne Marrec.

Par ailleurs, en tant que partenaire de l'Université virtuelle canadienne, la TU crédite sans problème les cours des autres universités membres, pourvu qu'ils respectent les exigences du programme d'ad-



mission de l'étudiant. Il en va de même quand ce dernier s'inscrit aux cours de l'Université d'Athabasca. «Tout en restant une université francophone, nous voulions offrir à nos étudiants la possibilité d'obtenir une formation bilingue. En vertu d'un partenariat, les gens inscrits chez nous ou à Athabasca bénéficient d'une alternance des cours en français et en anglais, avec reconnaissance mutuelle. Pour nous, il s'agit d'une avancée importante.»

«Cela dit, poursuit Mme Marrec, notre plus fort partenaire demeure l'ensemble des universités, qui nous envoient sans cesse plus d'étudiants en transfert de crédits.» À l'heure actuelle, ceux-ci représentent 26 % des quelque 18 000 personnes inscrites à la Téluq. Cela signifie que plus du quart de sa clientèle couple les modes virtuel et présenciel d'apprentissage. «Je trouve important de faire remarquer que dans la plupart des pays la formation à distance se développe pour pallier un manque de ressources, alors qu'ici elle se déploie dans le sens d'un saut qualitatif sur les plans de la flexibilité et de la pédagogie.»

Mme Marrec rappelle que la percée des nouvelles technologies comporte deux aspects incontournables pour quiconque s'investit dans le télé-enseignement : l'apprivoisement de ces technologies et la création d'une pédagogie nouvelle. «La modernisation entreprise il y a cinq ans nous a permis de faire un pas de géant en matière d'apprivoisement; nous canalisons donc maintenant nos efforts sur les façons d'apprendre, sur la manière de guider l'apprenant pour qu'il apprenne.»

Toujours à l'aide de documents écrits et de vidéocassettes, mais également par cédéroms et logiciels. «Disons que la majorité de nos cours sont encore sur papier, mais qu'un nombre croissant est hybride, c'est-à-dire disponible dans Internet. Pour l'instant, nous privilégions cette voie, car elle permet à l'étudiant de profiter d'approches pédagogiques multiples dans un même cours.»

Quant à savoir si Internet détrônera un jour le papier, Mme Marrec n'en sait trop rien. «Tout dépendra de l'évolution de notre clientèle.» Actuellement, les femmes d'environ 35 ans en composent l'essentiel, mais tout laisse présager un rajeunissement à court terme. «D'un autre côté, il faut considérer le vieillissement de la population, car aujourd'hui les gens âgés ont à cœur de se cultiver, voire d'acquérir des diplômes. Nous nous adapterons donc aux besoins.»

Quoi qu'il en soit, et peu importe qu'ils optent pour l'imprimé ou pour l'écran, tous pourront bénéficier d'un encadrement en ligne, car les tuteurs et les professeurs sont désormais accessibles par courrier électronique. «Cela dit, ce qui fonctionne beaucoup actuellement, c'est la socialisation par le biais d'Internet», précise Anne Marrec.

En termes clairs, cela signifie que les 11 000 étudiants déjà branchés de la Téluq peuvent vivre la vraie vie d'un campus universitaire. Selon leurs intérêts et au clic de la souris, ils fréquentent l'*Atrium* pour débattre des grandes idéologies, le *Café* pour parler de tout et de rien, le *Dépanne* pour obtenir de l'aide technique et technologique, ou *Stratégies* quand un conseil sur la façon d'étudier serait bienvenu. Fort appréciée, cette approche a mené à l'organisation d'un «*party*» annuel qui permet enfin de mettre un visage sur les mots. «Une des choses que l'on reprochait à l'enseignement à distance, c'est d'empêcher l'immersion intellectuelle des étudiants. Nous avons trouvé la solution dans la socialisation virtuelle, qui est appelée à prendre beaucoup d'ampleur.» La Télé-université : Téluq a déblayé le terrain; aux étudiants de l'enrichir. «Tous les moyens sont sur la table; à eux de nous exprimer leurs besoins et leurs envies.»

La nouvelle technologie

au service de l'éducation en français à l'Île-du-Prince-Édouard



Jacinthe Laforest

La communauté acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard possède depuis 1992 son propre établissement d'enseignement postsecondaire et de formation des adultes. Auparavant, l'établissement francophone postsecondaire situé le plus près était l'Université de Moncton. Les jeunes francophones de l'Île devaient donc s'exiler pour poursuivre leurs études. Souvent, au fil des contacts et des rencontres, il devenait naturel pour eux de s'établir à Moncton ou ailleurs, à l'extérieur de l'île. Pour des adultes déjà établis, aller étudier à Moncton n'était pas très pratique.

La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard a été fondée par les organismes communautaires précisément pour relever les nombreux défis qui se profilaient à l'horizon.

Le pari était énorme : créer un établissement d'enseignement postsecondaire et d'éducation des adultes en français, dont le siège social serait situé dans la région Évangéline. Cette région, reconnue comme le château fort de la francophonie à l'Île, est tout de même l'une des régions les plus rurales de la province, comptant moins de 2 500 habitants.

Il y a dix ans, les moyens de communication de masse, les nouveaux outils technologiques de communication et d'information étaient encore considérés comme des éléments assimilateurs. Il fallait donc renverser la tendance, domestiquer ces machines, faire en sorte qu'elles répondent aux besoins des francophones en matière de formation des adultes, et cela, à des coûts raisonnables.

Il fallait aussi convaincre les gens d'étudier et de suivre des cours en utilisant les nouvelles technologies du temps, qu'on appelait les NTIC (nouvelles technologies de l'information et des communications) : des ordinateurs, des systèmes de vidéoconférence et d'audioconférence dont la plupart des gens n'avaient jamais entendu parler. Il fallait le faire! Littéralement. Cela devait être fait, car le besoin était grand. On cite encore aujourd'hui l'étude *En toutes lettres et en français* de l'Institut canadien pour l'éducation des adultes publiée en 1989, qui indiquait que 49,9 % de la population francophone de l'Île avait seulement une 9e année de scolarité en 1981. Difficile d'améliorer le sort d'une communauté dans ces conditions. Il devenait évident que toute institution d'enseignement postsecondaire devait reposer sur un bon programme d'alphabétisation ou encore de rattrapage scolaire.

Il fallait donc trouver le moyen de le faire, ce moyen étant l'établissement et le maintien de partenariats durables avec les gouvernements et d'autres institutions d'enseignement postsecondaire, sans oublier l'imagination et le dévouement des fondateurs et des personnes qui travaillent aujourd'hui à la Société éducative.

Le début d'un temps nouveau

Dès sa création en 1992, la Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard a commencé à coordonner la prestation de différents cours : l'écriture simple, le français, la grammaire, le français au bureau; ces cours répondaient à un besoin réel dans de nombreux organismes.

Puis en octobre 1994, on a procédé à l'ouverture officielle du Centre provincial de formation pour adultes, financé en bonne partie par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). «Nos locaux étaient beaucoup plus petits quand on a ouvert cette année-là. Comme on était en octobre, il était trop tard pour se greffer au réseau d'enseignement à distance du Collège de l'Acadie, situé en Nouvelle-Écosse. Mais on participait au programme fédéral-provincial Prêts à apprendre, qui nous a permis de fonctionner durant cette première année», explique Colette Aucoin, responsable des programmes à la Société éducative.

Les négociations avec les administrateurs du Collège de l'Acadie allaient bon train et, dès l'année scolaire 1995-1996, on offrait à Wellington une première série de cours.

«La Société éducative est un client du Collège de l'Acadie, on achète sa programmation. On ne participe pas à l'administration. Nous offrons tous les cours du Collège donnés à distance. Ils ont un très bon programme en animation 2D et 3D qui n'est offert qu'en Nouvelle-Écosse», explique Colette Aucoin.

Depuis que la Société éducative offre la programmation du Collège de l'Acadie, Colette Aucoin, qui est là depuis 1994, a vu défiler dans les locaux une centaine d'étudiants. L'automne dernier, 17 étudiants étaient inscrits à temps plein, dont sept provenaient directement de l'école secondaire Évangéline. Les autres étaient des hommes et des femmes qui voulaient améliorer leur condition de vie, réorienter leur carrière.

«La première année, on avait attiré les femmes qui rêvaient d'aller au collège depuis longtemps et qui en avaient maintenant la chance. C'est intéressant de les voir, maintenant, occuper des postes remplis de défis, la plupart travaillant à temps plein. D'ailleurs, on a fait un sondage l'an dernier parmi nos diplômés et on a découvert que le taux de placement oscille dans

les 90 %, et ils sont nombreux à travailler dans leur domaine», affirme Mme Aucoin.

Elle dit que des employeurs dans les entreprises qui dépendent des technologies font appel à la Société éducative régulièrement pour réserver les services de leurs étudiants. «Pour l'année scolaire 2001-2002, on a seulement deux étudiantes inscrites au programme de Technique de gestion de bureau bilingue. On en aurait cinq ou dix et on réussirait à toutes les placer, j'en suis certaine. Nos diplômés et diplômées sont très recherchés.»

Légère et flexible

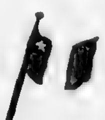
La structure de la Société éducative est très légère, très flexible. Trois employés à temps plein constituent le personnel permanent de l'institution : il n'y a pas de professeurs sur place. En réalité les classes sont petites : deux ou trois étudiants par programme étudient à Wellington. Il n'est donc pas question d'embaucher des enseignants permanents. Les frais de scolarité seraient exorbitants. Avec l'enseignement à distance, même s'il n'y a que deux étudiants à Wellington dans un programme donné, si on ajoute les quatre qui étudient à La Butte, les huit de Dartmouth, et ceux des centres de Petit-de-Gras, Saint-Joseph-du-Moine et Tusket, tous en Nouvelle-Écosse, on réunit suffisamment d'inscriptions pour justifier le salaire d'un professeur. Et les droits de scolarité restent abordables, à 3 000 $ par année, incluant les frais d'administration et les frais technologiques.

Le Collège de l'Acadie n'est pas la seule source de programme de formation. «On se décrit un peu comme un grossiste en formation postsecondaire en français. En plus du Collège de l'Acadie, on a créé des partenariats avec le réseau des collèges communautaires du Nouveau-Brunswick. Nous avons offert le programme de Télétravail en collaboration avec le collège de Dieppe. Nous offrons régulièrement des cours d'administration des affaires (ou scolaire) via le programme d'éducation permanente de l'Université de Moncton. Et puis, tout le domaine de la formation en ligne s'offre à nous, par le réseau de la Téléuniversité du Québec.

La formation devient accessible à la population à partir de chez eux, ou même de leur lieu de travail (si cela convient à leur employeur naturellement), du moment qu'ils ont Internet.» De cette façon, des gens qui travaillent à temps plein peuvent améliorer leur compétence professionnelle, obtenir des crédits. Le potentiel n'est pas énorme car il n'y a que 5 000 francophones à l'Île, mais il est suffisant pour soutenir une institution d'enseignement postsecondaire en français dans la province.

Présentement, avoue Colette Aucoin, en raison des ressources limitées, les cours et les programmes de formation postsecondaires sont concentrés dans la région Évangéline. «Mais il y a un potentiel à développer dans chaque région et on y travaille. On pense que l'éducation en ligne pourrait nous aider à agrandir notre clientèle, mais on coordonne tout de même la prestation de cours en région, surtout des cours de français de base et des cours de conversation. L'ouverture d'écoles a créé un engouement pour le français. Les parents qui ont droit à une éducation en langue française mais qui ont perdu l'usage du français veulent le réapprendre.»

Un autre aspect des services offerts par la Société éducative est la formation «sur mesure». Lors de la création de la Société éducative, on misait sur ce concept et il continue de tenir ses promesses. On travaille depuis plusieurs mois à l'élaboration d'un programme de formation répondant directement aux besoins de l'industrie touristique dans la région Évangéline. «On parle d'un certificat en tourisme offert en 16 semaines. Cela semble répondre à un véritable besoin», conclut Mme Aucoin.



Quand l'éducation à distance transforme une vie

Jacinthe Laforest

Léona Bernard, de Saint-Raphaël à l'Île-du-Prince-Édouard, a reçu en septembre 2001 un prix d'alphabétisation de Postes Canada. La jeune femme occupe maintenant un emploi qu'elle aime et qui présente des défis et elle vient de gagner un ordinateur offert par Postes Canada. La chanceuse.

C'est vrai que l'histoire finit bien. Mais la fin aurait pu être tout autre. Mère de trois enfants, Léona est devenue presque du jour au lendemain le soutien de famille lorsque son mari est prématurément devenu incapable de travailler, en raison d'une santé chancelante.

Chanceuse?

«Ce n'est pas évident de faire vivre une famille de trois enfants sans revenu stable. J'étais découragée et je ne voyais pas comment j'allais m'en sortir. Je me sentais prise au piège. Depuis que mon mari ne pouvait plus travailler, la communauté nous aidait, mais je devais trouver un moyen de survivre.»

Léona habite Saint-Raphaël, une petite collectivité de la région Évangéline, située à moins de 10 kilomètres de Wellington. C'est justement dans ce village de quelques centaines de familles que la Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard a élu domicile. Imaginez que vous ayez obtenu votre diplôme d'études secondaires, en anglais, il y a déjà plusieurs années, et que vous n'ayez pour ainsi dire jamais touché à un ordinateur. Vous savez que l'établissement existe, mais vous croyez que c'est pour les petits génies qui sortent de l'école et pas pour une mère de trois enfants.

Léona Bernard savait qu'elle avait besoin d'améliorer ses compétences, ses connaissances, ses chances de trouver un emploi qui la sortirait du cycle destructeur de l'assurance-emploi. Mais la Société éducative et les programmes d'études postsecondaires du Collège de l'Acadie ne lui semblaient pas accessibles. Jusqu'à ce qu'on cogne à sa porte.

«Lorsqu'une des employées de la Société éducative est venue chez moi à plusieurs reprises pour me parler de la possibilité de prendre des cours, j'ai finalement accepté puisque j'en avais assez de la mauvaise fortune qui avait frappé mon foyer.»

Elle a décidé de plonger. Elle avait, rappelons-le, obtenu son diplôme d'études secondaires, mais elle avait étudié dans une école anglaise. Au cours de l'hiver et du printemps 1998, elle a pris quelques cours de rattrapage en études générales en français. Il s'agit d'un programme, offert sur place, qui se conclut par l'obtention d'un diplôme équivalent à celui de la 12e année.

L'été suivant, elle s'est trouvé un emploi. À l'automne, on lui a parlé de la possibilité de faire un essai de deux semaines, en vue de s'inscrire à un programme d'études de deux ans.

«Je n'avais rien à perdre. Certaines personnes me disaient que je ne pourrais jamais porter tout le fardeau d'étudier, de m'occuper de ma famille et de la maison. Avec l'appui de mon mari et de mes enfants âgés à l'époque de 6, 7 et 11 ans, j'ai pris mon courage à deux mains et j'ai décidé d'essayer. Je suis allée au Collège d'Acadie à Wellington et je me suis inscrite au programme de deux ans de Conseiller en service à la personne, même si les cours avaient déjà débuté. J'essayais pour deux semaines.»

Six mois plus tard, elle était toujours aux études et prenait plaisir à apprendre sans cesse de nouvelles choses. Nous sommes maintenant au début de l'année 2002. Léona a obtenu son diplôme du Collège de l'Acadie, couronnant sa formation de Conseillère en service à la personne. Elle n'a pas cessé de travailler depuis.

Internet au «cœur» de la formation cardiaque



Philippe St-Pierre

Qui aurait cru un jour qu'on formerait «en ligne» des infirmières en soins cardiaques ?

Pourtant, depuis l'automne 2000, l'Université Laurentienne de Sudbury offre au personnel infirmier autorisé de partout au Canada un accès à quatre modules de formation en soins cardiaques sur l'inforoute. Cette initiative, qui n'a pas son pareil au Canada, permet d'acquérir ou de parfaire ses connaissances dans ce champ particulier d'intervention.

Le projet pilote, mis sur pied par l'École des sciences infirmières et le Centre d'éducation permanente de l'Université Laurentienne et subventionné par le Bureau des technologies d'apprentissage (BTA), une section de Ressources humaines Canada, a déjà reçu l'appui de plusieurs organismes canadiens et locaux. À ce chapitre, l'Hôpital régional de Sudbury agit à titre de partenaire officiel du projet. De plus, des pourparlers sont présentement en cours avec l'Association des infirmiers et infirmières du Canada pour mettre en œuvre une formation nationale.

La flexibilité au rendez-vous

Au dire de l'une des instigatrices du projet, Marie St-Onge, les soins cardiaques sur l'inforoute s'adaptent aux besoins de la clientèle. «Au départ, nous nous adressons à des gens qui sont en milieu de travail. Donc, il est évident que la disponibilité et la flexibilité sont des facteurs extrêmement importants. C'est pour cette raison que la formation à distance correspond à ces gens qui œuvrent par surcroît dans un domaine où les heures de travail sont passablement bouleversées», dit celle qui enseigne à l'École des sciences infirmières de la Laurentienne.

Trois modules de contenu (Philosophie, Anatomie et physiologie, Évaluation physique et entrevue) et un module d'orientation générale sont au programme, dans le cadre du projet. Comme l'explique une responsable du développement de la pro-



grammation des cours en ligne, Julie Boissonneault, neuf autres modules sont en développement ou seront développés d'ici au printemps et à l'automne. Ces modules sont : Évaluation diagnostique et pharmacologie, Hémodynamie, Soins de partenaires avec des arythmies, Soins de partenaires avec une expérience de santé en cardiologie, Soins de partenaires avec des expériences de santé en cardiologie nécessitant des interventions chirurgicales, Soins de partenaires avec des expériences de santé, Maladies chroniques en cardiologie, Promotion de la santé et prévention de la maladie en cardiologie. S'y ajouteront deux modules traitant d'études de cas avec une complexité de plus en plus grande.

[illegible]

Les cours dispensés par le biais du site des soins cardiaques en ligne sont créés en collaboration avec plusieurs experts du Canada et d'autres pays. Une diversité qui permet de regrouper l'expertise selon Mme Boissonneault, qui travaille au Centre d'éducation permanente de la Laurentienne. «Je dirais qu'une trentaine de personnes ont travaillé sur le projet jusqu'à maintenant. Pour notre part, nous avons mis sur pied, ici à Sudbury, le module sur la philosophie des soins cardiaques. Plusieurs experts nous font des recommandations et nous soumettent des idées via le site. C'est vraiment très intéressant de pouvoir sentir cette interaction.»

Fait à noter, le site Internet offre ses cours en français comme en anglais, mais on n'y retrouve pas nécessairement la même information. «Les études que nous avons menées nous ont démontré que les besoins sont différents chez les anglophones et les francophones. En adaptant notre information aux besoins de notre clientèle, nous voulons simplement offrir la formation la plus adéquate possible. Cependant, cette décision d'offrir des cours *adaptés* n'altère en rien la qualité et la pertinence de l'enseignement prodigué sur le site», assure Mme Boissonneault.

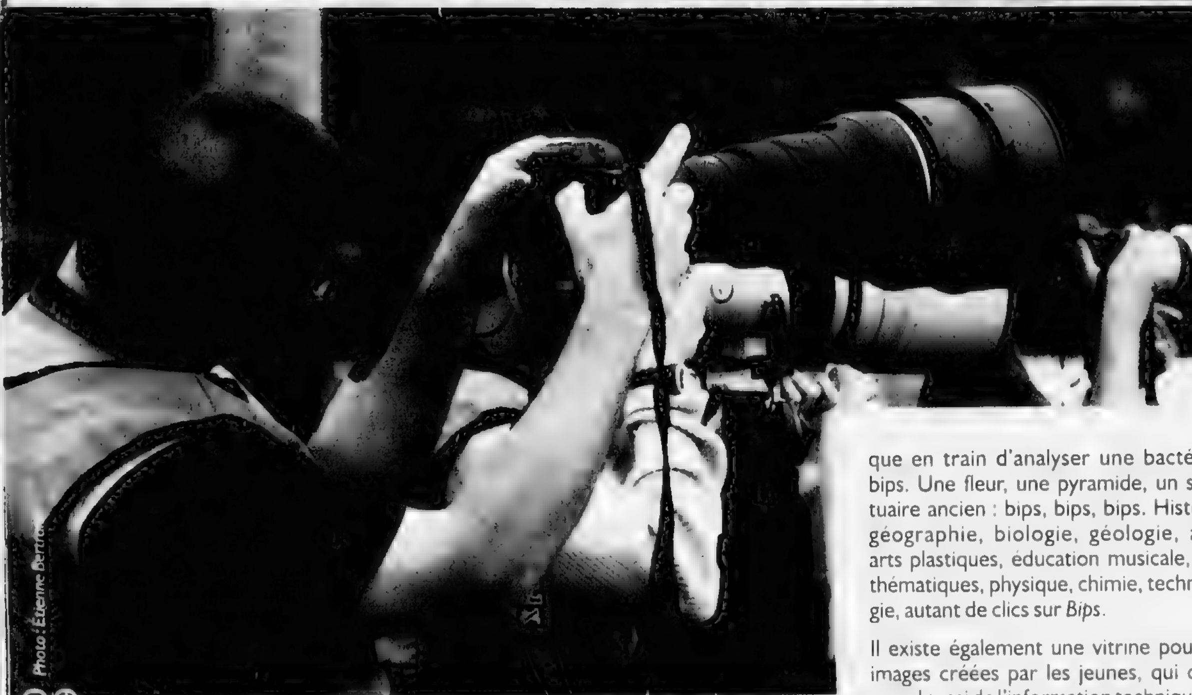
La Laurentienne travaille aussi avec le Centre national de formation en santé d'Ottawa, dans le but de développer un baccalauréat en sciences infirmières, post-diplôme.

Le projet *Soins cardiaques sur l'inforoute* n'a pas encore reçu beaucoup de publicité, puisque le lancement officiel aura lieu cet automne. Les frais d'inscription par module ont été fixés à 181 $.

On peut consulter le module d'orientation de Soins cardiaques sur l'inforoute à http://webct.laurentian.ca:8900. Cliquez ensuite sur la rubrique «Liste de cours», cherchez le titre *Éducation permanente* sous la rubrique «Catégorie» et cliquez. Ensuite, sous les cours (rubrique), cliquez sur Soins cardiaques. Utilisez «envision» tant comme utilisateur que comme mot de passe pour le module. ◘



Marie St-Onge, enseignante à l'École des sciences infirmières de l'Université Laurentienne, et Julie Boissonneault, du Centre d'éducation permanente de la Laurentienne, sont au nombre des instigatrices du programme de formation en ligne Soins cardiaques sur Internet. Soulignons que Manon Lemonde, également à l'École des sciences infirmières, a pris une part aussi active à la mise sur pied du projet.


Photo : Étienne Bertr...

Bips, bips, bips, bips...

Yves Lusignan

www.grics.qc.ca/bips. Si ce n'est déjà fait, l'adresse électronique la plus populaire chez les enseignants pourrait bien un jour être celle que vous venez tout juste de lire. Pourquoi? Allons voir.

Bips, c'est la banque d'images pédagogiques et de scénarios. Une idée toute simple née en 1995 d'une rencontre entre Christian Lauzon, enseignant en photographie à la polyvalente Saint-Jérôme au Québec, et Jean-François Cerisier, enseignant à l'Université de Poitiers en France, lors d'un séminaire franco-québécois portant sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, les NTIC.

«Je cherchais une façon d'archiver les images de mes élèves», raconte M. Lauzon. Son compatriote français cherchait, lui, des images libres de droit d'auteur. Or, les professeurs sont de grands voyageurs, qui prennent des photos comme n'importe quel touriste. «Souvent, on a une banque d'images à la maison, et on ne se rend pas compte de leur utilité pédagogique.» Un et un font deux; on venait de trouver des milliers de photos.

Ce sont donc des enseignants qui consacrent bénévolement du temps à enrichir ce site, qui se divise en deux : le site français d'un côté, qui héberge la base d'images générales, et le site québécois conçu par Christian Lauzon, qui constitue la base d'images scénarisées, qui permet par exemple d'illustrer par une série d'images une expérience scientifique.

La beauté avec *Bips*, c'est que tout est gratuit. Il est toutefois entendu avec les professeurs qui alimentent le site, que la diffusion des images se fait strictement à des fins pédagogiques, et non commerciales.

Lancé en 1997 au Québec et un an plus tard en France, *Bips* compte aujourd'hui 275 correspondants au Québec, en France, en Belgique, en Suisse, au Danemark, en Allemagne, en Italie et en Argentine qui alimentent la banque et qui peuvent même répondre à des commandes spécifiques. Parfois, des institutions acceptent de libérer les droits sur certaines photographies. Radio-Canada, dont la photothèque compte 1,5 million d'images, a ainsi accepté de libérer les droits sur 30 images.

Bips offre aux enseignants une banque d'images dans toutes sortes de disciplines, qui peuvent être utilisées pour illustrer un cours. Besoin d'un château médiéval dans le cadre d'un cours d'histoire sur les villes fortifiées? Pourquoi pas Carcassonne et ses 25 tours. Ou la ville de Québec. Il suffit de cueillir la photographie. Besoin d'illustrer une expérience sur la photosynthèse? Une recherche sur la base d'images scénarisées et le tour est joué. Vous avez besoin de la photo d'un oiseau de proie pour illustrer votre cours de biologie : bips et le tour est joué. Vous voulez montrer à vos élèves un scientifique en train d'analyser une bactérie : bips. Une fleur, une pyramide, un sanctuaire ancien : bips, bips, bips. Histoire, géographie, biologie, géologie, arts, arts plastiques, éducation musicale, mathématiques, physique, chimie, technologie, autant de clics sur *Bips*.

Il existe également une vitrine pour les images créées par les jeunes, qui comprend aussi de l'information technique sur la création photographique et, bientôt, sur l'imagerie numérique. On retrouve aussi sur le site québécois des photoreportages et des liens vers d'autres banques d'images. Tenez! cet été, Christian Lauzon a pris des centaines de photos lors des Jeux de la Francophonie. Son photoreportage est maintenant disponible pour tous les enseignants de la planète.

Le dernier-né, *100 ans...de paroles et d'images*, se veut une rétrospective des cent dernières années en textes et images sur des événements à caractère international, national ou régional, vue à travers les manchettes du journal régional *L'Avenir du Nord*, qui a vraiment existé entre 1890 et 1970. «À l'époque, les journaux régionaux couvraient à la fois les nouvelles internationales et nationales. Ce n'est pas comme aujourd'hui, où ils ne couvrent que leur région», explique Christian Lauzon, un ancien professeur d'histoire. Les principales manchettes sont illustrées par des photographies tirées des banques d'images des Archives nationales du Canada, de la Bibliothèque nationale du Québec et de la Bibliothèque du Congrès américain.

Sélectionné parmi les 100 meilleurs sites éducatifs en français en 1998, 1999 et 2000 par la revue québécoise *Guide Internet*, *Bips* est l'affaire d'une seule personne au Québec. Après avoir profité d'une subvention de démarrage du ministère de l'Éducation, Christian Lauzon doit maintenant se débrouiller sans ressources financières.

En France, l'accueil a été tel que le site français a été sélectionné par le ministère de l'Éducation nationale comme la seule banque d'images en éducation.

Christian Lauzon souhaite maintenant que d'autres enseignants, de partout au pays et au monde, participent au développement de *Bips*. Et même, pourquoi pas? développent chez eux des sites semblables.



Des Filles du Roy dans Internet

Sur la pointe sud du grand Montréal, non loin de la célèbre taverne Magnan, on trouve encore la maison qui, de 1668 à 1673, a accueilli les Filles du Roy, ces jeunes femmes dont la réputation a plus d'une fois été remise en question. Durant les heures plus tranquilles, quand les visiteurs se font moins nombreux dans les parages, le personnel de la maison s'affaire à la mise à jour de son site Web. Ne vous y trompez pas, il s'agit bel et bien d'un musée! Le bâtiment et son histoire ont, quant à eux, acquis une réputation d'intérêt national et son architecture, datant du XVII[e] siècle, est demeurée tout ce qu'il y a de plus authentique.

Pour aider à perpétuer la mission éducative de la Congrégation de Notre-Dame, la directrice générale du musée Maison Saint-Gabriel, Sœur Madeleine Juneau, n'a pas hésité à faire appel aux nouvelles technologies. «Internet est un moyen de diffusion très important pour nous, précise-t-elle, car nous avons non seulement le devoir de conserver ces trésors qui nous sont confiés, mais nous avons également le devoir de les diffuser.»

C'est bien connu, musées et éducation font bon ménage. Pourtant, à bord des autobus qui se dirigent vers les établissements patrimoniaux du Canada, les passagers ne sont plus ce qu'ils étaient et l'on ne s'étonne plus de voir entrer au musée des classes entières qui se sont renseignées au préalable dans Internet.

Madeleine Juneau s'est, entre autres, alliée aux responsables du programme professionnel de Maîtrise en architecture de l'Université de Montréal afin de contribuer au rayonnement de l'édifice historique et des collections qu'elle administre. Ce programme d'études, qui mène au stage et aux examens de l'Ordre des architectes du Québec, propose différentes spécialisations, dont le design architectural, l'architecture urbaine, la conservation de l'environnement bâti, la conception et la modélisation assistées par ordinateur. «Avec l'aide de professeurs et étudiants de l'université, nous avons réalisé une visite virtuelle architecturale qui permet de démonter et reconstruire à volonté la Maison Saint-Gabriel, et à peu près tout ce qui l'entoure dans Pointe-Saint-Charles», raconte la directrice du musée. Jean-Claude Marsan, professeur titulaire à l'École d'architecture, précise que le projet a permis de «retracer l'évolution morphologique du quartier, à partir du domaine initial de la Congrégation, qui faisait plus de 200 acres, jusqu'à son aspect actuel». Cette modélisation a par ailleurs conduit à la réalisation d'une exposition itinérante. Les murs, les planchers et les foyers s'animent cette fois grâce au génie informatique et le visiteur peut explorer la maison de la cave au grenier. L'exposition *L'empreinte du Temps*, qui met en relief le génie des bâtisseurs d'autrefois, a été accueillie au Musée historique du Madawaska, au Nouveau-Brunswick, puis au Musée de Saint-Boniface, au Manitoba.

Autre tour de force entrepris par Madeleine Juneau et son équipe : la réalisation prochaine de deux nouvelles expositions virtuelles où muséologues et spécialistes du multimédia forment un partenariat dans le but de favoriser une meilleure compréhension de l'héritage laissé par les premiers arrivants en Nouvelle-France. Réalisées dans le cadre du Programme d'investissement du Musée virtuel du Canada, une initiative du ministère du Patrimoine canadien, ces expositions en ligne seront lancées au cours des prochains mois. Les internautes pourront y accéder par l'entremise de la passerelle Web ***museevirtuel.ca***.

Entre-temps, à la Maison Saint-Gabriel, les visiteurs «scolaires» continuent d'affluer et ils proviennent autant des écoles primaires et secondaires que des collèges et des universités. Selon Sœur Madeleine, la Maison répond à tous les programmes. «Nous accueillons aussi bien les étudiants de l'École d'architecture et ceux de l'Institut du tourisme, qui s'intéressent à notre environnement urbain, que les collégiens qui terminent la lecture obligatoire du roman *Jeanne, Fille du Roy*.» En ce qui a trait aux nombreux groupes en provenance des écoles primaires et secondaires de la région métropolitaine, Madeleine Juneau admet qu'il n'est pas question de les accueillir à moins que leur professeur ait préalablement visité son établissement. «Il ne viendrait jamais à l'idée d'un bon pédagogue de suggérer un ouvrage qu'il n'aurait d'abord lu; c'est la même chose en ce qui concerne les classes qui viennent nous visiter», insiste-t-elle. Il faut comprendre qu'avant d'en être la directrice générale, Sœur Madeleine a d'abord été la directrice pédagogique du musée. Et quand ils réserveront, en provenance de l'Abitibi ou même du Japon, elle invitera tout simplement les responsables de ces groupes de visiteurs à consulter le site Web du musée à ***www.maisonsaint-gabriel.qc.ca***. Question de bien les préparer à l'expérience d'apprentissage qu'elle leur propose.

Éducation virtuelle

Le *Musée virtuel du Canada* (MVC) a fait son apparition sur les écrans d'ordinateurs le 22 mars 2001. Des internautes de tous âges ont adopté cette passerelle Web pour se lancer à la découverte du contenu multimédia novateur mis à leur disposition par les musées canadiens. Le MVC a déjà accueilli plus de 1,5 million de visiteurs virtuels provenant de plus de 120 pays. Construit autour d'un puissant moteur de recherche, le MVC présente un ensemble de rubriques aussi attrayantes que conviviales.

Huit portails sont accessibles aux internautes : ***Expositions du MVC*** présente des productions multimédias qui s'appuient sur des collections remarquables; ***Pour s'amuser*** offre des jeux où le mot interactif rime avec éducatif; *la **Galerie d'images*** contient des milliers d'images proposées par des musées; ***Musées à visiter*** fait découvrir plus de 2 400 établissements patrimoniaux au Canada; le ***Calendrier d'activités*** est rempli de suggestions pour toute la famille; ***Mon musée*** est un outil pédagogique qui permet de collectionner et d'interpréter à sa guise; le ***Centre des enseignants*** donne accès aux outils didactiques développés par les musées et ***@Boutiques*** conduit aux musées qui offrent la commodité du magasinage en ligne.



Le portail Centre des enseignants *est une porte ouverte aux outils didactiques. Le Musée virtuel propose toute une gamme d'activités qui peuvent être intégrées aux plans de cours.*



Le Nouveau-Brunswick :

un chef de file de l'éducation à distance

Yves Lusignan

Le Nouveau-Brunswick, n'en doutez plus, ne se limite pas aux plages, au homard et à La Sagouine! Cette petite province des Maritimes est au cœur d'une révolution dans le monde de l'éducation au pays.

«Pour nous, l'éducation est une industrie», certifie le directeur général de TéléÉducation NB, Rory McGreal. Vous avez bien lu : l'éducation est un véritable business. Voilà, le mot est lancé. La plus grande entreprise au monde dans l'éducation en ligne, Smart Force, a d'ailleurs pignon sur rue dans la capitale, Fredericton. Depuis 1993, plus de soixante entreprises spécialisées en éducation ont répondu positivement aux politiques de la province, qui encourage l'investissement dans l'apprentissage. Cela représente 1 200 emplois directs liés à la formation à distance, dans une province davantage connue pour ses travailleurs saisonniers.

Le Nouveau-Brunswick se targue aujourd'hui d'offrir le plus grand nombre de cours en ligne par habitant... au monde! On parle de 2 000 cours, offerts par des entreprises et les établissements d'enseignement. Depuis 1998, plus d'un million d'élèves, dans quarante pays, ont suivi des cours grâce au Nouveau-Brunswick. On trouve, dans le répertoire http://telecampus.edu mis sur pied par TéléÉducation NB, pas moins de 50 000 cours en ligne, dont 5 000 en français.

«Nous croyons qu'à l'avenir la livraison de l'éducation par Internet sera la plus grande industrie au monde», affirme Rory McGreal.

TéléÉducation NB, le réseau provincial de formation à distance fondé en 1993, a d'ailleurs pris le virage. Depuis l'an 2000, tous les cours à distance sont offerts en ligne. Dans cinq ans, prédit M. McGreal, cette industrie dépassera même... le tourisme! C'est que la formation continue fait maintenant partie de la vie quotidienne. Elle est devenue un nouveau besoin essentiel, comme se vêtir, se nourrir et se loger.

Aucune autre province ne considère l'éducation comme une industrie, déplore cependant M. McGreal. Et il ne mâche pas ses mots. «Le Québec et l'Ontario dorment. C'est incroyable! Ils vivent dans un monde qui n'existe plus. Ils veulent conserver un mode de vie qui n'existe plus. Ils se pensent encore dans une économie de manufacturiers. Ils ne comprennent pas qu'ils sont dans une économie de formation.» Il prend pour exemple l'industrie de la construction. En 1980, 2 % du budget total de l'industrie allait à la formation des employés. En 1990, cette portion a doublé. L'an dernier, c'était 8 % : «Dans tous les secteurs de l'industrie, il y a une augmentation des dépenses en formation.»

M. McGreal a été sidéré par la teneur des propos des participants à un forum sur l'établissement du réseau du savoir, qui avait lieu l'an dernier en Ontario. «Leur attitude remontait aux années 80. Leurs arguments étaient les nôtres il y a dix ans. Aujourd'hui, on ne peut pas obtenir son diplôme secondaire au Nouveau-Brunswick sans maîtriser Internet et l'ordinateur. En Ontario, ils en sont encore à débattre la pertinence d'utiliser l'ordinateur en classe et Internet.»

Le Québec et la France, cependant, ne reconnaissent pas les cours en ligne en français qu'offre le Nouveau-Brunswick. Rory McGreal y voit «une balkanisation du français». En fait, la province a plus de facilité à vendre ses cours à la Tunisie qu'au Québec! Ce protectionnisme franco-québécois freine, selon lui, le développement de la télé-éducation en français. «Il est important d'avoir accès à un gros marché pour le multimédia en ligne.»

La Province a bien tenté de convaincre le ministère québécois de l'Éducation de changer son fusil d'épaule, mais en vain. Rory McGreal attribue cet échec à la lourdeur administrative. Il en va autrement des entreprises québécoises, dit-il, qui n'hésitent pas à reconnaître la valeur des cours offerts en ligne par le Nouveau-Brunswick.

Pendant que les autres réfléchissent, le Nouveau-Brunswick joue d'audace en soutenant l'établissement de la première université privée anglophone en ligne au Canada. Il s'agit de *Lansbridge.com*, basée à Fredericton, qui a aussi des bureaux à Ottawa. La Province, qui souhaite devenir un centre mondial de cours en ligne, a d'ailleurs l'intention d'accueillir cinq universités privées en ligne au cours des prochaines années. «C'est une industrie qui augmente de 30 % par année, depuis cinq ans au Nouveau-Brunswick, sa quantité de cours et le nombre d'employés.»

Le Nouveau-Brunswick compte aujourd'hui 216 centres d'accès à Internet. On a annoncé récemment la création d'un collège communautaire virtuel dans la Péninsule acadienne, où il sera désormais possible de suivre des cours en ligne.

«Lorsque les autres provinces vont com-prendre, il y aura de gros changements au pays», prédit le directeur général de TéléÉducation NB.

L'éducation en ligne : [illegible]

Françoise [illegible]

L'éducation en ligne est loin de faire l'unanimité dans le monde de l'éducation. C'est le moins qu'on puisse dire.

L'automne dernier, le politologue et économiste Riccardo Petrella, professeur à l'Université catholique de Louvain, en Belgique, conseiller à la Commission européenne et président de l'Université européenne de l'environnement, s'est adressé à un auditoire de plusieurs centaines de personnes à l'Université du Québec à Hull pour partager sa réflexion sur les finalités et les priorités de l'éducation. Selon lui, l'éducation en ligne est le cheval de Troie de la marchandisation de l'éducation.

[illegible]

L'auteur de plusieurs ouvrages, dont *L'éducation, victime de cinq pièges*, constate que l'envahissement du monde de l'éducation par la technologie multimédia depuis une vingtaine d'années a changé les finalités de l'éducation. L'éducation pour et par la personne humaine a été évincée au profit de l'éducation pour la «ressource humaine». Un établissement scolaire est une entreprise. Les professeurs sont des ressources humaines. Les étudiants sont des clients et des consommateurs. Les directeurs d'établissements postsecondaires sont des administrateurs. C'est le premier piège dans lequel est enfermé le système éducatif actuel.

Le système d'éducation, surtout dans l'enseignement professionnel et dans l'enseignement supérieur et universitaire, est devenu un système de formation de ressources humaines «formatées» : on doit «former» les étudiants pour qu'ils soient employables. L'université «produit» des diplômés. On ne parle plus de la personne humaine. Selon l'auteur, on est passé du droit au travail au devoir de démontrer son employabilité et sa rentabilité. La «ressource» n'a la capacité et le droit d'exister que dans la mesure où elle est employable et «rentable» pour l'entreprise. Aussi, depuis la fin des années 1970, la logique marchande du capital privé tend-elle à redéfinir les priorités de l'éducation.

[illegible] marché de l'éducation

Le premier «marché mondial de l'éducation» (*World Education Market*) s'est tenu en mai 2000, à Vancouver. Aux États-Unis et au Canada (à l'exception, en partie, du Québec), on parle de «marché de l'éducation», de «business de l'éducation», de «marché de produits et services pédagogiques», d'«entreprises éducatives». Au cours des prochaines années, les éditeurs de produits multimédias, les concepteurs et fournisseurs de services en ligne ou de services de télé-enseignement, les opérateurs de télécommunication, les entreprises informatiques vont dominer ce marché.

La marchandisation des savoirs est le deuxième piège de l'éducation, car elle favorise un enseignement supérieur et universitaire sur une base entièrement privée.

De plus, la «bonne» éducation tend à privilégier les domaines technoscientifiques et de gestion : informatique, physique, biotechnologie, mathématiques, business, finance, langues, marketing, etc. L'innovation technologique (les entreprises de pointe, la haute technologie, etc.) et le marché (les entreprises qui font figure de leaders dans leur secteur, les capitaux, les entreprises de la nouvelle économie) déterminent, en très grande partie, ce qui mérite d'être acquis sur le plan des savoirs. Une université préférera certainement créer une chaire sur les systèmes de reconnaissance de la parole plutôt qu'une chaire sur la littérature byzantine du XIII[e] siècle… «Ainsi, le consommateur pourra éventuellement demander à son réfrigérateur de s'ouvrir… et ce dernier le lui refusera», lance ironiquement Riccardo Petrella.

La technologie : un outil ou une fin en soi?

On finit donc par croire, dit-il, qu'on peut s'éduquer n'importe où et n'importe quand. On vend de plus en plus de programmes de formation en ligne. Selon une étude de la banque d'affaires américaine Meryll Lynch, citée par Petrella, quelque 160 millions de jeunes poursuivront des études supérieures, vers 2025. Déjà, en l'an 2000, il y en avait 84 millions, dont 40 millions guidés par des enseignants grâce à Internet. D'ici 2005, les «universités virtuelles» rassembleront des millions d'étudiants de partout dans le monde.


Riccardo Petrella.

Pour décrire les troisième et quatrième pièges de l'éducation, Riccardo Petrella explique que nous sommes passés de l'ère industrielle, fondée sur des ressources matérielles et des capitaux physiques (la terre, l'énergie, l'acier, le béton, les chemins de fer, etc.), à l'ère «de la connaissance» et de la nouvelle économie («e-économie»), fondée sur des ressources immatérielles et des capitaux virtuels (les savoirs, l'information, la communication, la logistique). Voici un extrait de son bouquin : «La subordination de l'éducation à la "techno-logie" est flagrante [...] Aujourd'hui, c'est l'outil qui détermine ce qu'est le besoin. L'outil – notamment le capital financier – définit et mesure la valeur et, dans notre cas, le rôle et l'utilité de l'éducation.»

Auparavant, le système éducatif s'occupait d'arroser «toutes les plantes du jardin» : les tournesols, les roses, les tulipes, même les ronces. Aujourd'hui, on n'arrose que les marguerites... et on donne peu de chances aux autres fleurs de pousser. L'«arbre de la connaissance» est réservé a une élite, à ceux dont les talents peuvent satisfaire aux critères de productivité et de rentabilité.

Le cinquième piège décrit par Riccardo Petrella est celui de faire de l'éducation un instrument légitime des inégalités sociales, dans un contexte où le fossé se creuse de plus en plus entre les «qualifiés» et les «non-qualifiés», ceux qui ont accès à «la connaissance qui compte» et ceux qui sont exclus de cette connaissance, qui n'ont pas eu le droit d'y accéder ou qui ont perdu ce droit.

Dès la seconde moitié du secondaire, l'éducation devient une sorte de course à obstacles : à 12, 13 ou 14 ans, on sélectionne et on élimine des candidats. Au fil des ans, le mur devient infranchissable pour une partie de la population. Malgré les efforts d'une bonne partie des éducateurs, le système éducatif est amené à sélectionner les *meilleurs* plutôt qu'à valoriser les capacités particulières de tous les élèves.

Les Etats-Unis sont le pays le plus «développé» au monde dans le domaine des technologies d'information et de communication, du multimédia et d'Internet. Pourtant, d'après une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le taux de jeunes y obtenant un diplôme d'enseignement secondaire dépassait à peine 40% en 1996. Et cela, malgré le fait que le budget dépensé par élève est, dans tous les secteurs de l'éducation, l'un des plus élevés au monde. Au Royaume-Uni, 90 parmi les 100 meilleurs lycées publics ne forment que 7 % des élèves issus de l'école primaire.

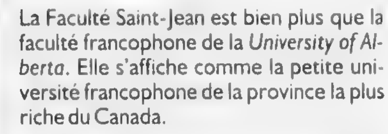
Plusieurs croient que l'enseignement se fera de plus en plus sur une base individuelle, à distance (à la maison, dans les bureaux, dans les usines), à la carte (quant aux contenus, etc), à durée variable, pour un public qui se formera tout au long de la vie.

Et, dans les prochaines années, écrit Petrella, nous assisterons à de fortes poussées de libéralisation et de déréglementation des «marchés nationaux de l'éducation». Selon lui, les organisations syndicales et les organisations non gouvernementales (ONG) doivent redoubler d'efforts pour empêcher cela. De plus, nos sociétés soi-disant fondées sur les droits humains devraient abandonner le concept de la «ressource humaine» gérée, valorisée, déclassée, recyclée, abandonnée en fonction de son utilité à l'entreprise, et qui fait du travail humain une «ressource» au même titre que le charbon ou le gaz naturel!

En conclusion de son ouvrage, *L'éducation, victime de cinq pièges*, le conférencier écrit ceci : «Je pense, pour ma part, que le point de départ pour une "autre" éducation est de donner comme objectif prioritaire au système scolaire d'apprendre à savoir dire bonjour à l'autre [...] d'être capable de reconnaître de la valeur à toute contribution. Il ne saurait y avoir de citoyens de 1re, de 2e et de 3e classe, selon leur niveau d'instruction. Cela ramènerait nos sociétés à la fin du XIXe siècle!»


Photo : Faculté Saint-Jean

FACULTÉ SAINT-JEAN : la francophonie s'affiche au premier plan



Lyne Lemieux



La doyenne, Claudette Tardif

La Faculté Saint-Jean est bien plus que la faculté francophone de la *University of Alberta*. Elle s'affiche comme la petite université francophone de la province la plus riche du Canada.

Ses programmes de Baccalauréat en arts, en éducation, en sciences et de Baccalauréat bilingue en administration des affaires et la possibilité d'y entreprendre la première année des études en génie attirent un nombre croissant d'étudiants. Ce n'est pas tout. Parmi les projets d'avenir, on note l'offre d'un programme en sciences infirmières, l'ajout d'une maîtrise en études canadiennes au programme de Maîtrise en éducation, de même que la possibilité d'un programme conjoint en éducation et en musique.

«Au cours des trois dernières années, nous avons vu nos inscriptions grimper de 13,2 % dans nos programmes de baccalauréat, comparativement à une augmentation de 1,9 % à la *University of Alberta*. Notre programme de Maîtrise en éducation a connu une augmentation de 315 % en trois ans, alors que l'Université enregistre une hausse de 9 % de ses programmes de deuxième cycle. C'est le résultat des efforts concertés de tout notre personnel», raconte la doyenne de la Faculté Saint-Jean, Claudette Tardif.

Créé en 1908 par les Oblats de Marie Immaculée, le Collège Saint-Jean se joint à la *University of Alberta* en 1978. La popularité de cette institution, vouée à l'éducation des jeunes francophones et francophiles, croît avec les années. La Faculté Saint-Jean accueillera l'élite de la francophonie albertaine. On vient aussi de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, pour y poursuivre ses études.

Quand le gouvernement albertain entreprend sa période de compressions budgétaires, la *University of Alberta* procède à des coupures qui menacent sérieusement l'avenir de la Faculté. Claudette Tardif entre alors en scène à titre de doyenne dans des circonstances difficiles.

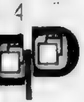
«Nous avons entrepris de mettre en place un plan stratégique qui comprenait un accroissement important de notre visibilité», dit-elle.

On entendait peu parler de la Faculté Saint-Jean dans les médias à cette époque. En fait, la quasi-totalité des médias ignoraient même son existence.

«Nous avons pris des risques», dit Claudette Tardif. On a créé des comités visiteurs (*Visiting Committees*) formés de leaders d'opinion du monde des affaires et de l'éducation en provenance de différents coins du pays. C'est ainsi que le président de la Chambre de commerce de Vancouver, un vice-président de Syncrude Canada, un représentant de Shaw Cable, la sénatrice Céline Hervieux-Payette, Claude Ryan et le P.-D. G. de Crédit Ford du Canada visitent la Faculté pendant deux jours, assistent à des présentations sur la recherche en cours et rencontrent des représentants de la communauté francophone.

«Nous avons organisé quatre comités visiteurs. C'est un modèle qui avait fait ses preuves à Harvard. Nous n'avions rien à perdre.»

Quelques années plus tard, près de 200 personnes deviendront de véritables am-





bassadeurs de l'institution francophone. Ils sont abonnés à son bulletin et appuient la Faculté.

La communauté francophone se mobilise pour aider la Faculté à se doter d'une nouvelle bibliothèque, d'une résidence et d'un Institut pour le patrimoine de la francophonie de l'Ouest canadien. En six ans, douze millions de dollars seront versés à l'établissement, la majorité provenant de fonds fédéraux, et, pour la première fois, le gouvernement albertain manifeste aussi son appui.

«En 1997, lors de sa première sortie en campagne électorale, le premier ministre Ralph Klein et son épouse, Colleen, choisissent de visiter la communauté francophone d'Edmonton. Ils se rendent à La Cité francophone, puis traversent la rue pour visiter la Faculté. Le premier ministre et son épouse découvrent tout un pan de l'histoire franco-albertaine. Ralph Klein lance : "This is the best kept secret of Alberta." Son épouse lui murmure à l'oreille : "We have to do something about this"», raconte Mme Tardif.

La Faculté sollicite des partenariats au Canada. Le Canadien National et la firme Bombardier créent des bourses d'études. Lors du souper d'inauguration du professorat Louis A. Desrochers, 800 personnes se rendent au Centre des congrès d'Edmonton pour y entendre Claude Ryan et Peter Lougheed. La Banque de Montréal et Shaw Cable font des dons importants. Tout ce qui compte dans la province sur le plan politique et économique y est represente.

Lorsque la ville d'Edmonton est choisie pour accueillir les Championnats mondiaux d'athlétisme de 2001, le maire de la ville, Bill Smith, et le représentant de la Fédération internationale d'athlétisme amateur, Éric Savard, pensent tout de suite à Claudette Tardif pour siéger au comité organisateur. Elle coordonnera également les activités du comité consultatif francophone des Championnats mondiaux. C'est autant de visibilité pour la Faculté, qui est de plus en plus présente dans les médias.

Le 24 mai 2001, se déroule l'ouverture officielle du Centre résidentiel Saint-Jean, qui renferme un Centre d'études canadiennes (voué à des recherches interdisciplinaires, responsable de promouvoir la recherche sur le Canada selon une perspective francophone) en plus de l'Institut pour le patrimoine, qui assure une liaison constante entre le Centre et le public.

La Faculté attire un nombre croissant de professeurs renommés pour leurs recherches. Dernièrement, le professeur Marc DeMontigny a reçu une bourse du Conseil scientifique du Centre national de la recherche scientifique pour ses recherches en physique théorique, alors que Denis Gignac a reçu la bourse McCullough pour ses travaux sur les effets des changements climatiques sur la population des marais.

«L'augmentation de nos inscriptions n'est certainement pas étrangère à la qualité de nos chercheurs», dit la doyenne.

La clientèle étudiante est constituée à 50 % de francophones et de francophiles. Soixante pour cent d'entre eux viennent de l'Alberta, de 12 % à 15 % du Québec, 10 % de la Colombie-Britannique, 5 % de la Saskatchewan et 5 % de l'étranger.

La Faculté a d'ailleurs signé des ententes avec l'Institut de Gestion Sociale de Paris et l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres de l'Académie de Toulouse, ce qui permet à ses étudiants de faire des stages à l'étranger. La Faculté Saint-Jean est d'ailleurs une des institutions autorisées à procéder à des évaluations linguistiques par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

«Les projets ne manquent pas. Nous évaluons la possibilité de signer une entente avec une institution universitaire mexicaine. Vraiment, notre faculté est promise à un brillant avenir», de conclure Mme Tardif. ❐

Photo : Université de Moncton

L'Université de Moncton
à la croisée des chemins

Parmi les institutions acadiennes, nulle ne semble susciter autant d'attentes, d'inquiétude et parfois même de controverses que l'Université de Moncton. À l'approche du 40[e] anniversaire de sa fondation, l'Université de Moncton se trouve à un carrefour. Elle doit examiner la situation en profondeur.

Est-ce possible de continuer dans la même voie pour les quarante prochaines années ou est-il nécessaire de réévaluer son rôle, sa structure et sa capacité d'adaptation aux réalités du XXI[e] siècle dans un milieu francophone minoritaire?

Le choix semble déjà arrêté. Au printemps 2001, le Groupe de travail sur les orientations futures de l'Université de Moncton a été créé justement pour étudier ce type de questions. La société acadienne a été invitée à participer au débat qui doit décider de l'avenir de l'Université de Moncton. Si, au départ, les discussions se limitaient principalement à la remise en question du nom que porte l'institution acadienne, d'autres problématiques sont ressorties des consultations publiques qui se sont déroulées dans les régions francophones du Nouveau-Brunswick.

Université généraliste

Lors de sa création, l'Université de Moncton s'était donné une mission très large. Elle se devait d'offrir à la jeunesse acadienne la possibilité d'étudier en français dans un grand nombre de domaines, principalement au premier cycle, mais graduellement, au deuxième et troisième cycle aussi. Historiquement, les jeunes Acadiens devaient soit s'exiler au Québec, soit étudier dans des universités anglophones pour avoir accès à une formation universitaire. Dans ce contexte, jusqu'à ce jour, l'Université de Moncton propose toujours un nombre important de programmes dans tous les domaines : arts, sciences naturelles ou humaines, éducation, génie, administration, sciences infirmières et droit.

De temps à autre, la multitude de programmes offerts est remise en question. Certains secteurs se sentent menacés, en particulier par un faible nombre d'inscriptions. Les départements de sociologie, d'art dramatique et de géographie, entre autres, ont survécu à des périodes d'instabilité. D'autres domaines d'études, comme la philosophie, s'adressent à une clientèle à temps plein fort restreinte, mais il semble inconcevable qu'ils deviennent victimes de compressions. Récemment, les dirigeants ont plutôt choisi de fusionner des facultés et écoles dans un effort de restructuration. Cette mesure n'a certes pas plu à tous, mais les programmes ont été maintenus.

Les défis

L'Université de Moncton sera aux prises dans un avenir plutôt rapproché avec une série de facteurs démographiques qui risquent d'affecter sa croissance. Les experts prévoient une baisse d'environ 20 % des inscriptions dans le système scolaire francophone au Nouveau-Brunswick. L'assimilation n'est pas la seule responsable de cette baisse, c'est un facteur parmi d'autres. Cette réalité ne peut signifier qu'une baisse de la principale clientèle de l'Université de Moncton. S'ajoute à cela la compétition de plus en plus féroce entre les universités anglophones, les collèges communautaires et les autres institutions privées. La Fédération étudiante soutient depuis des années que les hausses des droits de scolarité commencent à entraver l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants acadiens. Le principal défi de l'Université de Moncton demeure donc le financement. La tendance générale dans la majorité des universités canadiennes est d'augmenter les frais de scolarité. Les dirigeants citent la nécessité de combler le manque à gagner qui résulte du sous-financement de l'éducation postsecondaire. L'Université de Moncton n'échappe pas à cette règle.

En ce qui concerne le recrutement d'étudiants, la solution est d'abord de faire en sorte que l'on retienne la plus grande part de la clientèle traditionnelle. La création d'un diplôme en technologie de l'information à l'Université de Moncton en est un exemple. Il y a une demande croissante pour ce genre de programmes chez les diplômés, qui autrement optent pour des instituts privés. L'Université de Moncton mise également sur les nouvelles technologies pour offrir des cours à distance, entre autres.

Une autre solution envisagée depuis bon nombre d'années pour contrer la baisse d'inscriptions est d'attirer plus d'étudiants francophones de l'extérieur de la province et du pays. Le nombre d'étudiants internationaux augmente de façon importante chaque année, alors que les inscriptions ont généralement stagné. Ces jeunes arrivent principalement de l'Afrique, mais aussi des autres pays de la Francophonie.

Un nom mal-aimé

Le nom de l'Université de Moncton a fait l'objet d'un vif débat dans la société acadienne pour plus d'une raison. D'une part, ceux qui s'opposent au nom actuel estiment qu'il n'est représentatif ni de l'Acadie, ni de l'établissement d'enseignement qui compte trois campus, situés à Moncton, Edmundston et Shippagan. D'autre part, le nom Moncton est celui d'un ancien officier de l'armée britannique qui a participé à la déportation des Acadiens. Le colonel Robert Monkton évoque une période noire de l'His-



toire acadienne. Pour plusieurs, il est tout à fait inacceptable qu'une institution d'une aussi grande importance pour l'épanouissement de la société acadienne porte ce nom. Certains défenseurs de ce point de vue ont suggéré que l'Université de Moncton prenne le nom d'un leader acadien qui aurait, par exemple, grandement contribué au domaine de l'éducation.

Quant aux détracteurs de cette position, ils soutiennent qu'il est temps de tourner la page. Ils citent les aspects logistiques d'un tel projet qui doivent être pris en considération. Force est d'avouer que sur le plan du marketing, il n'est pas facile de maintenir sa visibilité lorsqu'on change une partie de son image. L'avantage du nom de Moncton est de situer géographiquement le campus principal de l'université, comme c'est le cas de beaucoup d'autres institutions. Même la Fédération étudiante, qui semblait plutôt favorable au changement de nom, a dû réviser ses positions après la tenue d'un vote. La majorité des étudiants ont indiqué leur préférence pour le statu quo. Le coût d'une pareille transformation dans un contexte d'augmentation constante des droits de scolarité semble avoir été un facteur décisif pour ceux qui, de prime abord, sont inconfortables avec le nom de Moncton pour des raisons historiques.

L'heure des choix

L'Université de Moncton doit repenser «en profondeur» sa structure de programmes, offrir une programmation «plus restreinte mais suffisamment variée et de grande qualité» et avoir «la vision de miser sur quelques secteurs clés».

Le rapport du Groupe de travail sur les orientations futures de l'Université de Moncton, qui a été dévoilé le 20 novembre, pourrait être le point de départ d'un changement important dans les orientations de l'université acadienne.

L'établissement d'enseignement offre actuellement 180 programmes actifs, «un nombre très élevé pour une institution de la taille de l'Université de Moncton» selon le Groupe de travail, qui estime que «certains programmes peu fréquentés ou inactifs depuis déjà un certain temps devraient être revus, renouvelés ou simplement éliminés».

Selon le Groupe de travail présidé par l'ancien juge en chef de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, Guy A. Richard, l'idée n'est pas «d'avoir la plus grande gamme de programmes possible, mais plutôt d'offrir un nombre raisonnable de programmes bien pensés dans une variété de domaines clés de l'activité humaine».

L'Université compte moins de 400 professeurs au campus principal de Moncton et aux campus régionaux de Shippagan et d'Edmundston. Dans certains départements, le corps professoral est réduit «au strict minimum». Selon le Groupe de travail, «il n'y a pas de doute que le manque chronique de ressources dans certains secteurs compromet sérieusement la qualité de la formation». Derrière ces constatations, il y a des chiffres.

- Le niveau des subventions provinciales a chuté de 11 % entre 1990-1991 et 1998-1999, ce qui a incité l'Université de Moncton à augmenter ses droits de scolarité.
- La proportion des élèves qui poursuivent des études universitaires au Nouveau-Brunswick est passée de 23,8 % en 1993-1994 à 21,7 % en 1997-1998, ce qui représente une diminution de 8,8 % en cinq ans.
- Le nombre d'étudiants à l'Université de Moncton est passé de 4 834 en 1990-1991 à 4 418 en 2000-2001.
- Le taux d'attraction des élèves francophones du secondaire vis-à-vis de l'Université de Moncton est passé de 38 % en 1991, à 24 % en 1997, puis à 27 % en 1998, à 25 % en 1999 et à 26 % en 2000.
- On prévoit que les inscriptions au secondaire diminueront de 22,3 % au cours des dix prochaines années à cause de la décroissance démographique.

Parallèlement à cette suggestion de resserrer les programmes, le Groupe de travail invite l'Université de Moncton à explorer de nouvelles avenues, notamment en santé, en formation continue et en études acadiennes.

En santé, on suggère d'explorer la possibilité de créer de nouveaux programmes pour répondre aux besoins pressants en matière de professionnels de la santé, notamment un programme de formation d'infirmières praticiennes et d'infirmiers praticiens.

Les études acadiennes constituent un autre créneau que l'Université de Moncton aurait intérêt à exploiter. On suggère la création d'un véritable institut d'études acadiennes, et on croit que l'Université devrait étudier sérieusement la possibilité d'offrir une maîtrise en études acadiennes.

Ceci dit, l'Université de Moncton doit être accessible aux francophones et aux Acadiens. Selon le Groupe de travail, Moncton doit augmenter à 30 % le taux de participation des diplômés du secondaire aux études universitaires. Comment? En misant sur la qualité de la formation universitaire de premier cycle et en gardant les droits de scolarité à un niveau raisonnable.

L'accessibilité de la population acadienne et francophone aux études universitaires doit être au cœur des préoccupations de l'Université de Moncton. Cette préoccupation devrait être exprimée dans l'énoncé de mission sous une forme telle que l'institution puisse s'en servir pour élaborer des plans et entreprendre des démarches en vue d'élargir autant que possible l'accès aux études universitaires pour toutes les tranches de la société. Les études universitaires ne devraient pas être l'apanage ou l'exclusivité d'une élite.

*Le rapport du Groupe de travail est disponible sur le site Internet de l'Université de Moncton à l'adresse www.umoncton.ca. **(Y.L)***





Une école pour soigner

Philippe St-Pierre

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le gouvernement conservateur de Mike Harris s'est fait de nombreux amis dans le nord de la province au printemps dernier en approuvant la mise sur pied d'une école de médecine à Sudbury, la première à voir le jour depuis 30 ans au Canada.

Présent à Sudbury lors de l'annonce officielle, le 24 avril 2001, le ministre du Développement du Nord et des Mines, Dan Newman, a expliqué qu'une technologie d'avant-garde sera mise à contribution en vue de mener à bien ce projet. «La question n'est plus de savoir quand nous commencerons à former nos médecins dans le Nord, mais bien comment nous allons le faire. L'apprentissage en ligne est une des solutions, les cours magistraux en sont une autre. Je peux vous assurer que nous nous mettons dès aujourd'hui à bâtir ce projet d'envergure et que très bientôt nous aurons une école de médecine qui répondra aux besoins spécifiques des gens du nord de la province», a assuré M. Newman.

Flanqué de son collègue, Dan Newman, le ministre de la Santé, Tony Clément, a confirmé, lors de son passage à l'Université Laurentienne en mai dernier, que l'institution postsecondaire de Sudbury servira de fer de lance à la mise sur pied de la nouvelle école de médecine. De plus, celui-ci a réaffirmé que la Laurentienne pourra compter sur l'Université Lakehead de Thunder Bay pour la seconder dans ce projet, même si la plupart des installations et des ressources seront concentrées dans la ville du nickel.

«Nous estimons que 55 étudiants pourront être admis au premier cycle à la Laurentienne dès 2004. De ceux-ci, 20 seraient transférés à Lakehead à compter de 2006 pour suivre une formation clinique de deux ans, tandis que 35 autres étudiants poursuivraient leur formation à Sudbury», a souligné M. Clément.

Même si le ministre de la Santé est demeuré ambivalent sur la question du bilinguisme dans ce dossier, les professionnels de la santé qui se sont réunis à la Laurentienne dans le cadre du *Symposium international sur l'éducation médicale dans le Nord et en milieu rural* en mai dernier, croient fermement que le bilinguisme autant que les besoins spéciaux des peuples autochtones sont des critères qui devront être examinés de près lors de la mise sur pied de cette nouvelle école de médecine.

Les participants, qui ont répondu à l'appel du directeur général du Bureau des initiatives en matière de santé de la Laurentienne, le Dr Geoffrey Tesson, ont parlé abondamment des méthodes utilisées dans leur pays respectif qui pourraient profiter grandement à cette école de médecine. De l'Australie au Mexique en passant par la Norvège, la discussion a permis d'ouvrir la porte à de nombreuses initiatives qui feront de Sudbury une ville innovatrice en matière d'éducation médicale, selon le Dr Paul Grand'Maison de l'Université de Sherbrooke.

«L'Université d'Ottawa est la seule université bilingue au Canada. Je crois que cette nouvelle école devrait collaborer étroitement avec Ottawa pour offrir des cours en français. Même si je sais que ce ne

sera pas une tâche facile, la population francophone est assez importante dans la région pour justifier une pareille mesure», estime le Dr Grand'Maison. Ce dernier cite d'ailleurs en exemple la collaboration entre l'Université de Sherbrooke et l'Université de Moncton pour appuyer ses dires. «Je sais que c'est possible de mettre sur pied des programmes conjoints parce que nous avons créé des liens très étroits avec différentes universités en province et ailleurs au Canada. Nos étudiants sont appelés à pratiquer en région comme en milieu urbain et sont en mesure de comprendre diverses réalités», souligne le Dr Grand'Maison.

De son côté, le Dr Villho Myllyla, de l'Université d'Oulu en Finlande, affirme que la région a une occasion en or de créer des ponts entre les communautés plus éloignées avec cette école de médecine. «Les gens de partout dans le nord de la province développeront un sentiment d'appartenance commun. De plus, l'histoire nous enseigne que plusieurs entreprises ou organismes décident de s'installer dans les régions avoisinantes par suite de la mise sur pied d'une école de médecine. En fait, c'est une nouvelle extraordinaire pour toutes les communautés», assure le Dr Myllyla.

Toujours pas de financement

Même si le ministre de la Santé a apporté quelques précisions sur les effectifs et l'augmentation des places disponibles pour les étudiants de premier et deuxième cycle en province, il n'a pas voulu parler des coûts associés à cette école. «Il est trop tôt pour l'instant pour discuter des sommes qui devront être engagées dans ce projet. Dernièrement, nous avons annoncé plus de trois millions de dollars pour effectuer les recherches et définir le modèle à suivre pour la mise sur pied de l'école de médecine. Nous ferons cette annonce en temps et lieu.»



Traducteurs

Depuis la récession de 1990-1991, la profession de traducteur semblait décliner irrémédiablement. En 1997, malgré la reprise de la demande de traduction, cette impression persistait. Or, depuis quelques années, nous assistons à une explosion de la demande. L'industrie de la traduction est en pleine croissance et mutation.

Le rapport final du Comité sectoriel de l'industrie canadienne de la traduction, publié en 1999, anticipe un marché mondial qui se situera entre 8,8 et 9,6 milliards de dollars américains en 2003 (entre 13,5 et 14,8 milliards de dollars canadiens). Au Canada, le marché a été évalué à environ 443 millions de dollars en 1998. On s'attend à un taux de croissance de 5 à 10 % par année jusqu'en 2002.



Les informations recueillies font ressortir deux problèmes importants à l'échelle nationale : à court terme, une sérieuse pénurie de traducteurs expérimentés et, à plus long terme, une relève insuffisante pour remplacer adéquatement ceux qui prendront bientôt leur retraite. Au moment de l'enquête, 6 800 traducteurs salariés et 4 114 traducteurs autonomes travaillaient au Canada, et l'on prévoyait une demande de professionnels se situant entre 900 et 1 000 par année, jusqu'en 2002. Quarante pour cent de ces traducteurs devraient avoir un baccalauréat spécialisé ou une maîtrise en traduction.

Or, à l'heure actuelle, quelque 320 diplômés sortent des universités canadiennes à chaque année, ce qui ne saurait suffire à la demande. Ainsi, pendant les prochaines années, les débouchés seront nombreux pour les nouveaux diplômés : on estime qu'il y aura trois postes par diplômé sur le marché du travail. De 65 à 70 % des diplômés se dénichent un poste moins de six mois après l'obtention de leur diplôme. Cette conjoncture favorable à l'embauche résulte de deux facteurs : un accroissement de 10 % par année du volume de mots à traduire et la retraite imminente de la génération des baby-boomers.

recherchés!

Les exigences de la profession

Le traducteur travaille toujours en fonction d'un calendrier très serré. Il doit être capable de produire un travail de qualité en dépit du manque de temps. «Les exigences de la profession sont très grandes et elles l'ont toujours été. Une personne qui ne peut pas travailler sous pression ne peut pas devenir un traducteur. Il faut bien voir les choses en face. Cela se gère, mais que vous soyez dans l'entreprise privée ou dans la fonction publique, c'est pareil», explique Jean Delisle, directeur de l'École de traduction et d'interprétation à l'Université d'Ottawa.

«Quelqu'un qui est curieux, qui s'intéresse à différents aspects de la réalité de la vie culturelle, économique, financière, technique, a tout un éventail de textes intéressants à traduire. Mais il y a aussi tous ces textes hyperendormants, hyperadministratifs qu'on traduit en raison d'une politique officielle de bilinguisme selon laquelle il faut tout traduire», dit-il encore.

Au trebuchet du langage

Mais attention! Cela ne veut pas dire qu'une personne bilingue peut s'improviser traducteur ou traductrice du jour au lendemain. Un bon traducteur soupèse continuellement les mots. Quelqu'un qui n'aime pas faire les nuances entre deux mots ne fera pas un bon traducteur. Aussi le traducteur doit-il être «rompu» aux techniques de la recherche terminologique et de la documentation, comme il est écrit dans le document de présentation de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (www.ottiaq.org).

Parmi les qualités requises pour travailler de façon professionnelle, la présidente de l'OTTIAQ Johanne Boucher énumère celles-ci : une excellente connaissance de la langue de départ, une connaissance approfondie des ressources de la langue d'arrivée, de l'entregent, une grande souplesse d'esprit, des aptitudes pour la rédaction, une vaste culture, non seulement sur le plan proprement linguistique, mais aussi dans les multiples champs de l'activité humaine, la maîtrise des techniques de recherche et la connaissance des technologies informatiques et des techniques de communication.

Technologies, spécialisation et multilinguisme

Les banques de termes, logiciels de gestion terminologique, mémoires de traduction, fonctions avancées de traitement de texte, et Internet font partie du quotidien des traducteurs. En effet, l'utilisation de tous les outils technologiques susceptibles d'aider à traduire plus rapidement, est essentielle. Mais il arrive que la technologie ajoute à la pression; par exemple lorsqu'il faut essayer de récupérer un texte qui a été effacé à cause d'un problème informatique.

Le marché de la traduction a aussi besoin de «joueurs» capables de satisfaire aux exigences de la spécialisation et du multilinguisme. En effet, le rapport final du Comité sectoriel, une initiative d'Industrie Canada, note une pénurie de traducteurs expérimentés dans plusieurs secteurs de spécialisation : l'industrie aérospatiale, le transport, les services aux entreprises, la pharmaceutique, les équipements de télécommunications, les services financiers, l'équipement de technologie de l'information et les organisations internationales.

L'employeur cherche parfois un traducteur ayant des compétences en «localisation». Ce terme à la mode correspond à des compétences multidisciplinaires. S'il s'agit d'adapter un logiciel à plusieurs marchés étrangers, cette activité suppose non seulement des connaissances linguistiques et culturelles, mais aussi des connaissances informatiques. La localisation fait entrer la traduction dans le monde de l'ingénierie du savoir! Les traducteurs doivent donc travailler en équipe avec des ingénieurs informatiques pour arriver à produire un logiciel adapté à divers marchés cibles dans le monde.

Associations professionnelles

Le Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC) chapeaute onze organismes provinciaux qui regroupent plus de 3 800 membres, dont 2 500 membres agréés. Pour les étudiants comme pour les professionnels, l'adhésion à une association comporte de nombreux avantages : répertoire des services linguistiques d'entreprises et d'organismes, inscription à un coût réduit aux activités de formation, bulletin d'information, magazine d'information (*Circuit*, le magazine de l'OTTIAQ, a été primé à deux reprises par la Fédération internationale des traducteurs), information sur les offres d'emploi, etc.

Après avoir adhéré à une association, le membre peut demander l'agrément. Pascal Sabourin, président sortant de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (www.atio.on.ca), accorde une grande valeur au titre de «traducteur agréé». Pour être agréé, un traducteur doit réussir un examen national imposé par le CTIC. Pascal Sabourin évalue le taux de réussite à approximativement 30 %, pour l'ensemble des provinces et territoires.

L'agrément garantit de cette façon que la qualité de la traduction répond à des normes nationales. De plus, l'assurance contractée par l'association professionnelle protège le client, en lui permettant d'être dédommagé si le travail du traducteur est de mauvaise qualité. Pour connaître tous les critères d'agrément, il suffit de consulter les sites Web des différentes associations.

Au Québec, depuis que la Société des traducteurs s'est intégrée au Conseil des professions et est devenue l'OTTIAQ, seul l'interprète doit passer un examen semblable à celui du CTIC. En ce qui concerne le traducteur et le terminologue, la Loi sur le code des professions dit que ce n'est pas le rôle de l'Ordre de vérifier ce que l'université a déjà vérifié. Le comité d'agrément évalue plutôt l'ensemble du dossier du candidat : des preuves de sa pratique, ses diplômes et des échantillons de traduction.

En revanche, à cause de la Loi du Québec sur le code des professions, les diplômes des universités à l'extérieur de la province ne sont pas reconnus. L'Ordre prévoit éventuellement demander au Conseil interprofessionnel la permission d'inclure les programmes de l'Université d'Ottawa, en raison du grand bassin d'étudiants québécois à cette université.

Programmes universitaires

Les universités canadiennes décernent des diplômes de divers niveaux : le certificat, le baccalauréat avec mineure ou majeure en traduction, le baccalauréat spécialisé, le diplôme d'études supérieures, la maîtrise et le doctorat.

L'année dernière, l'École de traduction et d'interprétation (ETI) de l'Université d'Ottawa, créée en 1971, célébrait son trentième anniversaire. Chaque année, sept programmes sont offerts dans chacune des deux langues officielles. Les étudiants qui sont titulaires d'un diplôme dans un autre domaine et qui ont passé leur examen d'admission peuvent s'inscrire à un programme de baccalauréat accéléré, d'une durée de 2 ans. Ils doivent cependant savoir que les cours de technologie sont donnés surtout en anglais.

Photo : APF

Une école d'été
qui vous plonge jusqu'au cou dans le français

Il y a encore de jeunes francophones au pays qui veulent perfectionner leur français et qui, pour y parvenir, sont prêts à quitter le confort douillet du foyer familial pendant une partie de l'été, pour se mettre le nez dans leur grammaire.

Serge Roy (18 ans), de Beresford au Nouveau-Brunswick, Carlee Cormier (17 ans), de La Salle au Manitoba, Ryan Doucet (18 ans), de Clare en Nouvelle-Écosse, Émilie Lavigne (18 ans), d'Embrun en Ontario, Stéphanie Godin (22 ans), de Moncton au Nouveau-Brunswick, et Sabryna Burton (18 ans), de Sudbury en Ontario, ont tous pris le chemin de l'Université d'Ottawa l'été dernier, avec en tête l'idée de voir du pays et, bien sûr, d'améliorer leur français.

Pendant cinq semaines, du 2 juillet au 5 août, ils ont participé à la deuxième édition de l'École d'été de l'Université d'Ottawa destinée aux jeunes francophones hors Québec. Pendant cinq semaines, ils étaient plongés jusqu'au cou dans le français. Outre les trois heures et demie de cours par jour, en grammaire et rédaction, le programme de la journée comprenait des ateliers et des activités de groupe en français.

«L'objectif final est de donner aux jeunes une chance de perfectionner, d'améliorer leur français», dit la coordonnatrice, Manon Pelletier. «Souvent, ils vivent dans des milieux très minoritaires.»

Serge Roy confirme que ses notes ont progressé de 10 % en cinq semaines. «Les cours étaient vraiment intensifs. On n'a pas le choix d'apprendre. On n'est pas en vacances.» Ryan Doucet ne comprenait rien au début. Le professeur, dit-il, enseignait des règles de grammaire dont il n'avait jamais entendu parler auparavant! «Là, je les connais.» Émilie Lavigne a plutôt l'impression de ne pas avoir appris grand-chose. «J'ai haussé ma note de 1 % et j'ai encore de la difficulté avec les mêmes règles.» Sabryna Burton ne cache pas qu'elle n'avait jamais suivi de cours intensifs en grammaire à son école secondaire de Sudbury. «J'ai vu une différence lors de l'examen final.»

Même si le but premier est de stimuler l'intérêt des jeunes pour le français, Manon Pelletier admet que l'Université d'Ottawa y trouve son compte en bout de ligne. En effet, les jeunes, qui découvrent le campus et la vie universitaire pendant la période estivale, seraient naturellement tentés de s'inscrire ensuite à cette université, plutôt qu'à une autre. «S'ils ont passé cinq belles semaines ici, il y a des chances qu'ils reviennent.» Les jeunes interrogés n'étaient pas tous de cet avis, plusieurs ayant déjà choisi leur université. Du moins, l'expérience leur apprend à vivre loin de la maison.

«Le programme n'est pas fait spécifiquement pour préparer les jeunes à la vie universitaire. Mais le résultat est le même», reconnaît Manon Pelletier. Plusieurs profitent de cette chance pour développer leur autonomie, loin du nid familial. «Il y en a qui viennent de petites villes. Pour eux, c'est très gros. La première semaine, ils se perdent. Ils sont stressés. Ensuite, ils se disent qu'ils peuvent vivre loin de chez eux.»

Certains sont tellement timides qu'ils songent à abandonner en cours de route : «Juste changer un chèque à la caisse, c'est la panique, raconte Manon Pelletier. Certains pleurent dans mon bureau et s'ennuient de leur mère. Mais au bout des cinq semaines, c'est vraiment phénoménal de voir comment ils se sont épanouis.» Ils apprennent aussi qu'il faut se lever de bonne heure pour aller aux cours, qu'il faut donc être frais et dispos, et qu'il n'y a aucun passe-droit.

Serge Roy a eu de la difficulté à s'habituer à la ville et à son climat humide. Carlee Cormier a adoré «l'énergie de la ville» et a été émerveillée par toute cette foule qui déambulait dans les rues. Ryan Doucet, qui vient d'un petit village au bord de la mer, sans aucun édifice en hauteur, a eu tout un choc. «Moi, lorsque je me réveille le matin, je vois la mer. Ici, je voyais le canal Rideau.» Étudiante à l'Université de Moncton, Stéphanie Godin n'a eu aucune difficulté à s'adapter à la grande ville. Même que la vie dans la capitale fédérale lui a permis de découvrir plusieurs cultures, les Jeux de la Francophonie se déroulant au même moment, au point de lui donner le goût d'aller voir ce qui se passe ailleurs dans le monde.

Des écoles semblables existent à l'Université de Moncton, à l'Université du Québec à Trois-Rivières ainsi qu'au Cégep de Jonquière. L'Université d'Ottawa a décidé il y a deux ans d'emboîter le pas, après avoir constaté que les Franco-Ontariens ne participaient pas au *Programme de bourses d'été pour francophones hors Québec*, offert par l'entremise du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada. À peine une dizaine de demandes par année. Moncton? Trop loin. Le Québec? Avec diplomatie, Manon Pelletier explique que les Franco-Ontariens ne voulaient pas y aller «pour différentes raisons». Serge Roy est plus direct : «Pas de commentaire!» Cela en dit long sur les appréhensions, les récriminations ou tout simplement l'incompréhension des jeunes Canadiens français à l'endroit du Québec.

Mais il faut croire que la distance a de l'importance à cet âge. L'École d'été d'Ottawa a reçu plus d'une centaine de demandes d'admission en 2001, autant que l'année précédente. «Moi, j'ai choisi Ottawa parce que c'était près de chez moi et j'avais peur de m'ennuyer», confirme Émilie Lavigne, d'Embrun. «C'était l'université la moins éloignée de chez moi. Mes parents pouvaient venir me voir», ajoute Sabryna Burton, de Sudbury.

Les 59 élèves qui ont participé au projet en l'an 2001, sous l'égide du Département des lettres françaises, provenaient de l'Ontario, bien sûr, mais aussi du Yukon, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, puisqu'il s'agit d'un programme pancanadien.

Tous les étudiants peuvent obtenir jusqu'à six crédits universitaires, même s'il s'agit souvent d'élèves de niveau secondaire. Des crédits en banque, voilà qui est intéressant. «Je ne pensais pas que ce serait un attrait, mais ils veulent vraiment leurs crédits, ils veulent réussir leurs cours», dit Manon Pelletier.

Le Programme de bourses d'été accorde une somme de 1 625 $ par élève, qui couvre les droits de scolarité, l'hébergement et les repas. Les étudiants sont logés sur le campus d'accueil. Les frais supplémentaires sont couverts par l'université. Celles et ceux qui participent à l'École d'été sont ensuite sélectionnés au hasard. Car, évidemment, il n'y a pas de place pour tout le monde. Les étudiants admis doivent avoir atteint le niveau postsecondaire ou avoir complété au moins la 11e année avant le début des cours.

[illegible] en français

La connaissance du français de ces étudiants varie beaucoup d'une région à l'autre. Certains maîtrisent déjà très bien la langue, d'autres ont de la difficulté à s'exprimer dans leur langue maternelle. Vivre en français, et s'exprimer dans un bon français, est un défi quotidien pour les jeunes. «Le français est parlé couramment dans les Maritimes. Mais cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un français correct», concède Serge Roy de Beresford. «Chez nous, dans notre village, on parle français. Mais à Winnipeg, tu ne peux pas aborder une personne dans un magasin ou sur la rue en français. Personne ne comprendrait», ajoute Carlee Cormier, de La Salle au Manitoba. Au moins, elle n'entend pas de remarques désobligeantes lorsqu'elle s'exprime dans sa langue maternelle.

«Dans ma région, tout le monde parle français. Mais c'est le français de la région», précise Ryan Doucet, de Clare en Nouvelle-Écosse. «Lorsque je parle à mes amis d'Ottawa, *ils comprenions* pas du tout.» À Moncton, le débat autour du *chiac* et du français est toujours omniprésent. «Il y a une espèce de fardeau qui accable les francophones, une croix à porter. Ça me fatigue. En venant à Ottawa, j'ai laissé ma croix à Moncton», dit Stéphanie Godin. Car parler français à Moncton est souvent perçu par les francophones comme un acte politique : «Il y a un problème d'identité.»

On est loin d'un débat de cette nature à Sudbury, en Ontario. «Lorsque je parle avec mes amis, raconte Sabryna Burton, la mode est de parler anglais. Ils ne font même pas l'effort de parler en français. Ça me choque. Tu leur parles en français et ils te répondent en anglais. C'est un peu frustrant. Tous les gens de mon école font ça.»

Les étudiants des collèges



pourront séjourner sur un autre campus

Les étudiants des cégeps québécois et collèges francophones au pays pourront pour la première fois se promener d'un établissement à l'autre et poursuivre leurs études comme si rien n'était, sans aucun tracas administratif et sans frais supplémentaires.

Le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC) vient de lancer un tout nouveau programme de mobilité inter-établissements, qui met l'accent sur la découverte des régions canadiennes et qui, souhaite-t-on, permettra de sensibiliser les jeunes à l'existence d'une francophonie canadienne.

Le programme, qui débute en janvier, permettra dans un premier temps à une trentaine d'étudiants de poursuivre ou compléter leurs études durant une session complète, dans un autre établissement collégial. Certains pourront aussi réaliser des stages en entreprise dans une province étrangère, participer à des colloques ou des séminaires en lien avec le programme de formation dans lequel ils sont inscrits ou présenter les résultats de travaux réalisés dans le cadre de leur programme de formation.

Une centaine d'étudiants par année auront par la suite la chance de vivre cette expérience durant une session. La formule retenue est d'ailleurs simple et efficace. Le collège hôte est responsable d'accueillir le ou les étudiants et de les loger. L'étudiant qui participe au programme ne verse aucun droit de scolarité supplémentaire. Les cours sont reconnus et crédités, comme s'ils avaient été suivis dans le collège d'origine. À la fin des études collégiales, le diplôme est décerné par le collège où l'étudiant est inscrit, comme s'il avait durant tout ce temps étudié dans un seul et même établissement.

Créé en 1995, le Réseau des cégeps et collèges regroupe cinquante établissements d'enseignement francophones un peu partout au pays. La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard, l'École technique et professionnelle de Saint-Boniface, les collèges communautaires d'Edmundston et de Dieppe au Nouveau-Brunswick, le Collège de l'Acadie, le Collège d'Alfred, le Collège Boréal et La Cité collégiale en Ontario, de même que le Collège Mathieu de Gravelbourg en Saskatchewan, Éducacentre (formation des adultes en français) de la Colombie-Britannique, le Centre de services à l'emploi de l'Alberta et l'Association franco-yukonnaise du Yukon sont membres de ce réseau collégial. *(Y.L)*

Brochette de saumon



Yves Lusignan

Poutine du Québec... Poutine râpée du Nouveau-Brunswick. Petit poisson des chenaux... Saumon de l'Atlantique. Brochette sur barbecue... Brochette de saumon marinée au cognac. Sandwick au jambon... Roulé de homard.

Vous vous rappelez ces panneaux-réclame le long des autoroutes du Québec, qui mettaient en opposition les plages du Nouveau-Brunswick et celles du Maine. On attend toujours le publicitaire qui vantera de la même façon la gastronomie de la province.

Le Centre d'excellence du tourisme de l'Atlantique (CETA), une composante du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick à Edmundston, n'a pas attendu l'engouement des visiteurs pour les plages du Nouveau-Brunswick pour répondre aux besoins de l'industrie touristique de la province, principalement en hôtellerie et en restauration.

«On est une petite école, mais on a les ressources et l'expertise pour desservir le monde entier», clame le gérant, Phil Bélanger. «Nous ne sommes pas la plus grande province au Canada, mais ce sont nos ressources humaines qui font la différence.»

Il s'agit du seul établissement d'enseignement dans les Maritimes où la formation se donne uniquement en français. Les étudiants, qui ont complété leurs études secondaires, proviennent de partout en Atlantique.

L'école accueille 150 élèves. Les programmes de techniques culinaires, cuisine, hôtellerie et restauration, techniques touristiques et gestion en hôtellerie et restauration durent tous deux ans. Il existe présentement une grande demande pour l'hôtellerie et la restauration. L'aspect culinaire est en grande demande : «Il y a une pénurie de chefs et de cuisiniers à la grandeur du pays.» Il y a donc de l'avenir dans les chaudrons. «C'est un métier sérieux, précise M. Bélanger. La de-

mande est là. Et ce n'est plus seulement de cuisiniers qu'on a besoin, mais de gestionnaires de cuisine.»

On anticipe d'ailleurs une pénurie de gestionnaires au cours des cinq prochaines années. «Traditionnellement, n'importe qui pouvait faire ce métier. Maintenant, dans un monde compétitif, il faut des gens formés en gestion. Il faut savoir gérer le personnel, les stocks, les finances. Un restaurateur ne peut pas entrer en compétition s'il n'a pas un bon gestionnaire qui connaît l'aspect marketing et les relations publiques.»

Si l'industrie du tourisme a changé, le profil des étudiants aussi. Il y a des jeunes, bien sûr. Mais il y a aussi des adultes qui opèrent un changement de carrière. Des adultes qui rêvaient depuis longtemps de se lancer dans la restauration et l'hébergement, mais qui n'y croyaient pas trop à l'époque où tout cela ne faisait pas trop sérieux. «On commence à avoir de ces étudiants qui veulent être des entrepreneurs et qui veulent une bonne formation.»

Il y a aussi des diplômés universitaires qui cognent à la porte du Centre d'excellence. Ce sont en général des gens qui ont un baccalauréat, mais qui n'ont aucun plan de carrière. Or, pas moins de 90 % des diplômés du Centre d'excellence du tourisme trouvent un emploi, la plupart du temps dans les Maritimes : «Tu es sûr d'avoir un emploi en hôtellerie, restauration et cuisine.» Pour répondre aux besoins de l'industrie au cours de la prochaine décennie, il faudrait même trois cents élèves par année, estime Phil Bélanger.

Le collège a aussi des ambitions internationales. Il a déjà conclu une entente avec la France pour des échanges de stagiaires, question de sensibiliser les étudiants à la mondialisation et de favoriser les échanges culturels.

Une autre entente, cette fois avec le Mexique, a pour objectif de permettre aux étudiants de maîtriser l'espagnol. Depuis septembre 2001, ils peuvent s'inscrire à l'option du *Tourisme international*. Les étudiants ont suivi le premier semestre en français à Edmundston, le deuxième se déroule actuellement en anglais dans un collège anglophone du Nouveau-Brunswick. Le troisième semestre se poursuivra dans un collège mexicain et les apprenants complèteront leur formation à Edmundston lors d'un quatrième et dernier semestre.

Ce ne sont pas tous les élèves qui pourront se payer cette aventure mexicaine. Les droits de scolarité au Centre d'excellence sont présentement établis à 2 400 $. Pour l'option *Tourisme international*, ils s'élèvent à… 4 600 $. Sans compter les frais de déplacement!

On veut aussi développer, lors des trois prochaines années, des cours en ligne, c'est-à-dire par Internet, ce qui permettra du coup de rejoindre une clientèle mondiale. Reste à savoir combien seront prêts à adhérer au mouvement.

«Un cours de sommellerie se donnerait très bien en ligne, pense Phil Bélanger. Mais c'est sûr que c'est toujours bon d'avoir le vin devant nous pour le déguster.» En effet.

[CARNET D'ADRESSES]



AIR CANADA
www.aircanada.ca

ASSOCIATION CANADIENNE D'EDUCATION DE LANGUE FRANCAISE
www.acelf.ca

ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE
www.apf.ca

CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN SANTE
www.cnfs.ca

COLLEGE DE L'ACADIE
www.ccfne.ns.ca

COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE
www.ustboniface.mb.ca

COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES
www.ocol-clo.gc.ca

CONSEIL DES MINISTRES DE L'EDUCATION (CANADA)
www.cmec.ca

DEFENSE NATIONALE - UNIVERSITE MILITAIRE DU CANADA
www.mdn.ca

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA
www.hrdc-drhc.gc.ca

ECOLE NATIONALE DE CIRQUE
www.enc.qc.ca

ECOLE NATIONALE DE THEATRE
www.ent-nts.qc.ca

FACULTE SAINT-JEAN
www.fsj.ualberta.ca

FONDATION BAXTER ET ALMA RICARD
www.fondationricard.com

FONDATION DONATIEN FREMONT
www.apf.ca/fondation

INSTITUT D'ETUDES PEDAGOGIQUES DE L'ONTARIO
www.oise.utoronto.ca/~maitrise

PATRIMOINE CANADIEN
www.pch.gc.ca

RESEAU DES CEGEPS ET DES COLLEGES FRANCOPHONES DU CANADA
www.rccfc.ca

SECRETARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
www.mce.gouv.qc.ca/saic/francophonie

UNIVERSITE DE MONCTON
www.umoncton.ca

UNIVERSITE DE MONTREAL
www.umontreal.ca

UNIVERSITE DE REGINA
www.uregina.ca

UNIVERSITE DE SHERBROOKE
www.usherbrooke.ca

UNIVERSITE D'OTTAWA
www.uottawa.ca

UNIVERSITE LAURENTIENNE
www.laurentienne.ca

UNIVERSITE LAVAL
www.ulaval.ca

UNIVERSITE SAINT-PAUL
www.ustpaul.ca

UNIVERSITE SAINTE-ANNE
www.usainteanne.ca

UNIVERSITE YORK - CAMPUS GLENDON
www.glendon.yorku.ca

Vingt fois sur le métier...



Annie Bourret

Linguiste professionnelle, Annie Bourret (a-bourret@shaw.ca) publie des textes sur la langue française depuis 12 ans. Elle est l'auteure de Pour l'amour du français *(Leméac, 1999) et a rédigé le guide pédagogique* Vers un monde sans sexisme *(RFCB, 2001)*

Annie Bourret

Quand mon rédacteur en chef m'a demandé de pondre un texte sur le vocabulaire des métiers, le souvenir de mon père allant enseigner l'ajustage mécanique à l'École des arts et métiers d'Amos m'est revenu tout de suite à l'esprit. Pour vous situer, c'était l'époque où le système éducatif du Québec offrait encore soit le cours classique, soit les arts et métiers*.

C'est vous dire le choc que j'ai éprouvé pendant ma recherche pour le présent texte. Heureusement que j'ai du métier(!) et que je me suis ressaisie.



Premièrement, les écoles des arts et métiers n'existent plus au pays, sauf dans l'historique de certains établissements scolaires comme le Séminaire de Joliette et le titre de certaines expositions de musée.

Deuxièmement, ce qu'il est convenu d'appeler désormais *enseignement technique* est généralement offert dans des établissements ne conférant pas de grades universitaires et portant le nom de collèges, collèges communautaires, instituts techniques ou cégeps, selon la province. (Réflexe de linguiste : Si vous avez pensé que j'aurais dû employer «généralement dispensé» au lieu de «généralement offert» dans la phrase précédente, sachez que vous commettez une erreur, par ailleurs fort courante. L'enseignement ne peut être dispensé, car le sujet de *dispenser* doit être une personne ou une puissance supérieure qui distribue quelque chose. Les autres sens de *dispenser* ne conviennent pas non plus.)

D'après le *Lexique de la formation professionnelle et technique* de Bernard Baudin (Logiques, 1996), l'*enseignement professionnel* se distingue de l'*enseignement technique*. Dans le premier cas, il s'agit de formation de base de niveau secondaire à caractère technique visant l'acquisition de connaissances et de compétences pratiques pour des métiers comme compositeur typographe, aide familial, contrôleur aérien, machiniste ou coiffeur. L'enseignement technique recoupe les paliers secondaire, collégial et universitaire. Au collégial, il vise à former du personnel de niveau intermédiaire (techniciens et cadres moyens) et, à l'université, des ingénieurs destinés à des postes supérieurs.

Autre surprise, les grands domaines traditionnels font toujours partie des programmes : mécanique, soins de santé, services de garde, ébénisterie, techniques agricoles, etc. Cependant les «tiques» dominent : bureautique, télématique, informatique, technologie de conception électronique, sans oublier l'omniprésent multimédia, mot à double carrière grammaticale (nom commun et adjectif, s'accordant en nombre comme dans des *sites Web multimédias*) et au sens bien obscur pour qui n'est pas du métier. Il ne s'agit pourtant que d'une technologie permettant d'intégrer diverses données (son, images fixes ou animées, texte) sur un même support électronique (site Web, cédérom, vidéo, jeu d'ordinateur).

Voilà qui élargit grandement la notion usuelle de *corps de métier*. Historiquement, cette expression signifiait un regroupement de métiers visant à réglementer la pratique du domaine et à en défendre les intérêts. Aujourd'hui, elle ne désigne qu'un ensemble de personnes exerçant le même métier ou la même profession. Une association professionnelle. Les briqueteurs, vitriers, électriciens, peintres, plombiers, poseurs de céramique et autres travailleurs de la construction correspondent bien à l'idée traditionnelle qu'on se fait des corps de métier, pour ce domaine particulier. Mais les sages-femmes, les horticulteurs et les électrolystes en sont également, tout comme les techniciens en multimédia.

Les programmes de formation professionnelle et technique mènent souvent à l'obtention d'un certificat. Est-ce pour cela qu'on confond si souvent *certification* et *accréditation* ? La certification est une attestation écrite d'authenticité. L'accréditation (et son synonyme *agrément*) est un mécanisme qui reconnaît publiquement qu'un établissement de formation, un programme d'études, une personne ou un service satisfait à des normes prédéfinies. Mais passez aux adjectifs et, ô surprise! les travailleurs peuvent être tout autant certifiés (*contrôleur certifié*, d'après Termium) qu'accrédités (*agent accrédité*, selon l'Office de la langue française) – l'adjectif *agréé* étant généralement réservé aux professions exigeant un diplôme universitaire (*comptable agréé*, *traducteur agréé*).

Mais avant d'obtenir son diplôme, il faut faire ses études. La formation professionnelle et technique se caractérise par son aspect pratique, la volonté de reproduire les conditions de travail réelles. De là cette structure complexe de stages allant des stages d'observation durant quelques jours aux stages d'insertion de quelques semaines, quand ce n'est pas l'enseignement coopératif, dont le cheminement repose sur une alternance entre sessions d'études et sessions de formation en milieu de travail, chacune pouvant durer de 12 à 16 semaines.

Cette formation vise l'*employabilité*, mot que j'avais condamné pour crime d'anglicisme (*employability*) sans procès. Heureusement que j'ai le cœur au métier : vérification faite, le mot est bien français et signifie «probabilité, pour une personne, de trouver un emploi quand elle se cherche du travail».

** Avant la formation des collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) en 1967*





Université d'
University of
Ottawa

PARTEZ
À LA DÉCOUVERTE
RESTEZ
TOUT PRÈS

GO-W02-04-F

Hiver 2002

La clé des champs.

Magazine de voyage au Canada

Courez la chance de gagner un fabuleux séjour d'hiver au Canada grâce à Choice Hotels et à MasterCard.

Voir détails en p. 4 et 5.

ON EST VRAIMENT BIEN CHEZ NOUS



Une généreuse nature







Information touristique

Si vous désirez partir à la découverte du Canada cet hiver, vous pouvez communiquer avec les bureaux de tourisme suivants :

Terre-Neuve et Labrador
1 800 563-6353 • www.gov.nf.ca/tourism

Île-du-Prince-Édouard
1 800 887-5453 • www.ipevacances.com

Nouvelle-Écosse
1 800 565-0000 • www.nouvelle-ecosse.com

Nouveau-Brunswick
1 800 561-0123 •
www.TourismNewBrunswick.ca

Québec
1 877 266-5687 • www.bonjourquebec.com

Ontario
1 800 268-3736 • www.ontariotravel.net

Manitoba
1 800 665-0040 • www.travelmanitoba.com

Saskatchewan
1 877 237-2273 • www.sasktourism.com

Alberta
1 800 661-8888 • www.travelalberta.com

Colombie-Britannique
1 800 435-5622 • www.HelloBC.com

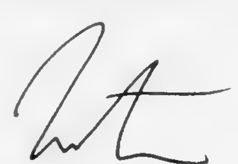
Yukon
1 800 789-8566 • www.touryukon.com

Territoires du Nord-Ouest
1 800 661-0788 • www.nwttravel.nt.ca

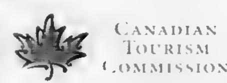
Nunavut
1 866 686-2888 • www.nunavuttourism.com

Chers voyageurs,

À une époque où opter pour le Canada comme destination vacances est un choix plus judicieux que jamais, la Commission canadienne du tourisme, de concert avec ses partenaires, est heureuse de vous présenter ce guide qui vous permettra de profiter des plaisirs de l'hiver partout au pays. Que ce soit un séjour de ski romantique, une excursion en motoneige, une escapade exotique en traîneau à chiens, l'observation des aurores boréales ou la découverte de l'une ou l'autre de nos grandes villes, nous vous offrons un éventail de fabuleuses suggestions. Considérez le tout comme un simple point de départ qui vous mènera sur le chemin de vacances d'hiver mémorables, ici même, au Canada.



Jim Watson,
Président et directeur général
de la Commission canadienne
du tourisme



Rhapsodie en blanc

Emmailloté de blanc et baigné de soleil, l'hiver se déploie dans toute sa splendeur. Et il y a de quoi se réjouir, car du nord au sud et de l'est à l'ouest, à l'intérieur comme à l'extérieur, les activités abondent en cette saison revigorante à souhait ! Attisez la passion en choisissant un séjour de ski dans une station de renommée internationale. Lancez-vous à la conquête du Grand Nord dans un traîneau à chiens, tout en vous initiant à une culture captivante. Enfoncez-vous au cœur de la nature à bord d'une motoneige. Puis, installez-vous quelque temps dans l'une de nos grandes villes, où la saison culturelle bat son plein. Quelle que soit votre destination, vous ne pourrez résister aux mille et un atours de la blanche saison.

Pour en savoir plus sur les forfaits passionnants offerts d'un océan à l'autre, communiquez sans tarder avec votre agent de voyages.
Si vous désirez obtenir un exemplaire gratuit de notre guide touristique, composez le 1 888 267-2023. Vous trouverez également dans notre site Internet une foule d'idées pour les vacances :
www.voyagecanada.ca/cle.



Récompensez-vous en participant au concours MasterCard « Merci de reprendre la route »

Affirmez votre détermination bien canadienne grâce à une escapade hivernale de cinq jours

Participez et courez la chance de GAGNER l'un de cinq voyages pour deux et de visiter l'une des régions typiques du Canada pendant 5 jours. Le voyage comprend : la location d'une voiture offerte par National Location d'Autos; le transport aérien aller-retour; l'hébergement pendant 5 jours à l'un des quelque 250 établissements Choice Hotels du Canada.





Sejournez dans la magnifique localite nichee parmi les montagnes de Canmore, la destination par excellence des amateurs de plein air. Optez pour du ski alpin de calibre mondial, une promenade en traineau a chiens ou de la randonnee au parc national Banff, qui est situe tout près. Les voyageurs qui preferent demeurer a l'interieur ont rendez-vous dans la ville voisine de Banff qui est reconnue pour la qualite exceptionnelle de ses boutiques restaurants et spectacles. C'est le pays des merveilles pour les amoureux de l'hiver



Cette capitale cosmopolite regorge d'attraits fascinants. Hasardez-vous parmi les volcans et les dinosaures au musee royal de la Saskatchewan, explorez les galeries et les couloirs majestueux du magnifique edifice legislatif de la province, admirez les plus belles œuvres d'ici et d'ailleurs dont recele la region a la galerie Mackenzie ou aventurez-vous a l'exterieur de la ville a motoneige et decouvrez pourquoi on surnomme la Saskatchewan le pays du ciel infini

Allez à Toronto!

Profitez de tout ce que la plus grande ville du Canada a a offrir. Assistez a une piece de classe internationale dans le quartier des theatres, visitez quelques-unes des nombreuses galeries d'art, offrez-vous une soiree de patinage a l'hotel de ville ou elargissez vos horizons culinaires dans le quartier chinois. Toronto est une ville merveilleuse et des plus diversifiees qui ne demande qu'a etre decouverte



Laissez-vous seduire par le charme europeen de la capitale de la province, l'une des villes les plus saisissantes au monde. Deambulez dans les rues tortueuses, pavees de pierres et bordees de boutiques et de cafés du pittoresque quartier Petit-Champlain, l'un des plus anciens du continent. Faites du ski ... ite de la ville, a la station du mont Sainte-Anne ou admirez simplement la ...

Allez à Halifax!

Pour participer au concours, il suffit de remplir ce bulletin avant le 2 mars 2002 et de l'envoyer par la poste a :
La cle des champs. Magazine de voyage au Canada,
C.P. 11454, succursale Centre-ville, Montréal (Quebec) H3C 5K8.

Chaque prix, d'une valeur approximative de 3 000 $, comprend:

- le transport aerien aller-retour en classe economique pour deux
- la location d'une voiture pendant 5 jours, gracieusete de National Location d'Autos
- et l'hebergement pendant 5 jours offert par Choice Hotels Canada

Le tirage aura lieu le 15 mars 2002. Les reglements du concours sont disponibles sur demande a l'adresse susmentionnee. Les prix ne peuvent être rembourses ni transferes. Les participants doivent être âges d'au moins 25 ans. Tous les voyages doivent avoir ete effectues avant le 30 juin 2002 ou entre le 1er septembre 2002 et le 30 decembre 2002. Les reservations et les departs sont assujettis aux disponibilites.

J'aimerais recevoir GRATUITEMENT un Guide de vacances au Canada 2002 et le Guide des voyages de plein air 2002 Oui ○ Non ○

Langue de correspondance:
Français ○ Anglais ○

Pouvons-nous conserver votre nom sur une liste d'envoi afin de vous faire parvenir d'autres renseignements sur la Commission canadienne du tourisme et ses partenaires?
Oui ○ Non ○

Nom :

Adresse :

Ville :

Province :

Code postal :

Telephone :

Courriel :

Restez-y!

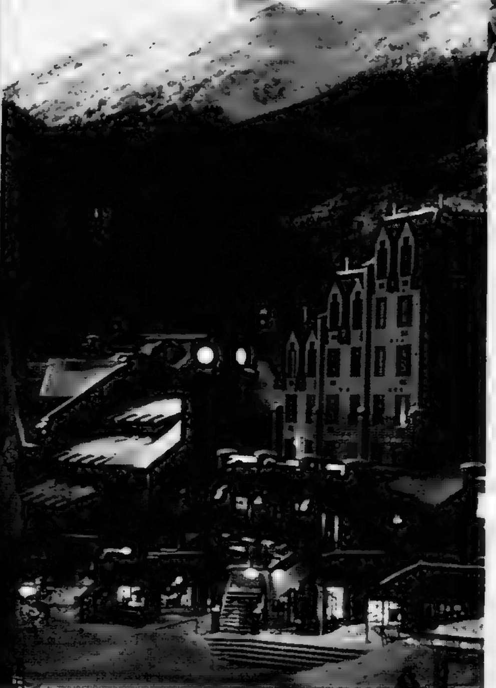


Allez-y.



Une généreuse nature





Broadway, le choix est vaste. Visitez les boutiques branchées de Robson ou de Granville Street ou flânez dans Gastown, le plus ancien quartier de la ville. Explorez Yaletown, un ancien quartier industriel revitalisé où les microbrasseries côtoient les galeries, les restaurants et les boutiques. Laissez-vous imprégner de l'atmosphère de Chinatown. Puis, prenez le chemin des tropiques en poussant la porte du Bloedel Floral Conservatory. Admirez d'extraordinaires animaux marins à la nouvelle exposition Wild Coast Exhibit de l'Aquarium de Vancouver. Si vous êtes amateur de ski, sachez que Cypress Bowl, Grouse Mountain et Mount Seymour se trouvent à quelques minutes du centre-ville. Même si vous ne skiez pas, le téléférique de Grouse Mountain offre un panorama splendide sur la ville et le port *(604) 683 2000 ou www.tourismvancouver.com*).



• À seulement deux heures de route au nord de Vancouver, **Whistler** offre, de novembre à mai, une longue saison de ski et de planche à neige ainsi que bien d'autres attraits. Niché au pied des montagnes Whistler et Blackcomb, le village de type européen compte une variété d'établissements hôteliers luxueux, de restaurants et de boutiques à quelques minutes seulement des remonte-pentes. Foulez les jolies rues piétonnes bordées d'exquises boutiques. Des sushis à la cuisine simple, le menu proposé par les nombreux restaurants du village saura combler les gourmets et les gourmands. Et pour faciliter la digestion, rien de tel qu'une excursion en traîneau à chiens, en motoneige, en ski de randonnée ou en ski héliporté. Bien sûr, l'endroit est un véritable paradis pour les skieurs et les planchistes : le plus long dénivelé du continent, 12 cuvettes alpines, trois glaciers et plus de 200 pistes balisées pour tous les âges et toutes les catégories. Pas étonnant que Whistler se classe, année après année, station numéro un en Amérique du Nord *(1 800 WHISTLER ou www.tourismwhistler.com*).

Villes en manteau blanc

Glisser en skis dans un parc urbain… Découvrir de fascinants musées et galeries d'art… Faire du shopping jusqu'à plus soif… Aller au concert, au théâtre ou au ballet… Patiner au cœur du centre-ville. Autant d'activités que présentent la plupart de nos grandes villes, séduisantes sous leur manteau blanc.

Si **Québec** est magnifique en tout temps, elle l'est particulièrement à cette période de l'année. Foulez ses rues escarpées et admirez le panorama spectaculaire qui se dégage de la terrasse Dufferin, en face du Fairmont Le Château Frontenac. Ne manquez pas d'aller visiter les expositions originales du Musée de la civilisation et celles, toujours captivantes, du Musée du Québec. Et si vous aimez jouer en plein air, vous êtes au bon endroit. Patinez au carré d'Youville. Faites du ski de randonnée sur les Plaines d'Abraham ou du ski alpin au Mont-Sainte-Anne, Stoneham et autres stations des environs. Essayez le raft des neiges ou l'escalade sur glace à quelques minutes du centre-ville. Pour couronner le tout, faites un saut au Village Igloo à Lac-Beauport, à 15 minutes du centre-ville, où une soirée de fondue, [illegible] autour d'un feu de camp et une nuit dans un igloo vous attendent (418 522-3511 ou *www.quebecregion.com*).

• À l'intérieur comme en plein air, **Montréal** propose un véritable tourbillon d'activités l'hiver venu. Explorez la ville souterraine, un labyrinthe de 30 kilomètres de places intérieures et de corridors bordés de boutiques. Faites vibrer vos papilles dans certains des meilleurs restaurants en Amérique du Nord. Parcourez [illegible] mètres en ski de randonnée. Prévoyez une soirée au Centre Molson histoire d'assister à un match de hockey des Canadiens de Montréal ou à un concert d'un groupe international. Foulez les pavés du Vieux-Port, visitez les nombreux attraits qui bordent son secteur riverain, puis faites quelques ronds sur la patinoire extérieure du bassin Bonsecours. Sautez dans une carriole pour une balade dans la neige [illegible] du [illegible] de Montréal et ne manquez surtout pas la Fête des neiges (du 26 janvier au 1[illegible] février) qui célèbre cette année son 20[illegible] anniversaire (*1 800 363-7777* ou *www.tourisme-montreal.org*).

• Assister à une performance du Royal Winnipeg Ballet – l'une des troupes les plus prestigieuses au pays – devrait apparaître en haut de la liste des choses à faire lorsqu'on visite **Winnipeg**. Les férus de culture peuvent également assister à une production du Manitoba Opera ou se laisser bercer par la musique céleste du Winnipeg Symphony Orchestra. Par ailleurs, l'histoire est omniprésente partout dans la ville : au lieu historique national de La Fourche, dans les rues pittoresques du vieux Saint-Boniface et entre les murs de l'envoûtant Musée manitobain de l'Homme et de la Nature. Côté plein air, faites des pirouettes sur la patinoire du marché de La Fourche ou faites de la raquette au cœur de paysages hivernaux à Fort Whyte Centre. Vous pouvez également enfiler des skis de randonnée pour explorer les sentiers de l'immense parc Assiniboine ou du Harbour View Recreation Complex. Puis, place aux sensations fortes sur les glissades géantes qui dévalent vers la rive opposée de la rivière Rouge, du fort Gibraltar aux quais d'Alexander Street (*1 800 665-0204 ou www.tourism.winnipeg.mb.ca*).

• **Vancouver** bourdonne d'activité à cette période de l'année : d'une soirée au concert à une représentation d'un grand succès de





QUÉ

L'amour au sommet

Du télésiège, qui favorise les rapprochements, à cette agréable langueur que l'on ressent après une journée sur les pistes, impossible de s'y tromper : ski et romantisme vont de pair !

Cette équation est particulièrement juste en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec, où les paysages de carte postale, les hôtels sortis tout droit de livres d'images et les stations de ski fabuleuses semblent avoir été plantés là pour attirer Cupidon. Les amoureux seront parfaitement séduits par les stations de la **Colombie-Britannique**. Kicking Horse Mountain Resort, à Golden, la première station de type alpin à voir le jour dans les Rocheuses canadiennes ces 25 dernières années, entame sa deuxième année d'activité et invite à dévaler le deuxième plus haut dénivelé au Canada (1 866 754-5425 ou *www.kickinghorseresort.com*). Par ailleurs, la superficie skiable de Panorama Mountain Village, près d'Invermere, a presque doublé récemment grâce à l'addition de nombreuses pistes (1 800 663-2929 ou *www.panoramaresort.com*).

• On dit de Eagle's Eye, sans conteste l'un des attraits les plus exquis de Kicking Horse, qu'il est, à 2 347 mètres d'altitude, le restaurant le plus haut perché au Canada. Nouveau cette année, deux suites luxueuses ont été aménagées au niveau supérieur de l'établissement.

• Non loin de là, Kapristo Lodge, une auberge de style, est idéale pour une escapade. Ce pavillon offre une variété de forfaits, notamment une excursion héliportée dans la chaîne Purcell (250) 344-6048 ou *www.kapristolodge.com*. Le ski héliporté est également fort populaire à Panorama, ce qui en fait l'endroit rêvé pour s'envoler en duo vers des zones montagneuses non balisées.

• Avec une toile de fond tissée de montagnes vertigineuses, deux villages exquis et trois des centres de ski les plus exceptionnels qui soient – Lake Louise (1 800 258-7669 ou *www.skilouise.com*), Banff Mount Norquay (403) 762-4421 ou *www.banffnorquay.com*) et Sunshine Village (1 877 542-2633 ou *www.skibanff.com*) –, la région de Banff-Lake Louise, en **Alberta**, est tout simplement irrésistible sous la neige. Autre bonheur dans la région : un laissez-passer interchangeable valable pour les trois stations.

• Si vous recherchez des vacances romantiques à souhait, le Fairmont Château Lake Louise est l'endroit tout indiqué. En fait, l'hôtel offre quelques forfaits conçus pour les amoureux : « Évasion romantique », une retraite royale de trois jours, et « Passion dans les Rocheuses », une nuit à l'hôtel avec vin de glace et fraises en prime (1 800 441-1414 ou *www.fairmont.com*). Une autre option : trouver refuge au Post Hotel, un établissement de la chaîne Relais et Châteaux, situé à Lake Louise. Chambres aux murs lambrissés, salle à manger de renom et cave primée font partie des plaisirs de la maison (1 800 661-1586 ou *www.posthotel.com*).



• Les vacanciers qui optent pour le **Québec** peuvent profiter de belles échappées dans des stations se trouvant à courte distance des deux plus grandes villes de la province. Au nord de Montréal, les Laurentides représentent un véritable terrain de jeux parsemé de stations invitantes. L'une des plus célèbres est sans conteste Tremblant, avec son village piétonnier exquis, idéal pour une promenade main dans la main (1 88-TREMBLANT ou *www.tremblant.ca*). Au sud-est de Montréal, des paysages de rêve ainsi qu'un laissez-passer interchangeable qui donne accès à quatre stations locales, soit Mont-Bromont, Orford, Owl's Head et Sutton (1 800 355-5755) font des Cantons de l'Est une destination de ski idyllique pour des vacances en amoureux. Pour finir la journée en beauté, profitez du forfait romantique de l'hôtel Château Bromont, qui comprend vin mousseux et chocolats (1 800 304-3433 ou *www.chateaubromont.com*).

• Québec propose une leçon d'histoire vivante, du charme à revendre et une cuisine fabuleuse, des éléments indispensables pour amoureux exigeants. Ils seront d'autant plus comblés s'ils choisissent le forfait romantique de l'hôtel Clarendon, avec repas dans la salle Charles Baillairgé, reconnue comme étant la salle à manger la plus ancienne du pays (1 888 554-6001 ou *www.quebecweb.com/clarendon/introfranc.html*). Deux stations de ski renommées, Stoneham (1 800 463-6888 ou *www.ski-stoneham.com*) et Mont-Sainte-Anne (1 888 827-4579 ou *www.mont-sainte-anne.com*), se trouvent à quelques minutes de toutes ces douceurs.

Aventures exotiques

Il n'existe pas de meilleure façon de s'initier à la culture fascinante des Inuits et des différentes nations qui peuplent l'Arctique que de participer à une excursion en traîneau à chiens. Sillonner la toundra le jour et dormir dans un igloo la nuit permet de goûter à un mode de vie différent.

Pour prendre le pouls des **Territoires du Nord-Ouest**, rien de tel qu'une expédition de cinq jours en traîneau à chiens offerte par Blachford Lake Lodge and Conference Resort – un pavillon isolé accessible par hydravion et situé au sud-est de Yellowknife. Le voyage commence à Yellowknife et marie à ravir la vie sauvage et le confort moderne. Après une expédition en pleine nature – y compris une nuit de camping – les randonneurs peuvent se vautrer dans le luxe douillet de l'établissement, dont le pavillon principal comporte deux foyers. Une salle aménagée pour observer les aurores boréales et un bain à remous extérieur. L'endroit compte également cinq cabanes en bois rond, ainsi qu'un tipi traditionnel où l'on se rassemble pour écouter des anciens du peuple dene raconter des légendes et parler de leur culture. Vous pourrez déguster des spécialités nordiques, comme l'omble chevalier, le caribou, le bœuf musqué, le gâteau aux baies et la bannique. Outre le traîneau à chiens, le pavillon propose une variété d'activités hivernales telles que la raquette, le ski de fond, la motoneige, la construction d'igloos, le ski attelé (sport d'origine scandinave où le fondeur est tiré par un ou des chiens) et l'observation des aurores boréales *([867] 873-3303 ou users.internorth.com/~blach)*.

Expédition en traîneau à chiens, au Nunavut.





• Les possibilités de randonnée en traîneau à chiens abondent au **Nunavut**, que ce soit une promenade d'une journée ou une excursion comprenant le coucher. Dans certains cas, vous serez invité à conduire la meute et à prendre soin des chiens; dans d'autres, vous pourrez simplement vous laisser porter en *qamutiit* (traîneau en bois) sur la surface gelée de l'océan. Tununiq Adventures, un voyagiste de Pond Inlet, dans le nord de l'île de Baffin, propose des voyages guidés en traîneau qui vous permettront de dormir dans un igloo, de photographier des caribous et de pratiquer la pêche blanche à la morue polaire tout en observant les glaciers et les icebergs qui jalonnent l'horizon. Tununiq offre également des mini forfaits à Pond Inlet, dont une visite guidée des lieux d'art et d'artisanat, ainsi qu'une initiation aux activités traditionnelles inuites, comme la danse du tambour et celle du cercle, le chant guttural et les contes *([867] 899-8194 ou www.tununiq.com)*.

• Au **Yukon**, vous pourrez explorer la nature profonde en traîneau à chiens et séjourner dans un campement aborigène au nord du territoire. Une fois arrivé dans ce lieu isolé, vous pourrez savourer la nature à son mieux, goûter à la cuisine et à la culture locales, participer à des randonnées en motoneige, en traîneau, et en raquettes, en plus d'observer la vie sauvage. Ou encore, couler des jours tranquilles à flâner, glisser, apprendre les techniques hivernales de survie et participer à des activités d'artisanat local. Le soir venu, vous pourrez écouter des histoires et légendes des gens de là-bas, vous émerveiller devant le spectacle des *naoka* (aurores boréales) et puis vous reposer dans un pavillon privé muni d'un poêle à bois, de lampes à huile et d'une table de toilette. En un mot, ce type de forfait convient à tous ceux et celles qui rêvent d'un séjour hivernal en pleine nature *(1 888 285-1676 ou www.adventures.ca)*.

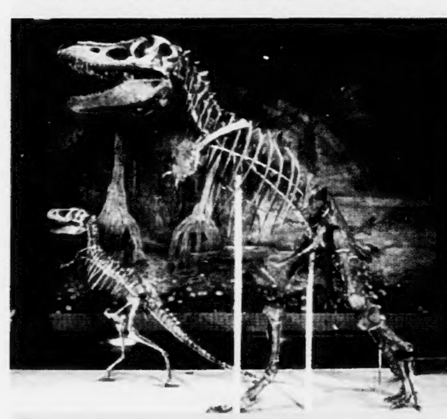
Jeux d'hiver de l'Arctique

Il y a 32 ans, un petit groupe d'athlètes des territoires nordiques se rassemblaient pour participer à des compétitions sportives. Au fil des ans, les Jeux d'hiver de l'Arctique ont évolué et sont devenus une grande manifestation. Aujourd'hui, les Jeux se tiennent tous les deux ans et présentent tant des compétitions sportives qu'un volet culturel important. Iqaluit, au Nunavut, et Nuuk, au Groenland, sont les villes hôtes des Jeux de 2002, qui se tiendront du 17 au 23 mars prochain ([867] 979-2002 ou www.awg.ca).

Les brèves

En pleine forme!

Si vous êtes passionné de plein air, vous pouvez vous inscrire au Marathon canadien de ski, le plus long circuit de randonnée au monde. Placé sous le signe de la bonne forme physique, de l'amitié et du plaisir, ce marathon de deux jours, qui aura lieu les 9 et 10 février, rassemble les amateurs de tous âges. Le parcours de 160 kilomètres se faufile en pleine nature dans les régions de l'Outaouais et des Laurentides (au Québec), de Buckingham à Lachute. Des forfaits pour la nuit sont offerts au Fairmont Château Montebello ainsi qu'à Papineauville. Les participants peuvent suivre leur propre rythme et skier le nombre de kilomètres qui leur convient. De nombreux postes de contrôle tout au long du circuit proposent casse-croûte et service de fartage, tandis qu'une navette gratuite amène les skieurs au point de départ de leur choix et les ramène ensuite à leur hôtel *(1 877 770-6556 ou www.csm-mcs.com).*



Monstres en vue

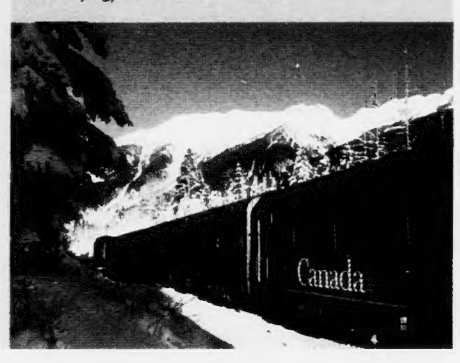
Jusqu'au 31 mars, le Musée royal de l'Ontario, à Toronto, présente *Great Asian Dinosaurs! Unique Creatures from Russia's Vaults*, une exposition fascinante de 63 squelettes, crânes et œufs fossilisés provenant d'espèces de dinosaures rarissimes. En tout, on pourra admirer 33 squelettes complets et autres spécimens exceptionnels trouvés en Asie et rassemblés par l'Académie russe des sciences. Les deux plus grands spécimens, un *Tyrannosaurus bataar* et un *Saurolophus angustirostris*, observent les visiteurs du haut de leurs sept mètres. Le musée est le seul hôte canadien de cette présentation *([416] 586-8000 ou www.rom.on.ca).*

Une ribambelle de carnavals

Partout au pays, les villes prennent l'hiver de front en organisant de grandes fêtes débridées. L'une des plus célèbres est sans conteste le Carnaval de Québec avec sa joyeuse mascotte, le Bonhomme Carnaval. Il animera les foules tout au long des activités qui se dérouleront, cette année, du 1er au 17 février *(1 888 522-3383 ou www.carnaval.qc.ca).* Les trois premiers week-ends de février, la grande kermesse hivernale d'Ottawa, le Bal de neige, met le canal Rideau et ses environs sens dessus dessous *(1 800 465-1867 ou www.capcan.ca/winterlude).* Par ailleurs, du 8 au 17 février, Saint-Boniface — le quartier français de Winnipeg — recevra de nombreux visiteurs pendant le Festival du voyageur, une fête annuelle qui célèbre le patrimoine et la joie de vivre des pionniers et des commerçants de fourrure de la province *([204] 237-7692 ou www.festivalvoyageur.mb.ca).*

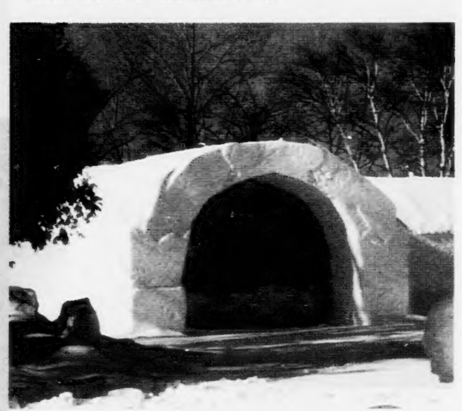
Train d'hiver

Les Rocheuses offrent un éventail incomparable d'attraits l'hiver venu. Pour en profiter au maximum, rien de tel que la randonnée romantique **Snow Train to Jasper**, qui combine un forfait comprenant le transport à bord du légendaire *Canadien*, de VIA Rail, un choix d'établissements de luxe à Jasper et des heures de ski ou de planche à neige mémorables à Marmot Basin (consultez le site *www.snowtraintojasper.com* ou communiquez avec l'un des voyagistes suivants: *Ami Tour Canada Ltd., à Calgary, en Alberta, 1 888 373-3835; World of Vacations, à Etobicoke, en Ontario, 1 800 661-8881; John Steel Rail Tours, à Gibsons, en Colombie-Britannique, 1 800 988-5778; International Travel, à Winnipeg, 1 800 665-3335).*



Toit de glace

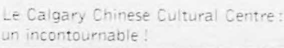
À sa deuxième saison, l'Hôtel de glace Québec-Canada est plus grand et plus impressionnant que jamais. Tout comme son équivalent suédois, le seul autre établissement du genre au monde, l'Hôtel de glace est composé essentiellement de glace et de neige. Même les meubles ont été sculptés dans des blocs de glace ! Histoire de pouvoir accueillir encore davantage de visiteurs, on a construit cette année un plus grand hôtel à la station écotouristique Duchesnay, située à 20 minutes de Québec. Ainsi, en plus de profiter d'un séjour unique en son genre, on peut participer à de nombreuses activités de plein air, notamment le traîneau à chiens et la motoneige *(1 877 505-0423 ou www.icehotel-canada.com).*



Étonnantes collections

Des modèles réduits de bateaux aux chaussures, en passant par une série d'objets portant l'empreinte de Sherlock Holmes : certains musées canadiens se vouent à des thèmes inédits. Et l'hiver est une saison tout indiquée pour se réfugier entre leurs murs afin d'admirer ces joyaux des plus originaux.

• Bottes à plate-forme d'Elton John, chaussures chinoises minuscules pour pieds bandés, sandales égyptiennes anciennes... Courez au **Musée Bata de la chaussure**, à Toronto, un endroit tout simplement fascinant. Cette collection originale de plus de 10 000 objets explore le monde du soulier et montre son importance au fil de l'histoire, dans tous les aspects de la vie et de la mort, ainsi que dans le domaine du travail, de la religion, de la mode. L'exposition en cours, *Sommets de la mode*, jette un regard sur la signification culturelle du talon haut *([416] 979-7799 ou www.batashoemuseum.ca).*



Le Calgary Chinese Cultural Centre : un incontournable !



• On croirait à s'y méprendre que Sherlock Holmes en personne vient de quitter la pièce et pourrait y revenir à tout moment. La salle de style victorien aménagée dans la Bibliothèque de consultation de Toronto, et abritant la **Collection Arthur Conan Doyle**, est truffée d'éléments de preuves attestant de la présence récente de Holmes. Son chapeau est accroché à une patère et une pantoufle perse bourrée de tabac repose sur le manteau de la cheminée. Et qu'est-ce qu'on peut y voir d'autre ? Élémentaire ! Une impressionnante collection de livres écrits par Conan Doyle ou portant sur lui *([416] 395-5577 ou www.tpl.toronto.on.ca).*

• Dief, le chef, était unique, tout comme l'est le **Diefenbaker Canada Centre**, à Saskatoon. Situé sur le campus de l'Université de la Saskatchewan, ce centre met l'accent sur l'évolution du Canada moderne, en s'inspirant de la vie et de l'époque de notre 13e premier ministre. Explorez la réplique de son bureau et celle de la chambre de son Conseil privé, puis voyez les expositions fascinantes qu'on y trouve. En prime, le coup d'œil sur la ville et la rivière Saskatchewan-Sud est magnifique *([306] 966-8384 ou www.usask.ca/diefenbaker).*

Le festival Montréal en lumière.

• Le premier détail que vous remarquerez en poussant la porte du **Calgary Chinese Cultural Centre** est le dôme central qui pointe vers le ciel. Inspiré du Temple of Heaven, à Pékin, ce magnifique édifice est paré de décorations recherchées représentant dragons et phénix. On y trouve également des inventions qui ont changé le cours de l'histoire, des répliques grandeur nature de soldats en terre cuite et autres pièces anciennes fascinantes *([403] 262-5071 ou www.culturalcentre.ab.ca).*

• En s'arrêtant au complexe **Granville Island Museums**, à Vancouver, on a droit à trois expositions plutôt qu'une ! Un des points saillants du Model Ships Museum est le modèle réduit d'un grand navire militaire, qui a nécessité plus de 20 années de travail. Le Model Train Museum déploie une importante collection de maquettes et de jouets ayant pour thème le train. Le Sport Fishing Museum présente, pour sa part, quelque 500 moulinets, classiques et anciens, ainsi qu'un amusant éventail d'objets divers se rapportant à la pêche *([604] 683-1939 ou www.granvilleislandmuseums.com).*

Lever de rideau

Mesdames et messieurs, la représentation va commencer... C'est la saison des spectacles et il existe de nombreuses façons d'en profiter pleinement :

• Que l'on choisisse une soirée au théâtre, à l'opéra ou au concert, l'hiver à **Vancouver** offre une scène culturelle fort riche. Faites de votre séjour une belle réussite en optant pour un forfait week-end « Indulgence » à l'un des hôtels luxueux de la ville qui proposent, de janvier à mars 2002, des tarifs spéciaux de deux nuits *(1 800 HELLO-BC ou www.tourismvancouver.com).*

• À **Toronto**, choisissez un hôtel (22 sont inscrits sur la liste cette année) du programme Mix 'n' Match, et Tourisme Toronto vous aidera à créer un forfait sur mesure combinant hébergement et spectacle. Par exemple, une soirée en compagnie du Lion King ou au dîner-théâtre Mysteriously Yours... Mystery Dinner Theatre show. Ce programme est offert jusqu'au 31 mars *(1 800 205-7638 ou www.torontotourism.com).*

• Du 14 février au 3 mars 2002, tout au long du festival Montréal en lumière, **Montréal** vous propose de faire provision de concerts et de fine cuisine tout en admirant une ville illuminée comme jamais *([514] 288-9955 ou www.montrealenlumiere.com).*



Bienvenue à bord des nouveaux trains Renaissance de VIA Rail Canada

Tout ce que vous aimez du train... et plus!

De nouvelles voitures, appelées *Renaissance*, feront leur apparition sur les voies en 2002.

De conception européenne, ces voitures ultramodernes aux lignes élégantes représentent une nouvelle réussite sur la voie du confort et du raffinement. Les intérieurs, très attrayants, ont été conçus pour optimiser l'éclairage et favoriser la détente. Les superbes voitures-salons offrent une ambiance propice aux changements de rythme alors que les voitures-lits semblent sorties tout droit d'un rêve.

L'arrivée des magnifiques voitures *Renaissance* permet à VIA d'ajouter des départs et d'accroître sa capacité en vue de satisfaire davantage les besoins du public voyageur au Canada. Avec ce nouvel équipement et le renouvellement constant de son service et de son réseau, VIA Rail Canada vous transporte avec fierté mieux que jamais.







Canada

Visitez le site www.voyagecanada.ca pour télécharger des coupons-rabais que VIA Rail Canada et autres partenaires de la CCT vous offrent!

Pour réserver, ***essayez notre nouvel outil de réservation en ligne au www.viarail.ca***, notre gare virtuelle rénovée, contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245).

www.viarail.ca

LES GENS QUI VOUS ***TRANSPORTENT***

VIA MC

VIA Rail Canada